





## Contenu

Contenu.....	3
Préface.....	5
Déclaration de Brigue.....	7
Les régions de montagne dans les nouvelles politiques européennes – un regard sur la Cohésion territoriale et la Politique agricole commune.....	13
Des conditions cadres politiques favorables au développement de l'innovation et de la compétitivité des régions de montagne.....	15
<b>Atelier 1 : Créer et encourager les systèmes de valeur ajoutée.....</b>	<b>17</b>
• L'expérience du cluster „bois“ à Salzburg, Autriche.....	18
• Le Glacier Express.....	21
• Projet EuroMARC.....	27
• Résumé de l'atelier 1.....	33
<b>Atelier 2 : Transformation du secteur industriel des régions de montagne.....</b>	<b>35</b>
• La transformation de l'industrie métallurgique autrichienne en de nouvelles activités économiques.....	36
• Résumé de l'atelier 2.....	47
<b>Atelier 3 : Vers une économie basée sur le savoir.....</b>	<b>51</b>
• Centre for Health and Science à Inverness, Ecosse.....	52
• Université des Highlands and Islands, Ecosse.....	59
• Résumé de l'atelier 3.....	65
<b>Atelier 4: Adaptation aux changements climatiques.....</b>	<b>67</b>
• Changements climatique, impacts et stratégies d'adaptation.....	68
• Enseignements à tirer du projet Interreg IIB ClimChAlp.....	68
• Diversification du tourisme – l'exemple du Monte Tamaro au Tessin.....	78
• Est-ce-que le changement climatique offre de nouveaux potentiels pour l'agriculture?.....	81
• Résumé de l'atelier 4.....	84

<b>Atelier 5 : Valorisation des atouts et des externalités des régions de montagne</b> .....	85
• Payer le juste prix pour l'eau.....	86
• Payer pour des services environnementaux.....	96
• Le Paysage – juste beau à voir ou valeur économique?.....	107
• Résumé de l'atelier 5.....	114
<b>Atelier 6: Développer et soutenir l'esprit d'entreprise dans les régions de montagne</b> .....	115
• Créer de nouvelles revenus grâce à l'agrotourisme.....	116
• Possibilités et limites pour activer l'entrepreneuriat – expériences d'un projet pilote aux Grisons .....	122
• Resumé de l'atelier 6.....	126
<b>Atelier 7 : De nouvelles approches de la gouvernance territoriale</b> .....	127
• De nouvelles approches de la gouvernance territoriale .....	128
• Les parcs nationaux en tant que approche pour une gouvernance territoriale à l'exemple de la Macédoine.....	130
• Projet MAREMA Interreg IIC .....	139
• Contrats de management du territoire dans les Highlands.....	143
• Résumé de l'atelier 7.....	147
<b>Atelier 8 : Le changement démographique – un défi et une opportunité</b> .....	149
• Approches innovantes pour maintenir l'approvisionnement de base malgré le changement démographique .....	150
• Le rôle des femmes pour maintenir le tissu social des régions concernées....	158
• Résumé Atelier 8.....	160
Table ronde du 9.10.2008 .....	161
Table ronde du 10.10.2008.....	163
Liste des participants .....	167
Echo des médias .....	173

## Préface

Les Assises européennes de la montagne sont l'évènement majeur pour les montagnes en Europe. Elles ont lieu tous les deux ans. Les VIèmes Assises de l'année 2008 se sont tenues à Brigue (Suisse) à un moment particulièrement intense de révision des politiques européennes. La politique agricole est en cours de révision dans le cadre du « bilan de santé ». Le principe de la cohésion territoriale, ancré dans le traité de Lisbonne en cours d'adoption, est mis en débat afin de le préciser et de le discuter sur la base d'un livre vert. Les montagnes à leur tour continuent de demander un livre vert sur la montagne qui doit préparer le terrain pour une meilleure reconnaissance des spécificités montagnardes au niveau européen et une approche intégrée des politiques les concernant. Les ministres européens pour l'aménagement du territoire ont adapté en mai 2007 un agenda territorial. Cet agenda territorial reflète la vision du futur développement des espaces en Europe, reposant sur le principe du polycentrisme où les métropoles sont perçues comme les moteurs de la croissance économique.

Ce contexte en mouvement conduit à une remise en question des régions de montagne et des espaces ruraux et les amène à se positionner. Une piste importante pour eux est alors de réfléchir aux façons de créer de la valeur ajoutée dans leurs propres territoires. Cette approche a été au coeur des VIèmes Assises à Brigue. La thématique a été approfondie dans huit ateliers transversaux. Ces ateliers ont servi à identifier les défis pour les régions de montagne mais aussi et surtout à démontrer, par des exemples concrets, comment on peut transformer ces défis en opportunités. Les enseignements tirés de ces ateliers ont permis d'alimenter le débat avec des hauts représentants du monde politique lors des tables rondes. La conférence a finalement conduit à l'adoption de la déclaration de Brigue qui se trouve à la fin de ce rapport et qui synthétise les grands messages que les acteurs des montagnes européennes adressent à la société.

Ces Assises de Brigue n'auraient pas été possibles sans le support substantiel de nombreux partenaires. Nous remercions en particulier la ville de Brigue, qui était en 2008 aussi ville alpine de l'année et qui a soutenu les Assises avec des ressources humaines et financières. Nous remercions également le Canton du Valais et l'Office fédéral de l'agriculture pour leur soutien financier aux Assises. Coop Pro Montagna a sponsorisé une partie du souper et nous lui en sommes reconnaissants. Un grand merci va enfin aux nombreux intervenants qui ont mis leur savoir à disposition des participants venus de toute l'Europe et aux participants eux-mêmes qui ont largement contribué au succès de l'évènement. Nous espérons avoir répondu à leurs attentes et les retrouver nombreux aux prochaines assises de Lillehammer en 2010 en Norvège pour faire le point sur la mise en œuvre des orientations que nous avons tracées, ensemble, à Brigue pour l'avenir des montagnes d'Europe.

Alexia Rouby, directrice d'Euromontana

Thomas Egger, directeur du Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB)



## Déclaration de Brigue

***Les zones de montagne couvrent 41% du territoire de l'Europe. 16% de la population Européenne y habite.***

**Nous, représentants de la montagne européenne, rassemblés ici à Brigue le 10 octobre 2008 en ces temps d'instabilité économique mondiale et de transition des politiques européennes, appelons à reconnaître :**

L'influence géopolitique potentielle des montagnes dans la stabilisation et l'unité de l'Europe face aux mouvements économiques et politiques

Le rôle unique que les montagnes d'Europe peuvent jouer dans la mise en oeuvre de la cohésion territoriale en Europe

La valeur économique et sociale, pour la communauté européenne dans son ensemble, de la gestion du territoire et de l'habitat en montagne

Les atouts de grande qualité mais très fragiles que représentent les montagnes avec leur haut niveau de biodiversité, la diversité authentique de leurs produits locaux alimentaires et artisanaux et de leur culture.

**Nous attirons l'attention sur la signification toute particulière pour les zones de montagne, et donc pour l'Europe, des nouveaux défis et exercices en cours de révision des politiques :**

- Le changement climatique est une réalité, même s'il reste utile de continuer à débattre de son ampleur et de son évolution. L'impact sur les montagnes se fait déjà sentir et il sera plus extrême encore, plus tôt que partout ailleurs.<sup>1</sup>
- La dépopulation et le vieillissement de la population: les montagnes sont parmi les plus touchées par des baisses de populations en Europe. Et là où la population se maintient, la moyenne d'âge montre une tendance significative à la hausse.
- La pression grandissante pour l'intégration de la cohésion territoriale<sup>2</sup> dans les politiques européennes. Elle provient d'une accélération de réalités telles que la polarisation capitaliste de l'économie, la concentration de la population dans les villes et en conséquence l'urbanisation excessive et quasi incontrôlable, avec toutes les externalités négatives liées à ces évolutions telles que la pollution, la congestion, et l'impact sur la viabilité des autres zones telles que les montagnes, l'accès de celles-ci à l'activité économique et aux services et bien entendu la menace de dépréciation de leurs précieux atouts.
- L'impérieuse nécessité de redéfinir la Politique agricole commune après 2013, de façon à conjointement "préserver l'équilibre des zones rurales et maintenir la cohésion territoriale" et "développer une agriculture qui réconcilie la performance économique avec l'efficacité environnementale" pour reprendre les propos utilisés lors du lancement du débat par la présidence française le 23 septembre 2008 à Annecy. Nous sommes également face à une demande pressante d'aboutir à des ajustements sensibles dans le cadre du processus du bilan de santé. Les montagnes sont fortement impliquées sur les deux fronts.

<sup>1</sup> Une augmentation de 1° C de température moyenne fera reculer la limite de la couverture neigeuse en montagne de 150 m. Un réchauffement de 4°C warming pourrait réduire le volume de neige de 90% à 1000 m d'altitude et de 30-40% à 3000m en Suisse.

<sup>2</sup> Voir le livre vert sur la cohésion territoriale 'Faire de la diversité territoriale un atout' – 6.10.2008 Com (2008)616 finale

•

**Nous offrons à l'Europe les solutions dont les montagnes et leurs communautés sont spécifiquement équipées pour aborder ces défis et nous plaçons pour des politiques européennes qui puissent soutenir, permettre et décupler la fourniture de ces solutions.**

### **Faire de nos défis des opportunités**

**Changement climatique** – Bien que les zones de montagne doivent, bien sûr, prendre part à l'effort général pour infléchir le changement climatique, il y a peu de choses que les communautés de montagne puissent faire spécifiquement contre les effets du changement qu'ils observent déjà dans une large mesure. Les communautés de montagne peuvent cependant se concentrer avec efficacité sur l'adaptation à ces changements. L'offre touristique peut être modifiée pour profiter de nouvelles opportunités qui se présentent sur le marché du fait par exemple de la raréfaction de la neige, et les acteurs de montagne peuvent tirer parti des changements de la flore et de la faune et des nouvelles possibilités associées d'aménagement du territoire.

#### Proposition politique:

La politique régionale et de cohésion devrait soutenir le processus de transformation nécessaire pour l'adaptation au changement climatique dans les zones de montagne.

**La dépopulation** peut être inversée en améliorant, de façon innovante, la fourniture des services et en développant l'accès à des pôles d'excellence en matière d'éducation. Universellement reconnue, l'opportunité pour les montagnes d'utiliser l'excellence environnementale pour attirer des entreprises de haute technologie, en utilisant les TIC, peut devenir réalité à condition de doter les principaux nœuds de communications des standards de TIC les plus avancés simultanément en zone de montagne et ailleurs sur la marché.

#### Proposition politique:

Il faut considérer l'accès à bande large comme un service d'intérêt général et en faire un standard minimum pour tout le territoire.

La Commission européenne doit encourager les TIC à travers la politique de cohésion territoriale et de e-gouvernement.

**Les menaces pesant sur l'agriculture de montagne** et la perspective d'une dégradation de l'environnement et d'une perte de produits primaires auxquels on pourrait ajouter ensuite de la valeur ajoutée (diminutions de cheptel et risques d'abandon de la production mis en évidence en montagne suite au découplage des paiements directs aux agriculteurs et à l'abandon annoncé des quotas laitiers) peuvent être atténués en ré-ajustant l'apport des soutiens de façon à maintenir un certain niveau de production et à récompenser l'excellence des externalités positives/biens publics générés en montagne.



Proposition politique:

Des actions doivent être engagées immédiatement pour procurer aux Etats membres le maximum de possibilités de soutien, par l'article 68<sup>3</sup> à l'augmentation du cheptel dans les zones fragiles.

Un travail par étape doit être entrepris immédiatement pour identifier les options les plus simples pour une méthodologie opérationnelle de rémunération de la production des externalités positives par les activités durables de gestion des terres dans les zones où la pérennité de ces activités est la plus menacée.

Il est également crucial de faciliter la mise en place d'un signe de qualité Européen pour les produits de montagne produits en conformité avec la charte européenne des produits de montagne de qualité.<sup>4</sup>

**La cohésion territoriale** – est fondamentalement un exercice visiblement conduit dans l'intérêt commun de la majorité de la population européenne qui habite dans les plus grandes villes ou dans la zone d'influence directe de celles-ci. Or, la compétitivité - tout comme le bien-être économique et social – de l'Europe ne pourrait qu'être améliorée par une volonté d'innovation dans la gestion durable et optimale des ressources du territoire dans son ensemble. Les montagnes font face à des défis extraordinaires en termes de climat et d'accessibilité et justifient pleinement leur inclusion spécifique en tant qu'objectifs explicités de la cohésion territoriale dans l'article 158 proposé dans le traité de Lisbonne, tout comme les îles et les zones faiblement peuplées ou confrontées à la transition industrielle. Les montagnes cependant apportent une proportion significative de la précieuse biodiversité, de l'eau, de la diversité des produits alimentaires et artisanaux, de la culture et des paysages de haute qualité de l'Europe. Le conditionnement de toutes les politiques européennes pertinentes à une évaluation d'impact territorial doit inévitablement renforcer la stabilité des zones de montagne et de ce fait faciliter la valorisation du potentiel de la montagne au bénéfice non seulement des montagnards mais aussi de la compétitivité de l'économie européenne dans son ensemble.

Proposition politique:

Selon les propres termes de la consultation en cours sur le Livre vert sur la cohésion territoriale [SEC(2008) 2550], l'interprétation orthodoxe de la cohésion territoriale basée sur le texte de l'article 158 du traité de Lisbonne doit être largement reconnue, tout comme les principes d'équité et de développement territorial équilibré.

Un système d'évaluation globale de l'impact territorial de toutes les propositions politiques pertinentes doit être institué mais en évitant de basculer soit vers un fardeau bureaucratique, soit vers une simple boîte à outils inadéquate.

---

<sup>3</sup> Règlement du Conseil (CE) 1782/2003 modifié

<sup>4</sup> La Charte européenne des produits alimentaires de qualité lancée le 7 Décembre 2005 au Parlement européen à, Bruxelles (voir annexe)

## **The Declaration of Brig**

***Mountain areas represent 41% of the landmass of greater Europe , and 16% of the European population.***

**We, the representatives of mountain Europe assembled here in Brig on 10 October 2008 at a time of global economic instability and European policy transition call for recognition of:**

The potential geopolitical influence of mountains in stabilising and binding together Europe faced with economic and political flux

The unique role that Europe's mountains can play in delivering the territorial cohesion of Europe

The economic and social value to the entire European community of mountain land management and settlement

The high quality but fragile assets represented by mountains and their rich biodiversity and authentic diversity of local food products, crafts, and culture.

**We draw attention to the specific significance for mountain areas, and therefore for Europe, of the emerging challenges and current policy review exercises:**

- Climate change is with us regardless of the merits of the continuing debate about its scale and timescale. The impact on mountains already exists and here it will be more extreme earlier than elsewhere.<sup>5</sup>
- Depopulation and aging population – mountains are prominent among the areas of Europe demonstrating loss of population. Where population is retained the age profile is commonly increasing significantly
- The pressure for a Territorial Cohesion<sup>6</sup> perspective in European policy. This is driven by accelerating realities including economic polarisation in capitals, excessive metropolisation, urban sprawl - and the associated negative externalities of pollution, congestion, decline in viability of other areas such as mountains, their access to economic activity and services, and the threat of dereliction of their priceless assets.
- The imperative to refine the Common Agricultural Policy after 2013 in order *inter alia* 'to preserve the balance of rural areas and maintain territorial cohesion' and 'to develop an agriculture that reconciles economic performance with environmental efficiency' as recognised at the French Presidency's launch of the debate on 23 September 2008 at Annecy - and the immediate pressing need to achieve sensitive modifications through the CAP Health Check process. Mountains are implicated strongly on both counts.

**We offer to Europe the solutions that mountains and their communities are uniquely equipped to bring to these challenges and we advocate European policy provisions that can support, enable and enhance the delivery of these solutions:**

---

<sup>5</sup> A 1° C increase in average temperature will reduce the mountain snow line by 150 m: a 4° C warming would reduce snow volume by 90% at 1000m and by 30-40% at 3000m in Switzerland.

<sup>6</sup> Now see Green Paper on Territorial Cohesion 'Turning territorial diversity into strength' – 6.10.2008 Com (2008)616 final

## Turning our challenges into opportunities

**Climate change** - Although mountain areas must, of course, share in the universal effort to mitigate climate change there is little that mountain communities can do specifically to target the effects of climate change that they already demonstrably experience. Mountain communities can however concentrate quite effectively on adaptation to these changes. Tourism provision can be modified to identify and respond to market opportunities arising for example from loss of snow and mountain actors can take positive advantage of changes in flora and fauna and associated new land management opportunities.

Policy Proposal:

*Regional policy and cohesion policy should support the transformation process necessary to adapt to climate change in mountain areas.*

**Depopulation** – can be reversed by improving and innovating service provision and by development of access to centres of educational excellence. The universally recognised opportunity for mountains and other remote places of environmental excellence to attract high level technology businesses through Information and Communications Technology can at last be transformed to reality by providing at key nodes the most advanced ICT standards *simultaneously* with their provision elsewhere in the market.

Policy Proposals:

*Broad band access should be integrated in the services of general economic interest and considered as a minimum standard.*

*The European Commission should encourage ICT through territorial cohesion policy and e-government policy.*

**The threat to mountain agriculture** and the prospect of environmental degradation and loss of primary products to which value can be added locally – stock losses and the threat of land abandonment evidenced in mountains following the decoupling of farm support payments and the prospective end of milk quotas - can be retrieved by readjusting support provision so as to respect certain stock production and to reward the excellence of the positive externalities/public goods generated in mountains.

Policy proposals:

*That action be taken immediately to provide member states with maximum discretion under Article 68<sup>7</sup> to utilise modulated funds flexibility to support stock raising in specific areas.*

*That steps be taken immediately to identify the simplest options for an operational methodology to reward the production of positive externalities by sustainable land management activity in areas where the survival of these activities is under the greatest threat.*

*That steps be taken immediately to facilitate the provision of a European quality designation for mountain products produced in conformity to the European Mountain Quality Charter.<sup>8</sup>*

---

<sup>7</sup> Council Regulation (EC) No 1782/2003 [as amended]

<sup>8</sup> The European Mountain Quality Food Product Charter inaugurated 7 December 2005 at the European Parliament, Brussels (see Appendix )

**Territorial Cohesion** – is fundamentally an exercise in enlightened self interest for the majority of the European population who live in the major cities or within their area of direct functional influence. The competitiveness - as well as the economic and social well being - of the whole of Europe can not be other than improved by a will to innovate in the optimal and sustainable use of the assets of the whole territory. Mountains face extraordinary challenges in respect of climate terrain and access and fully justify their specific inclusion as identified objectives of territorial cohesion in the Article 158 text proposed in the Lisbon Reform Treaty along with islands, sparsely populated regions and areas of industrial transition. Mountains also, however, provide the major proportion of Europe's valuable biodiversity, water, diversity of foods, crafts, culture and high quality managed landscapes. The submission of all relevant European policies to a territorial impact assessment must inevitably reinforce the stability of mountain areas and so facilitate the better valorisation of mountain assets for the benefit not only of mountain dwellers but also for the broader competitiveness of the economy of Europe as a whole.

Policy proposals:

*Within the terms of the current consultation on the Green Paper on Territorial Cohesion [SEC(2008) 2550] recognition be given to the orthodox interpretation of Territorial Cooperation based on the text of Art 158 proposed by the Lisbon Reform Treaty and the principles of equity and balanced territorial development.*

*That a system of broad territorial impact assessment in respect of all relevant European Policy proposals be instituted but avoiding either a heavy bureaucratic burden or the irrelevance of a simple box ticking routine.*

### **Beyond the Green paper on Territorial Cohesion**

Finally it is recalled that mountain stakeholders were dissuaded from pressing their recent requests for a Green Paper on Mountains that would identify a coherent treatment of the issues described above - and numerous other aspects of mountain reality - by assurances that the Green Paper on Territorial Cohesion would adequately fulfil that purpose.

The Green Paper on Territorial Cohesion was published on 6 October and we will respond diligently and responsibly to it. However we are disappointed by the superficial and wholly inadequate treatment that the Green Paper affords to mountains. **We therefore renew the request for a Green Paper specifically devoted to a serious and more detailed treatment of our mountain circumstances, the threats they carry and the opportunities they present.**

## **Les régions de montagne dans les nouvelles politiques européennes – un regard sur la Cohésion territoriale et la Politique agricole commune**

**Mariann Fischer Boel,**

Membre de la Commission européenne, agriculture et développement rural

Mariann Fischer Boel salue les participants et remercie pour l'invitation. Elle-même se sent concernée par les régions de montagne même si elle est née au Danemark où la plus haute montagne atteint 100 mètres.

En tant que „membre de la Commission européenne, agriculture et développement rural“, elle se sent touchée par les préoccupations, les joies et les problèmes des paysans de montagne. Maintenir une agriculture de montagne n'est pas seulement nécessaire pour le paysage mais aussi pour avoir des produits de qualité.

La politique doit tenir compte des spécificités des régions de montagne et l'Union européenne ne doit pas traiter ces territoires comme des zones marginales. Plusieurs politiques, dont notamment la politique agricole et la politique régionale, influencent les régions de montagne. Il est pourtant difficile d'avoir une seule politique en faveur de la montagne car les régions de montagne ont certes des problèmes similaires mais dans la réalité, elles sont très différentes les unes des autres. Il est important d'allouer beaucoup d'argent à l'agriculture. Le livre vert sur la cohésion territoriale est un instrument important pour les régions de montagne. Euromontana a beaucoup contribué à sa création. Il est clair que le Livre vert reste un papier de discussion et que des améliorations sont encore bienvenues.

Les spécificités des paysans de montagne ne sont pas assez prises en compte dans la politique agricole, alors que l'agriculture de montagne influence directement d'autres secteurs et génère de la valeur ajoutée. C'est pourquoi, les régions de montagne ont besoin d'une voix forte pour défendre leurs intérêts et se faire entendre à Bruxelles.

Il faut d'abord définir ce que l'on entend par „régions retirées et défavorisées“. Il ne faut rien trop attendre d'autre des discussions politiques de janvier 2009. Il faut trouver des solutions pour ces régions. Les paysans doivent pouvoir garantir des produits de qualité et se demander ce qu'attendent les consommateurs. Ensuite ils doivent pouvoir produire de bons produits à un prix juste. Les consommateurs recherchent la sécurité sur la provenance des produits, c'est pour cela que les indications géographiques sont importantes. Les produits de la montagne doivent également figurer dans le Livre vert. L'image de ces produits est en général bonne auprès des consommateurs, ils évoquent la nature, l'air frais, la qualité.

L'UE doit proposer des conditions cadres favorable à l'agriculture de montagne. Le changement climatique affecte aussi les paysans de montagne et l'UE doit prendre les mesures nécessaires. L'UE doit investir suffisamment dans l'agriculture, car un secteur qui maintient un beau paysage et produit des denrées de qualité est très important pour notre avenir et celui des générations à venir.

## **Des conditions cadres politiques favorables au développement de l'innovation et de la compétitivité des régions de montagne**

**Michel Barnier**

Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, France

Michel Barnier commence son discours en saluant les participants et en remerciant les organisateurs.

Il est important de réfléchir maintenant à l'avenir de la politique agricole. Les premières discussions ont eu lieu récemment à Bruxelles mais il fut difficile d'amener le débat jusqu'à Bruxelles. Un Livre vert sur les régions de montagne serait utile. Mais il ne faut pas croire que la vie économique d'une région ne dépend que de la politique agricole et de la politique régionale. D'autres secteurs comme l'énergie, l'environnement, les transports ont un impact sur les régions de montagne.

Ces régions sont touchées de plein fouet par le changement climatique, la concurrence et la globalisation et leurs conséquences sur le secteur primaire influencent directement l'économie de la région. Les régions de montagnes doivent donc développer ensemble une stratégie pour renforcer leurs économies. Ensuite seulement, des demandes de soutien financier peuvent être formulées.

L'agriculture de montagne possède de nombreux avantages comme des produits de qualité, un paysage entretenu, des traditions et de la biodiversité. Elles jouent également le rôle de tampon entre les centres urbains et les régions rurales. En 2030, 76% des européens vivront en ville. Par conséquent, il est primordial de maintenir les régions de montagne.

Afin d'atteindre ces buts, la politique agricole européenne doit évoluer. La France est un bon exemple. Dans les dernières années, le nombre de jeunes agriculteurs qui se sont installés a augmenté et les exploitations existantes se sont restructurées.

Cette situation solide a des répercussions sur les autres secteurs, le tourisme notamment.

Pour avoir une influence à Bruxelles, les régions de montagne doivent plus collaborer et proposer des projets concrets. La compétitivité des régions de montagne dépend beaucoup de ses habitants. C'est pourquoi, il ne suffit pas d'avoir de bonnes idées, il faut aussi savoir les présenter. Une étude approfondie de la situation et l'utilisation des moyens modernes de communication sont nécessaires.

Pour la première fois, des discussions dédiées spécifiquement à la politique en faveur de la montagne ont eu lieu à Bruxelles. Michel Barnier considère cela comme un premier succès.

L'UE sera donc à l'avenir plus sensible à cette thématique. Auparavant, on parlait peu des problèmes des régions de montagne. Cela a changé. L'appellation pour les produits de montagne et d'alpage sont par exemple très importants pour l'agriculture.

Les besoins de l'agriculture de montagne doivent aussi être pris en compte dans les négociations de l' OMC .

L'abandon des quotas laitiers n'est pas une bonne chose selon Michel Barnier. Aucune mesure d'accompagnement n'est prévue.

L'UE doit favoriser une agriculture forte, car l'agriculture produit de précieux services pour l'économie et l'humanité. L'UE ne doit pas prendre les USA comme modèle mais plutôt conserver ses lois agricoles et les améliorer.

Le débat sur l'avenir de la politique agricole a débuté dans l'UE. Pour certains, c'est trop tôt. Mais il faut savoir que dans une organisation telle que l'UE, les procédures sont longues et cela prend du temps jusqu'à ce que les lois entrent en vigueur.

Selon les premières discussions, il semble que tous veulent une agriculture forte, qui produit des denrées de qualité. Des accidents comme le lait de nourrisson frelaté en Chine, montrent quelle importance peut avoir une agriculture saine en Europe.

Il est aussi important d'échanger les expériences non seulement au sein de l'UE mais aussi avec d'autres pays non membres comme la Suisse et la Norvège.

En résumé, l'UE doit poser des bases solides pour l'agriculture et l'espace rural. L'UE est plus qu'une zone de libre-échange. C'est un marché avec des règles, qui doivent être respectées. Les conditions cadres de l'Union européennes doivent prendre en compte les exigences des marchés.



## **Atelier 1 :**

### **Créer et encourager les systèmes de valeur ajoutée**

**Modération : Christoph Böbner, Vice-directeur de l'Office fédéral pour l'agriculture, Suisse**

#### **Exposés :**

- L'expérience du cluster "bois" à Salzburg : Waltraud Winkler-Rieder, Autriche
- Le Glacier Express – un bon exemple pour une offre intégrée dans le tourisme: Christoph Anderegg, Matterhorn Gotthard Bahn, Suisse
- Projet EuroMARC: Analyse des éléments d'une chaîne à valeur ajoutée dans le secteur agricole: Marie Guitton, Euromontana

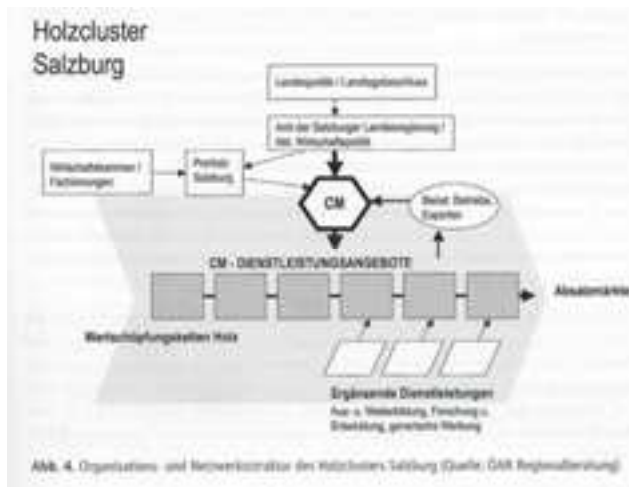
## ***L'expérience du cluster „bois“ à Salzburg, Autriche***

**Waltraud Winkler- Rieder, Österreich**

- 1.300 entreprises spécialisées dans
  - Forêt
  - Scieries
  - Contre-plaqués
  - Papier
  - Construction
  - Aménagement intérieur
- Le tourisme est le principal débouché pour l'industrie du bois
- Le marché régional se situe dans un périmètre de 50 km
- Il est plus facile de monter une chaîne de valeur ajoutée dans le bois que dans d'autres ressources.

### **Facteurs de succès**

- Etre ouvert à des collaborations
- Connaître le marché
- Collaborer avec le secteur « recherche et développement »
- Soigner ses présentations publiques
- Faire de la qualité



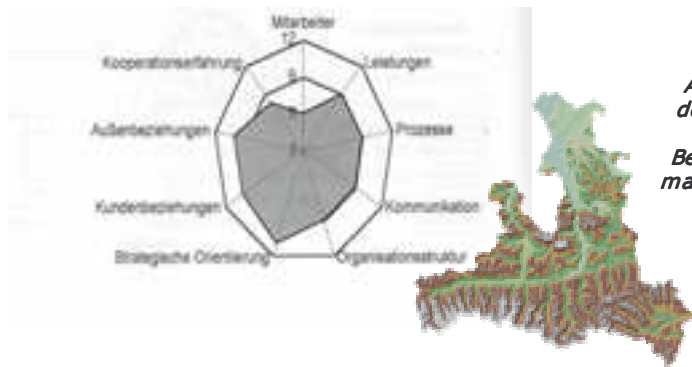
**Clusterarbeit heißt: Kooperieren mit allen Akteuren**

Clustermanagement Holz  
 Markt 136  
 A-5431 Kuchl/Sbg.



**Thema Nachhaltigkeit ist im Bau noch unterbeleuchtet**

Clustermanagement Holz  
 Markt 136  
 A-5431 Kuchl/Sbg.



*Arbeiten in  
der Kette =  
aktives  
Beziehungs-  
management*

Clustermanagement Holz  
Markt 136  
A-5431 Kuchl/Sbg.

## ***Le Glacier Express***

### **Un bon exemple pour une offre intégrée dans le tourisme**

**Christoph Anderegg**

**Matterhorn Gotthard Bahn, Schweiz**

**Glacier Express  
Der langsamste Schnellzug der Welt**



#### **1.Kern-Aussage:**

„In peripheren Gebieten muss ein Verkehrsinfrastrukturprojekt den **bestehenden Wirtschaftsmotor** ankurbeln, um die gewünschten regionalwirtschaftlichen Effekte zu erzielen.“

(Forschungsprojekt des Bundesamtes für Raumentwicklung ARE 2006)





## 2.Kern-Aussage:

„Verkehrsinfrastrukturen sind notwendige aber nicht hinreichende Bedingung für eine zusätzliche Nachfrage.“

„Es braucht zwingend Angebote von überregionaler Ausstrahlung.“ => **Glacier Express**

(Forschungsprojekt des Bundesamtes für Raumentwicklung ARE 2006)



### Glacier Express:

Route:

St. Moritz/Davos - Chur -  
Andermatt - Brig - Zermatt

- 291 km Streckenlänge
- 291 Brücken
- 91 Tunnels
- 7 ½ Stunden Fahrzeit
- 2033 m ü. M. Oberalppass (höchster Punkt)

Gemeinschaftsprodukt der Privatbahnen:  
Matterhorn Gotthard Bahn (Zermatt - Disentis) und  
Rhätische Bahn (Disentis - St. Moritz/Davos)





## Glacier Express in Kürze

- 1889 Eröffnung der ersten Linie der Rhätischen Bahn Landquart – Klosters
- 1891 Eröffnung der Zahnradbahn Visp – Zermatt
- 1926 Eröffnung der Furka Oberalp Bahn Brig – Disentis
- 1930 25. Juni 1930 Beginn des Glacier Express zwischen Zermatt und St. Moritz
- 1947 Erster Speisewagen
- 1982 Furka-Basistunnel und somit ganzjährige Verbindung Zermatt - St. Moritz
- 1993 Erste Panoramazüge 1. Klasse
- 2005 75 Jahre Jubiläum
- 2006 Neu Panoramawagen 1. und 2. Klasse Investition CHF 80 Mio.
- 2008 Albula-/Beminalinie (Thusis-Tirano) Aufnahme im UNESCO Welterbe  
(Weltweit 3. Bahn: 1. Semmeringbahn in AT; 2. Himalaya-Bahn in Indien)



## Eröffnung Furka-Basistunnel 1982

Wertschöpfungsstudie Universität Bern (2007):

- Furkatunnel generiert dank Produkt Glacier Express beachtliche Wertschöpfungswirkungen in den Bereichen:
- Matterhorn Gotthard Bahn: Beachtlicher Beitrag zur Unternehmenswertschöpfung (CHF 13 Mio) und Beschäftigung (81 Personen)
- Weite entfernte Regionen Umsatz CHF 32 Mio (speziell Winter für Glacier Express)





## Glacier Express: Klassensystem

### 1. Klasse Panoramawagen

- 36 Sitzplätze
- Klimaanlage
- Essen + Trinken am Sitzplatz
- Infosystem in 6 Sprachen / 2 Musikanäle



### 2. Klasse Panoramawagen

- 48 Sitzplätze
- Klimaanlage
- Essen + Trinken am Sitzplatz
- Infosystem in 6 Sprachen / 2 Musikanäle



## Glacier Express: Frischküche an Bord



Schnaps-Service



Bon appétit



Weltberühmtes Schrägglas







## Glacier Express: Facts und Figures

➤ 250'000 Passagiere pro Jahr Herkunft: 35 % DE / 25% Asien / 20% CH / 10% UK / 10% diverse Länder

➤ 250'000 Logiernächte in Zermatt x CHF 200.- Tagesausgaben pro Gast = CHF 50 Mio generierter Umsatz in Zermatt; Dito in Region Graubünden.

➤ Ca. 50 Hotels (50%) der Zermatter Hotels arbeiten mit Reisebüros, Touroperators etc. zusammen, die den Glacier Express anbieten.

➤ Logiernächte werden ebenfalls im Wallis (Brig, Visp, Leukerbad, Sion, Martigny etc.) und Graubünden (Engadin, Chur etc.) generiert.



## Glacier Express: Facts und Figures

➤ weltweit über 700 Reiseveranstalter, Reisebüros und Busunternehmer arbeiten mit dem Glacier Express zusammen

➤ Arbeitsplätze total: MGBahn 500; RhB 1500; RailGourmino (Caterer) 130

➤ Viele Presseberichte, TV-Beiträge jährlich weltweit / Bekanntheitsgrad der Alpen

➤ Eine der bekanntesten Touristischen Marken der Schweiz





## Fazit Glacier Express

- Direkte und indirekte Wertschöpfung von über 100 Millionen
- Sichert Arbeitsplätze in der Region: Auslagerung in Billiglohnländer nicht möglich
- Schlüsselerfolgsfaktoren: Gutes Produkt mit internationaler Ausstrahlung, USP, Zusatzangebote in der Region: Unterkunft, Gastgewerbe, Shopping, Ausflüge etc.
- Öffentliche Hand: Förderung und Unterstützung des Öffentlichen Verkehrs, Bildungsangebot, gute Rahmenbedingungen für Unternehmen, Beschäftigte



## ***Projet EuroMARC***

### ***Analyse des éléments d'une chaîne de valeur ajoutée dans le secteur agricole***

**Marie Guitton**

**Euromontana, Bruxelles**

### **Content:**

- The vocabulary – agricultural value chains: how to capture them
- Are mountain products any different?
- Our approach in Euro-MARC
- The hypotheses
- Some preliminary findings

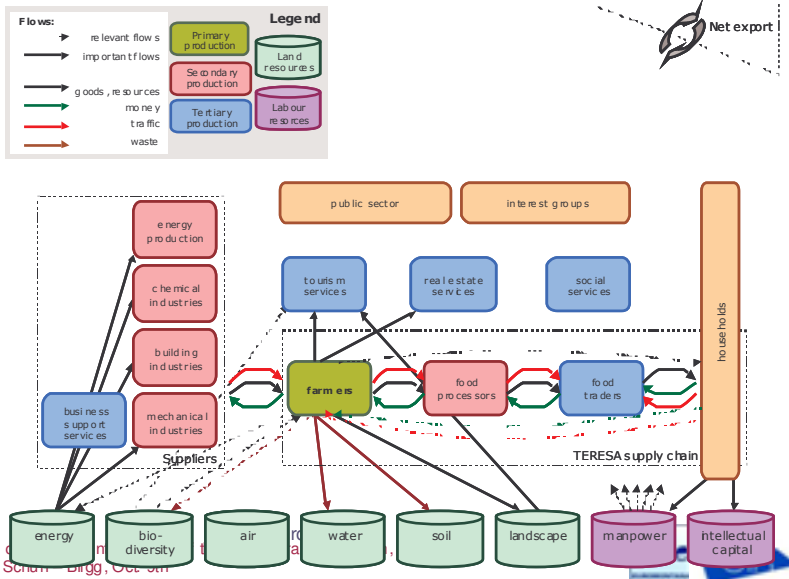


Euro-MARC  
Analysis of the different elements of the agricultural value chain,  
Guitton, Schuh – Brigg, Oct. 9th



## Agricultural value chains How to capture them:

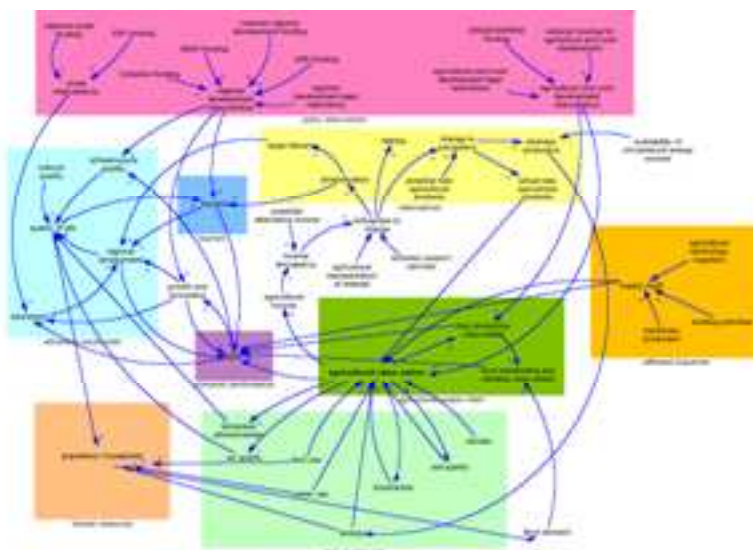
Example from  
–TERESA  
(types of  
interaction  
between  
environment,  
rural economy,  
society and  
agriculture in  
European  
regions) – 6th  
RD FWP



Analysis of...  
Guiton, Schmitt, Bigg, Guiton

## Agricultural value chains The complexity of interactions:

Example from  
–TERESA  
(types of  
interaction  
between  
environment,  
rural economy,  
society and  
agriculture in  
European  
regions) – 6th  
RD FWP



Anal  
Guit

## Are Mountain Products any different?

### Mountain product value chains

- Relatively narrow range of possible products
- Geographical disadvantages (esp. Accessibility)
- ...leads to lower probability of a critical mass of entrepreneurial, innovative spirit

### Non-mountain product value chains

- Wider range of possible products
- Smaller physical barriers
- Higher probability of building critical masses of entrepreneurial, innovative spirit (see e.g. Volcano Land – Styria)



Euro-MARC  
Analysis of the different elements of the agricultural value chain,  
Guiton, Schuh – Bigg, Oct. 9th



## Our Approach in Euro-MARC

The guiding objective among others in Euro-MARC will be, to identify factors for success or failure in local initiatives devoted to marketing of mountain quality-food products.

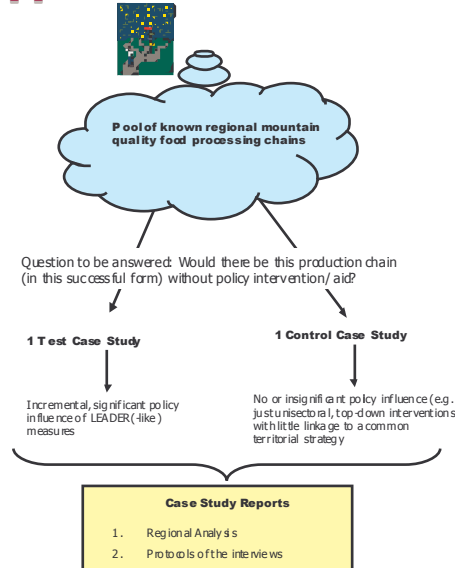
- In order to do so the main aim within this WP will be to test whether and how far LEADER/ LEADER like measures – as mainstreamed principle of rural development programmes of the EU, provides a basis for supporting (in the first place) the supply side of local food chains in mountain areas.
- WP-4 will therefore consist of an analysis of territorial local initiatives (inside and outside the LEADER programme) oriented towards marketing of mountain food products



Euro-MARC  
Analysis of the different elements of the agricultural value chain,  
Guiton, Schuh – Bigg, Oct. 9th



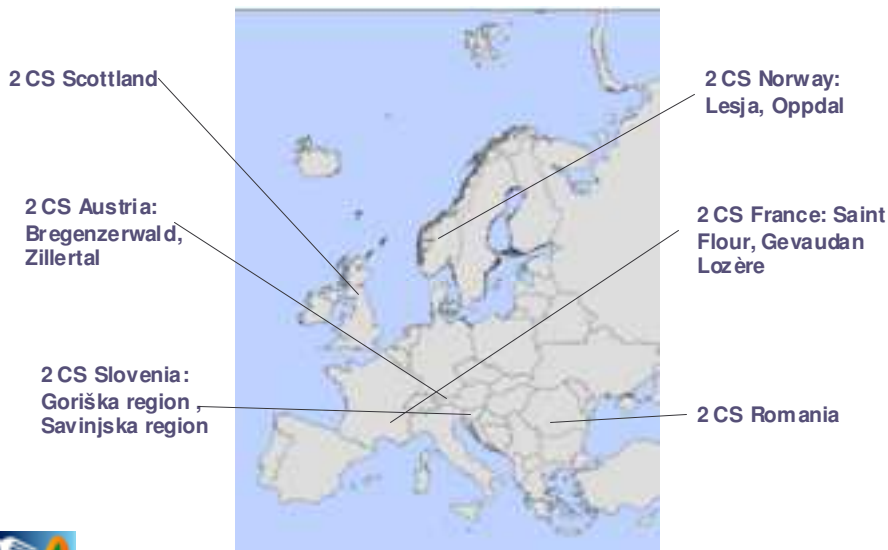
## Our Approach in Euro-MARC II



Euro-MARC  
Analysis of the different elements of the agricultural value chain,  
Guiton, Schuh – Bigg, Oct. 9th



## The Case Studies:



Euro-MARC  
Analysis of the different elements of the agricultural value chain,  
Guiton, Schuh – Bigg, Oct. 9th



## What is a LEADER-like measure (LEADER principles)

**Seven operational principles** and one programmatic principle, which are commonly epitomized as the “LEADER approach” or “LEADER method”:

- The area-based approach
  - The bottom-up approach
  - The local partnership
  - The multi-sectoral, integrative approach
  - Innovation
  - Territorial cooperation
  - Networking
- and
- Decentralised management and financing



Euro-MARC  
Analysis of the different elements of the agricultural value chain,  
Guitton, Schuh – Bigg, Oct. 9th



## What are those measures supposed to effect - hypotheses

LEADER has ...

- addressed and fostered **local identities**, the sense of belonging, and feelings of allegiance, and turned them into drivers for local development;
- **strengthened the capacities of local people** and their representatives to articulate their needs and to get access to adequate resources to achieve their aims;
- provided an **organisational framework** to plan, implement, monitor and evaluate territorial development concepts at local level;
- unbound **new options and dynamics** for local development by putting the emphasis on the **linkages between different sectors**, as well as between private, public and civic activities;
- fostered **social interaction and organisational ties** between different actors, contributing to more balanced representation of interests at local level;
- prompted local actors to **create positive images and strategic visions** based on endogenous resources and values, thus improving the competitiveness of their area in the context of a globalised economy;
- contributed to **building up local governance structures** capable to cope with complex tasks and to assume responsible roles with regard to sustainable development.

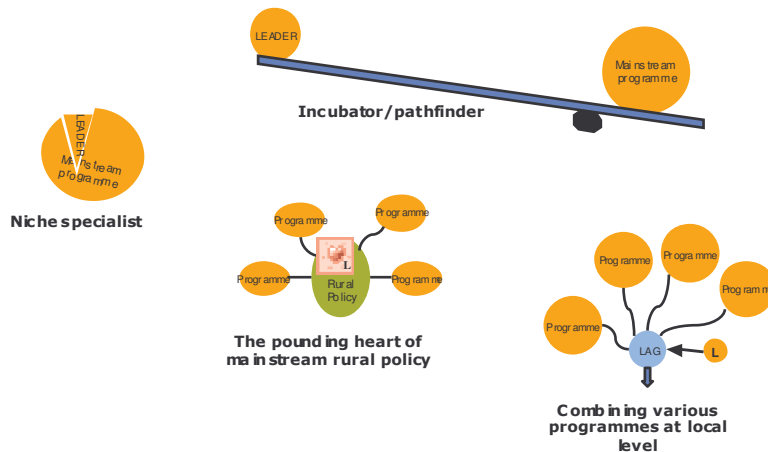
(Source: Lulesch, Schuh: The Legacy of LEADER – Final Conference of the LEADER Observatory Network 2007)



Euro-MARC  
Analysis of the different elements of the agricultural value chain,  
Guitton, Schuh – Bigg, Oct. 9th



## ... but LEADER played quite different roles:



... therefore not always the same outcome and effect on the regional scale.



Euro-MARC  
Analysis of the different elements of the agricultural value chain,  
Guiton, Schuh – Bigg, Oct. 9th



## Some preliminary findings:

- LEADER/ LEADER like measures certainly supported value chains – in different roles: seed money, initiator, bridging function between sectors
- BUT...**
- LEADER is not everything → without critical mass of entrepreneurs, innovative thinkers and some risk – no development in regional setting of rural areas (incl. Mountain areas is possible)
  - Thus mountain product value chains rely on people in place capable and willing to carry on this development.
  - Policy support can not replace the disadvantages of mountain areas – accessibility, lack of services, brain drain, demographic change, but may offer remedies to symptoms.



Euro-MARC  
Analysis of the different elements of the agricultural value chain,  
Guiton, Schuh – Bigg, Oct. 9th





## Résumé de l'atelier 1

### **Création et renforcement des chaînes de valeur ajoutée**

*Modérateur: Christoph Böbner, vice-directeur de l'Office fédéral de l'agriculture, Suisse*

La globalisation ne s'arrête pas devant la porte des régions de montagne. Pour avoir du succès, il faut de bons produits et beaucoup de marketing. La globalisation apporte aussi des chances, comme par exemple le regain d'intérêt pour les produits authentiques et du pays. Les produits du terroir peuvent en profiter.

L'agriculture est un pilier important du développement régional, dans les régions de montagne en particulier. 65-75% du rendement brut de l'agriculture provient de la vente des produits. Les produits de montagne ont donc besoin de protection s'ils veulent garder la confiance des consommateurs. Il faut introduire un label montagne au niveau européen car la valeur ajoutée de ces produits a été jusqu'à maintenant perdue.

Il y a de bonnes idées et de bons projets en régions de montagne. Malheureusement, ces projets n'ont souvent pas de succès car ils ne sont pas assez orientés vers le marché ou ne sont pas intégrés dans une chaîne de valeur.

Les clusters (comme par exemple dans la filière bois) sont un bon moyen pour faire collaborer au sein d'une chaîne plusieurs entreprises. Un cluster permet aussi d'atteindre une taille critique. Pour avancer, il faut un bon réseau et une bonne collaboration au sein et à l'extérieur de la branche. Une commercialisation réussie passe par de la qualité, du professionnalisme, un comportement axé sur le marché, des activités de recherche et de développement. Les chaînes de valeur ajoutée doivent sans cesse s'améliorer, à l'exemple des offres touristiques du Glacier Express.

L'Etat soutient les projets en régions de montagne et peut améliorer les conditions cadres.

Des aides étatiques peuvent motiver les acteurs régionaux, accélérer les processus et renforcer les réseaux. Dans les régions rurales, il manque souvent les ressources pour mettre sur pied un pilotage de projet. L'Etat peut donner un coup de main mais il faut impérativement des personnes prêtes à s'engager pour leur région. Il faut des personnes créatives mais qui gardent en tête les objectifs. L'Etat ne peut pas combler ce genre de déficit. Dans ces cas, une aide étatique ne fait pas de sens.

Il faut toujours analyser quel est le destinataire de la création de valeur ajoutée. Qui en profite ? Il faut veiller à ce que cela ne soit pas toujours les centres régionaux ou les destinations touristiques mais aussi les régions à faible potentiel.



## **Atelier 2**

### **Transformation du secteur industriel des régions de montagne**

**Modération: Frédéric Bonhoure, responsable de la Mission „montagne » de la Région Rhône-Alpes, France**

#### **Exposé :**

- La transformation de l'industrie métallurgique autrichienne en de nouvelles activités économiques : Arnulf Hasler, Management régional de Obersteiermark West, Autriche

## La transformation de l'industrie métallurgique autrichienne en de nouvelles activités économiques

Arnulf Hasler

Management régional de Obersteiermarkt West, Autriche

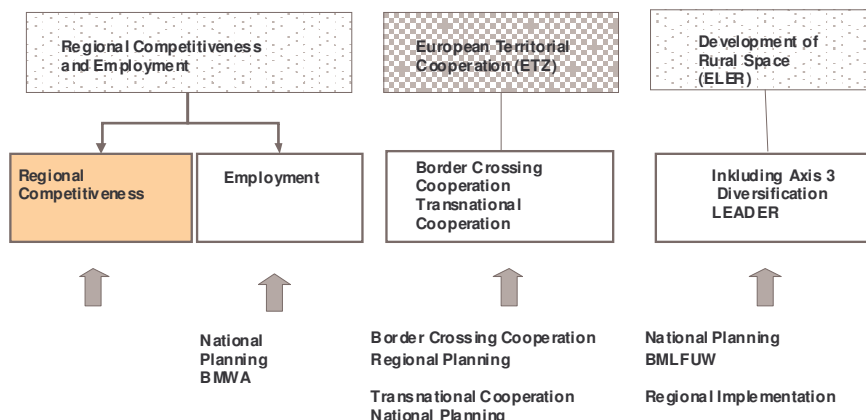


### Überblick

- Framework
- Profil of Regional Economy
- Regional Mission Statement
- Regional Development Programmes
- Project Roadmap Image Industry/Producing Economy
- Project Challenge Demography
- EU Regional Management Upper Styria West (EUROW)



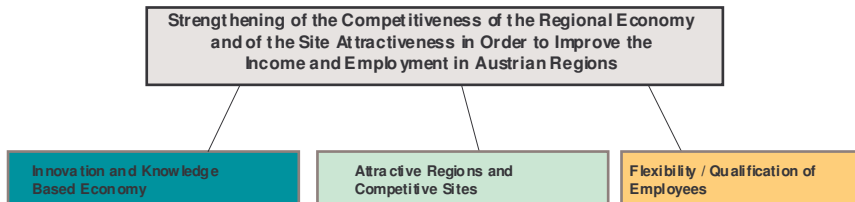
### EU Framework



Source: Dr. Gerd Gratzner, Deputy Department Leader and Head of Division  
Styrian Government, Department for Economy and Innovation, Division 1



### National Strategy Plan (strat.at) – Priority Goals



Source: Dr. Gerd Gratzler, Deputy Department Leader and Head of Division  
 Styrian Government, Department for Economy and Innovation, Division 1



### New Strategy for the Styrian Economy

- Styria should be master of implemented innovations (Member of the Styrian Government Dr. Christian Buchmann)
- Fields of Strength:
  - Automotive/Mobility
  - Creative Industries
  - Energy- und Environmental Technology
  - Engineering/Constructing
  - Wood/Paper/Wood Construction
  - Human Technology
  - Food Processing Technology
  - Nano- und Mikrotechnology
  - Simulation/Mathematic Modelling
  - Telecommunication/Information Technology/Media/Electronics
  - Materials



### **Regionext Initiative of the Styrian Government**

- Mission Statement of the Styrian Government for provincial, regional and communal development
- Project coordination by the Department 16
- New Structuring of the Styrian regional development with the focus on thematic and structural bundling
- Instruments to support regions with demigration risks
- Active creation of societal changes and initiation of a new positive regional spirit

Source: Styrian Government, Department 16 Provincial and Communal Development



### **Leading Goal to Support Integrated Regional Development of the Province of Styria**

„Strengthening of the Styrian Regions Guided by a Spatial Balanced and Sustainable Development “

Source: Styrian Government, Department 14, 16



### Funding Programme Regional Competitiveness Styria 2007-2013

- Volume: 310 mio. Euro
- 3 Priorities:

Priorities	Mio. Euro	%
P1: Strengthening of an Innovation and Knowledge Based Economy	132,4	85
P2: Strengthening of the Attractiveness of Sites and Regions	19,9	13
P3: Governance & Technical Help	2,7	2

- Allocation by federal and provincial institutions
- Matching with:  
federal institutions/ social partners/ environment/ equal Treatment/ regions
- Approved by the European Commission at Mai 4th 2007

Source: Dr. Gerd Gratzler, Deputy Department Leader and Head of Division  
Styrian Government, Department for Economy and Innovation, Division 1



### LEADER Funding Programme

- Focus 4 of the Rural Development Programme ELER with a share of 5 % of the programme volume
- Funding volume in Styria mio. Euros, 39 mio. Euros provided by the ELER Funding Programme
- Goal: Integrated Support of innovation and cooperation development in rural areas and initiation of regional economy circles based on regional focus topics of the Local Action Groups (LAGs)
- Regional LAGs: Wood World Murau, EconomyLife, Swiss Stone Pine Country

Source: Styrian Government, Department 16 Provincial and Communal Development



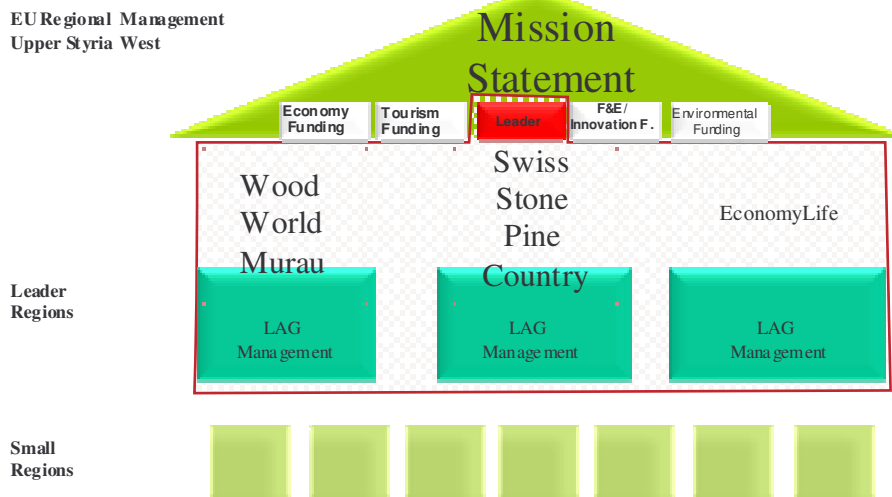
## Status of the Regional Economy

- Large enterprise structures and therefore strong dependence from global economy
- Crisis of the steel industry and restructuring process
- Concentration of retail business and small branches at central sites
- Many strong industrial companies with products at a competitive technical level
- Positive development of big industry companies powered by exports, but without increase in employment
- Economic basis for many regional SMEs
- Infrastructure of research, education and development institutions (HIZ, AiZ, SZF)

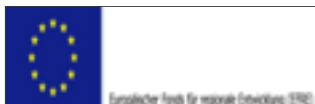


## Regional Levels

EU Regional Management  
Upper Styria West







## Mission Statement of the Region of Upper Styria West Preconditions

1. Focusation on industry – regional value adding and creation of economic power
2. Industry is the most important employer of the region.
3. Industry and commerce provide the most important contribution to the communal tax income of the communities in the region.
4. There are comprehensive competences available concerning material processing.
5. The environment of the region is manifold and attractive.

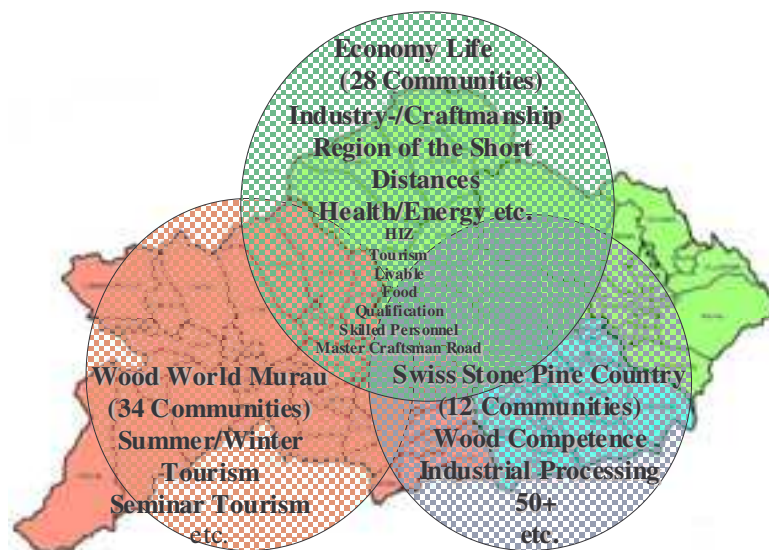


## Major Topics of the Region

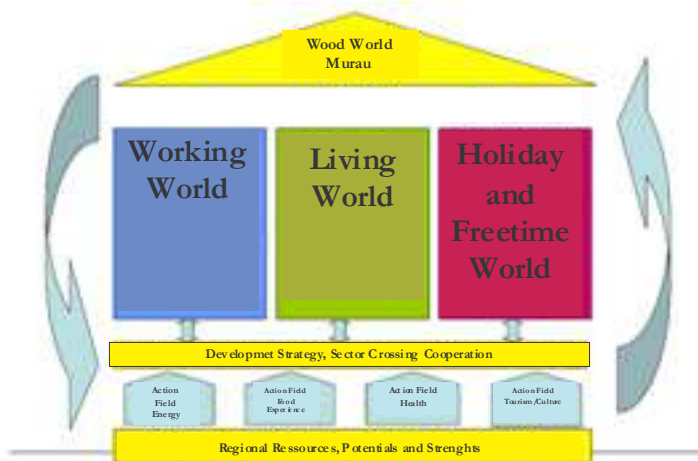




### Lokal Action Groups (LEADER) in the Region



### Regional Development Programme of the Wood World Murau



Source: Regional Development Programme of the LAG Wood World Murau



## AiZ Enterprise Center and Wood Innovation Center (HIZ) in Zeltweg

- AiZ, Bundestrasse 66, 8740 Zeltweg/Austria
  - Offices
  - Production space
  - Event center
  - Virtual Office
  - Rent Your Office
- HIZ, Holzinnovationszentrum 1a, 8740 Zeltweg/Austria
  - „A closed and optimized value chain within a closed area – dedicated to a joint vision“
  - Commercial space for new wood application efforts
  - Commercial space for research and development
  - Event and seminar rooms with comprehensive infrastructure



## Project Roadmap Industry/Producing Economy Preconditions - Challenges

- Project partners: Department 16 of the Styrian Government, Styrian Business Promotion Agency (SFG), Styrian Chamber of Commerce, Future Industry, Pro Wood Styria, Local Action Groups of the Region, EU-Regional Management Upper Styria West (EUROW)
- Traditional image – a very traditional image of the regional industry/producing economy is still dominating.
- Despite the important role of the regional industry/producing economy the awareness of the citizens and politicians is very low.
- The regional economy has been rarely involved in regional development processes – no pro-active creation of preconditions.
- The regional challenges are increasing for the enterprises (demographic change, deficit of skilled workers etc.).

Quelle: Scheff GmbH



## Project Roadmap – Thematic Focus

- The project focuses on the regional citizens by creating perspectives.
- Image redefinition – a new image will enable industry to meet the chances of the region.
- Economic networking – intensification of networking between industry and SMEs in order to create a broad positive impact.
- Focus sustainability – active and visible involvement of enterprises is essential for a longterm positive regional development.
- Industry /Competence Tourism – a productive win-win-situation will be intensified between the touristic offers of the region and the need of enterprises.

Source: Scheff GmbH



## Project Demographic Challenge

- Project partners: Stadtwerke Judenburg AG, EU-Regional Management Upper Styria West, Styrian Business Promotion Agency
- Project to initiate a joint and active examination of the demographic change in the Boroughs of Judenburg and Knittelfeld
- Comprehensive involvement: „New encounters create new potentials.“
- Creation of a sound strategy,
  - either to decrease demigration,
  - or to adapt to demigration
- March 2007 until November 2008

Source: Stadtwerke Judenburg AG, [www.demografie.at](http://www.demografie.at)



## Services of Regional Managements in Styria

Five service packages to support integrated sustainable development:

- Information interface
- Network management
- Project- and programme management
- Marketing and lobbying for the region
- Other services to support the Styrian Government (Site Database etc.)



## Structure of the EU-Regional Management Upper Styria West (EUROW)

- Organisational structure: association
- Management by Styrian Business Promotion Agency (SFG)
- Partner: - 72 Communities of the Boroughs of Judenburg, Knittelfeld and Murau  
- regional institutions/actors  
- project developers of the region



## Résumé de l'atelier 2

**Frédéric BONHOURE responsable de la mission montagne au Conseil régional Rhône-Alpes (France)**

### Introduction

Du fait d'un important potentiel hydro-électrique et de ressources géologiques particulières (minerais, charbon...) mais aussi d'une main d'œuvre agricole disponible en période hivernale, nombre d'activités industrielles se sont historiquement implantées dans des massifs de montagne dès la fin du XIX ème siècle. Le Massif du Jura a ainsi été, et reste encore, une terre d'accueil de l'horlogerie, de l'industrie du jouet, de la lunetterie. Les Industries métallurgiques, chimiques, ...ont trouvé dans les grandes vallées alpines des lieux favorables d'implantation. Et l'on pourrait multiplier les exemples en évoquant, le textile dans les Vosges, la production papetière dans les Pyrénées..., sans parler du travail du bois présent dans la totalité des montagnes européennes.

L'éloignement des grands pôles de développement, la diversification des sources d'énergie, les délocalisations vers des territoires situées en plaine ou à plus faible coût du travail...ont fragilisé progressivement l'économie industrielle en zones de montagne, avec des conséquences sur l'emploi et sur l'économie locale en général.

Cette mutation progressive faite de délocalisations, de fermetures d'usines a été vécue parfois douloureusement mais l'emploi industriel n'a pas pour autant disparu de nos territoires de montagne. Ainsi en France, en zone de montagne, 3 actifs sur 10 environ sont employés dans le secteur industriel. En Rhône-Alpes, nos massifs de montagne (Alpes, Jura et Massif central) comptent près de 20 000 entreprises industrielles qui emploient plus de 270 00 personnes.

Les montagnards ont donc du s'adapter et trouver d'autres voies de développement. Le tourisme hivernal et son or blanc, naturellement, mais aussi le remplacement progressif des grandes industries « historiques » par des activités à haute valeur ajoutée : microélectronique et nanotechnologies, mécanique, plasturgie, fabrication d'équipements pour la montagne (remontées mécaniques, matériels de sports d'hiver et de montagne...), énergies renouvelables...

Certaines de ces activités ou entreprises restent malgré tout fragiles, compte tenu de leur position de sous-traitants, de leur dépendance vis-à-vis de grands donneurs d'ordre et de la concurrence internationale.

L'avenir semble être dans l'innovation donc la recherche, la diversification et la qualité des produits made in « Montagnes d'Europe » mais aussi dans l'intégration des entreprises dans un environnement local attractif. Il apparaît en effet difficile d'attirer durablement des entreprises en zones de montagne sans services d'intérêt général, quelque soit la beauté des paysages de montagne et le caractère séduisant, pour de jeunes créateurs d'entreprises notamment, des activités sportives et de loisirs qui s'y pratiquent.

Le but de cet atelier était d'étudier, dans un 1<sup>er</sup> temps, quelques **cas exemplaires de restructuration d'industries lourdes ou de transformation de l'économie industrielle en montagne et en Europe.**

- La 1<sup>ère</sup> expérience étudiée a été présentée par Arnulf HASLER du Management régional d'Obersteiermark West en Autriche et portait sur la transformation de l'industrie métallurgique autrichienne en de nouvelles activités économiques. La région de Styrie, en Autriche, historiquement axée sur la production d'acier et sur l'exploitation minière, a construit une stratégie régionale, partenariale et globale de reconversion et de diversification industrielle.
- Le 2<sup>ème</sup> témoignage a été apporté par Yves DUBIEF, Président de la Chambre de commerce et d'industrie des Vosges. Son intervention a porté sur le regroupement en cours des chambres de commerce et d'industrie des zones de montagnes européennes et sur l'organisation d'une biennale européenne de la montagne depuis 2005. Il a par ailleurs témoigné de son expérience d'entrepreneur dans le domaine du textile au sein du Massif des Vosges. Confrontée à la concurrence internationale, notamment des pays asiatiques, son entreprise a pu surmonter la crise en pariant résolument sur la notion de respect, respect de l'environnement et respect des ressources humaines.

A l'issue de ces exposés, une **discussion** s'est engagée autour des trois questions clé suivantes :

- Comment avez-vous réussi à transformer le secteur industriel dans votre région (en abordant d'autres exemples de reconversion réussie voire d'échecs) ? Quelles ont été les clés de cette transformation ?
- Quelles sont les options potentielles pour la diversification du secteur industriel ? Doit-on rechercher à valoriser des atouts spécifiques des territoires de montagne (s'ils existent) ? Dans quels domaines voyez-vous des potentiels de développement industriel pour l'avenir en zones de montagne ?
- Qui doit gérer ce processus ? Est-ce le rôle de l'industrie elle-même ? Quelle place pour les collectivités publiques dans ces démarches de reconversion, de transformation de l'économie industrielle locale ?

Nous donnons ci-dessous la synthèse de ces échanges.

### **Quelles clés de réussite pour l'industrie en Europe en zones de montagne ?**

Selon les participants à cet atelier, elles sont au nombre de cinq :

- Parier sur l'innovation dans toutes ses composantes :
  - Techniques, en s'appuyant sur la recherche,
  - En termes d'organisation, en utilisant notamment les technologies de l'information et de la communication,
  - En termes de mobilisation des ressources humaines et de formation des salariés,
- Parier sur la haute technologie, la qualité des produits et sur la diversification : l'avenir est plus au tissu de PME qu'à l'industrie lourde et monolithique,
- Parier sur le « réseautage » (recherche de synergies entre acteurs industriels et entre domaines d'activités) :
  - Par la création de clusters ou de pôles de compétitivité (regroupement d'entreprises, de centres de compétences, d'organismes de formation...pour un même objet). Des exemples de clusters ont été cités tels que « Viaméca » dans



le Massif central ou les industries de la montagne ou du sport et des loisirs en particulier de montagne en région Rhône-Alpes.

- Par le rapprochement entre activités économiques (industries, tourisme, agriculture...) d'un même territoire de montagne, le point commun étant la qualité des produits et leur forte identité « terroir de montagne ».
- Parier sur le développement durable dans toutes ses dimensions :
  - Environnementale (management environnemental des entreprises, utilisation des énergies renouvelables et maîtrise des consommations d'énergie, respect des écosystèmes, de la biodiversité et des paysages montagnards, facteurs d'attraction indéniables pour nombre d'entrepreneurs),
  - Sociale (management des ressources humaines dans l'entreprise, présence des services d'intérêt général dont transports, santé, éducation, haut débit...dans l'environnement proche de l'entreprise, logement et qualité de vie),
  - Economique (contribution à la création d'emplois et à l'économie locale, en privilégiant autant que possible une politique de cycles courts de production).
- Parier sur la coopération territoriale, à différentes échelles, y compris le transfrontalier et le transrégional : la délégation roumaine présente à l'atelier a en particulier évoqué l'importance pour leurs territoires de montagne de s'appuyer sur des expériences d'organisation stratégique et territoriale dans d'autres régions européennes de montagne.

### **Quelles options pour la diversification du secteur industriel en zones de montagne ? Quels domaines à fort potentiel industriel pour l'avenir ?**

L'accent a été mis d'emblée sur la nécessité de s'appuyer sur l'existant et de ne pas faire table rase du passé. Les territoires de montagne ont un vécu industriel, des savoir-faire accumulés, des centres de ressources et de formation compétents. Ce potentiel existant doit être le point de départ de toute réflexion sur la reconversion et la diversification des activités d'un territoire. Deux exemples ont été développés pour illustrer ce propos :

- La région de Styrie en Autriche qui de la période de l'acier et de l'exploitation de minerais est passée à l'ère des process de haute technologie pour l'industrie métallurgique, par conséquent sans renier son passé industriel « historique ».
- Une entreprise locale montagnarde spécialisée dans la fabrication de lacets et de tresses qui s'est diversifiée avec succès dans la production de tresses pour la décoration et de câbles de haute résistance.

On pourrait également citer l'exemple des entreprises travaillant dans le domaine de la maîtrise des risques naturels en montagne et de la fabrication d'équipement spécialisés, qui ont su exporter leur savoir-faire et leurs techniques vers les métiers du bâtiment nécessitant un travail sécurisé en hauteur.

La valorisation des atouts spécifiques de la montagne, l'eau et les énergies renouvelables, la forêt et le bois... est naturellement une voie d'avenir pour le développement des territoires de montagne, ceci dans le respect le plus strict des équilibres naturels.

Une dernière piste a été évoquée au cours de l'atelier : l'extension à certains produits artisanaux ou industriels de montagne des labels de qualité, attribués actuellement le plus souvent à des produits agricoles. Des appellations d'origine contrôlée sont ainsi à l'étude pour des bois de qualité produits dans certains massifs de montagne.

**Qui doit gérer ce processus de reconversion ?**

L'industrie elle-même doit naturellement être au centre de ces démarches de reconversion mais c'est aussi une responsabilité collective qui nécessite d'associer toutes les forces vives du territoire, les entreprises, les centres de recherche et de formation, les collectivités à différentes échelles...Les clusters évoqués plus haut répondent bien à cette nécessité.

La politique de massif développée en France, avec un lieu de débat, le comité de massif, qui réunit les élus, les socioprofessionnels et le milieu associatif, et un outil financier, la convention interrégionale de massif, a été présentée par certains participants à l'atelier comme une démarche ambitieuse et originale, regardée avec attention par l'Europe dans le cadre de l'utilisation des fonds structurels en zones de montagne.

## **Atelier 3**

### **Vers une économie basée sur le savoir**

**Modération: Martin Price, Ecosse**

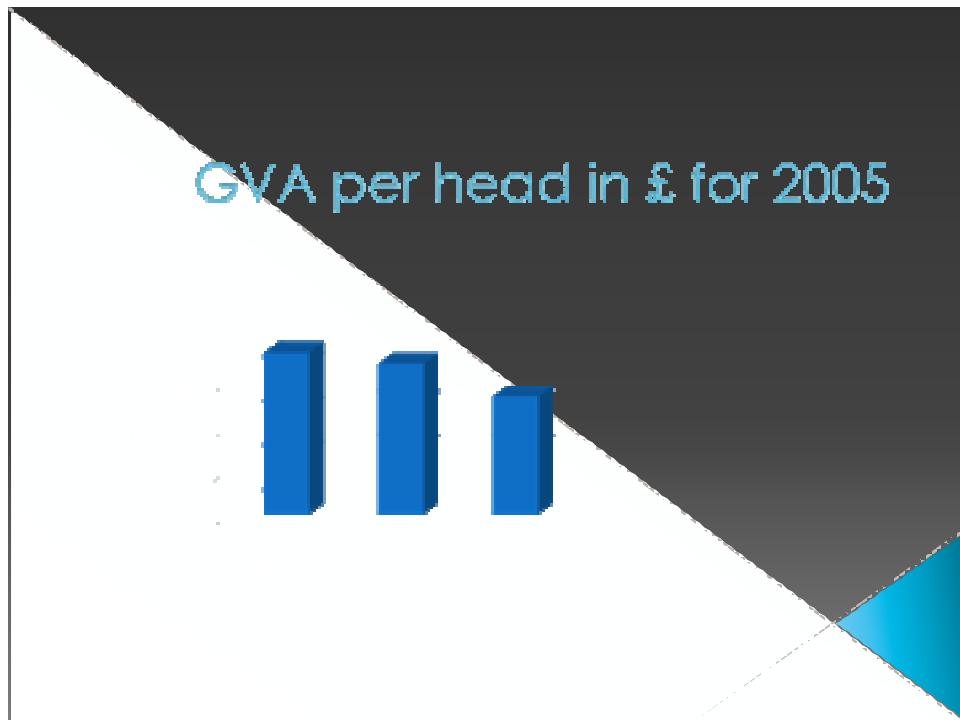
#### **Exposés**

- Centre for Health and Science CfHS à Inverness : Alasdair Munro, Président du CfHS et Gillian Galloway, Directeur de projet du CfHS, Ecosse
- Université des Highlands and Islands, Ecosse : Martin Price, directeur du Centre for Mountain Studies, Ecosse

**Centre for Health and Science à Inverness, Ecosse**

**Alasdair Munro**

Président du CfHS, Ecosse

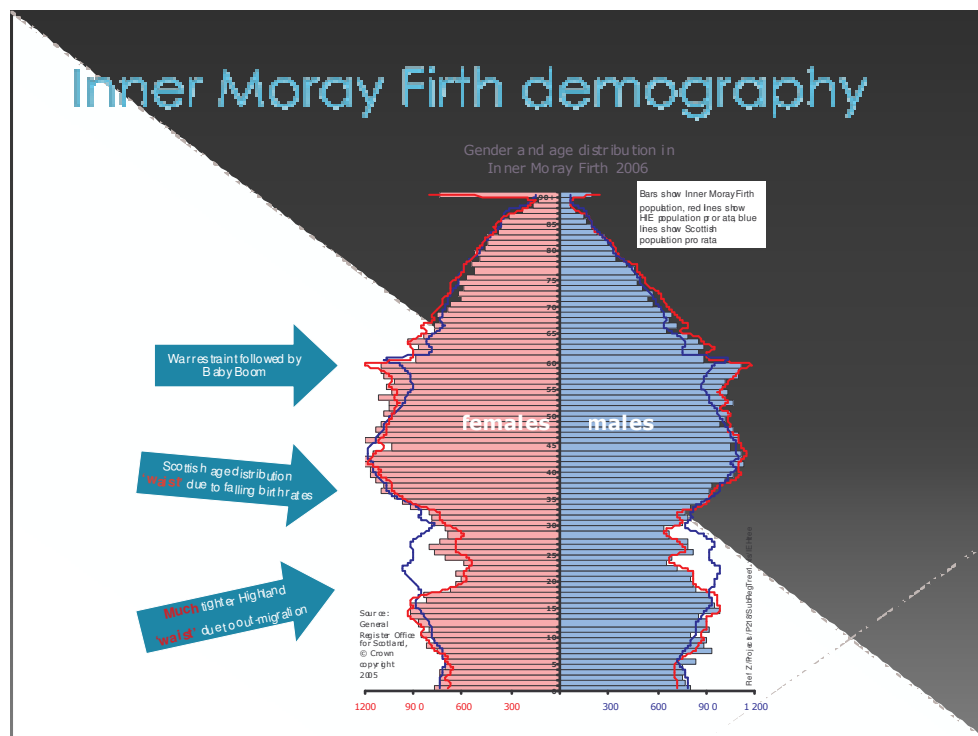


---

**Research and Development  
Expenditure as % of GDP in 2004**

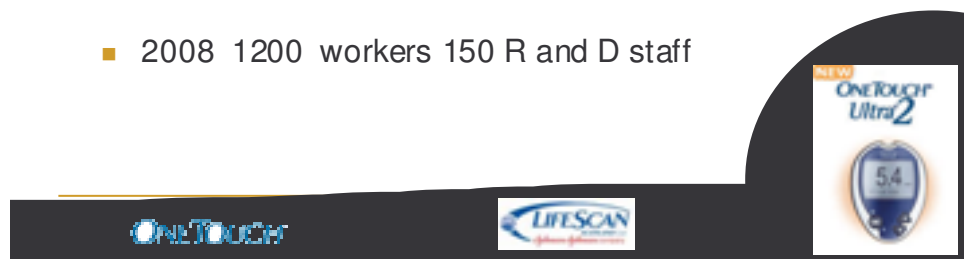
■ USA	2.6
■ Finland	3.5
■ Sweden	3.7
■ UK	1.7
■ Scotland	1.5

---



## LifeScan

- 1995 Inverness Medical
- 1998 Production of glucose monitoring kits starts
- 2000 Sold to J and J as LifeScan Scotland Ltd
- 2008 1200 workers 150 R and D staff



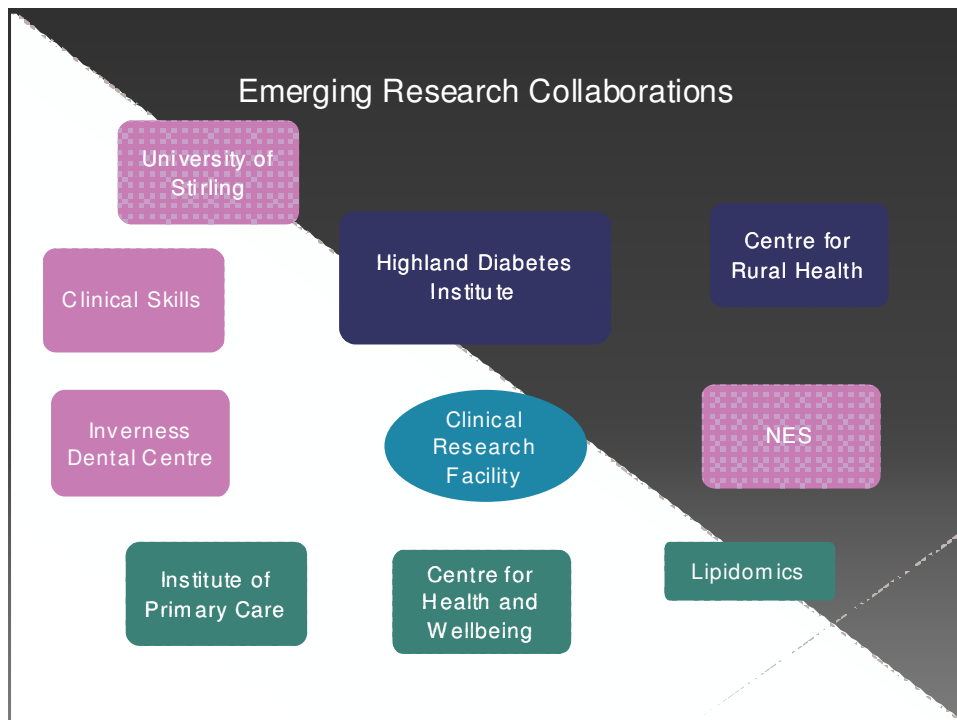
---

## Centre for Rural Health

- Opened in 2000
  - Academic partner – Aberdeen University
  - 3 Research Themes
  - Funding from several sources
  - Research Grant income £1.5m in last 2 years
  - Approximately 30 staff
  - University of Highlands and Islands
- 

## CENTRE for HEALTH SCIENCE

- Idea first suggested in 2002 by HIE initially as a 2 phase building Completed July 2008
- Scope - Teaching, training, patient care, research, business incubation
- Phase 3 added in 2006
- Total construction cost £24m
- Funding HIE and ERDF
- Completion date November 2008



## Public Art

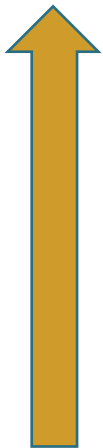
- Lead artist, Jackie Donachie appointed
- Major art pieces commissioned for each phase
- Outdoor and indoor projects
- Enhance working environment and so stimulate creativity

## Phase 4 Centre for Health Sciences

- Academic primary care
- Centre for Wellbeing
- Undergraduate medical teaching

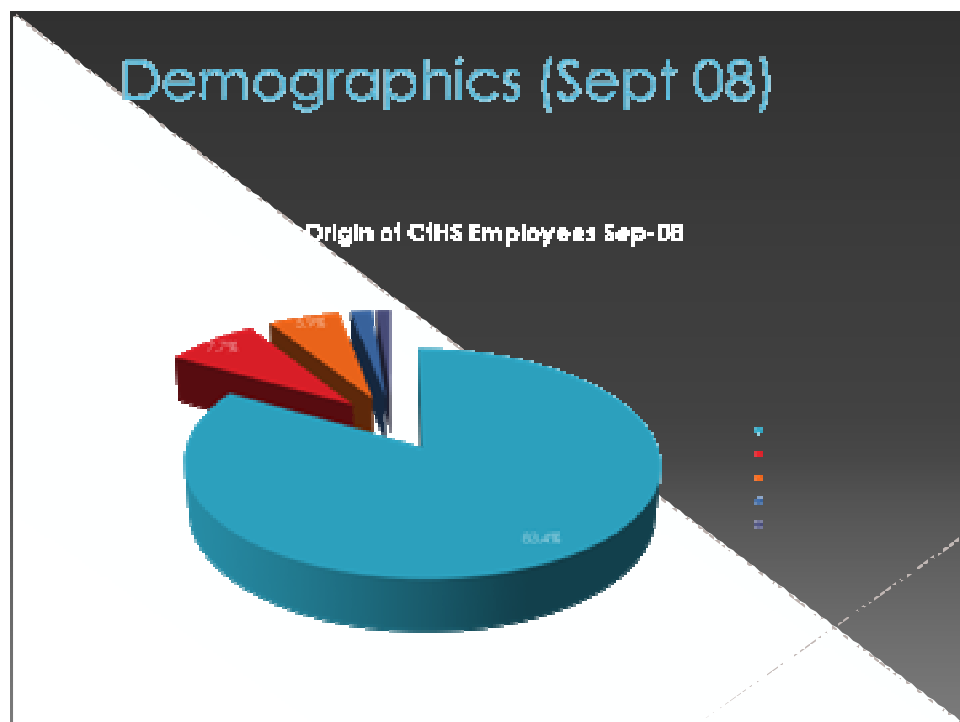
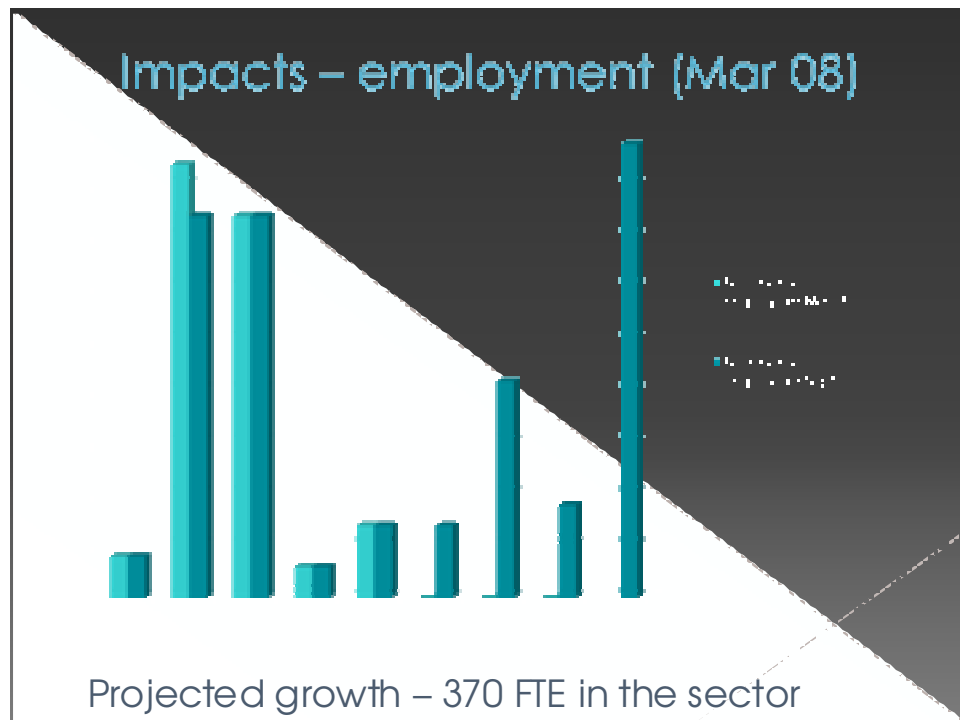
---

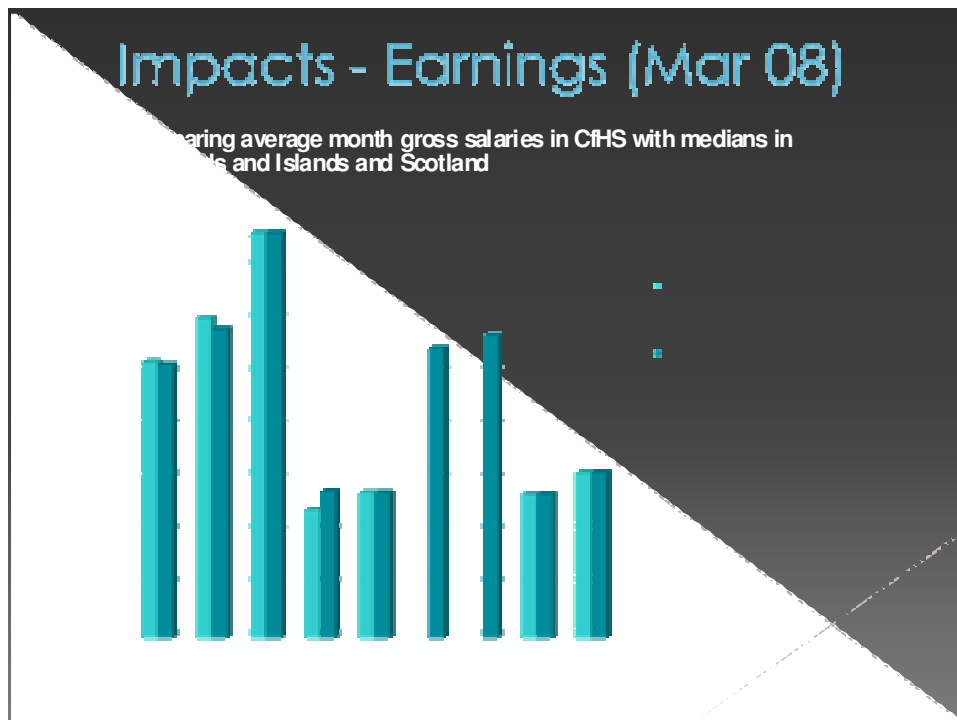
### Impacts



- Employment
- Academic and commercial research
- Collaboration
- No. of PIs
- Attraction and retention of staff
- Multi-site trials
- Publications
- Training programmes, seminars and conferences
- National awareness/reputation
- Attraction to LifeScan
- Business spin outs
- Inward investment in the sector







## Conclusions

- Unusual project in a mountain area
- Project on time and almost on price
- Academic collaborations exceeded
- Company model chosen to run project
- Will the development help to keep J and J in Inverness?
- Too early to fully evaluate the economic benefits but looks good at this stage

## Université des Highlands and Islands, Ecosse

Martin Price

Directeur du Centre for Mountain Studies, Ecosse



### The Highlands and Islands



Creating the University of the Highlands and Islands



### The Highlands and Islands

- More than 40,000 sq kilometres: 1/5 of the UK
- Population: c. 430,000
- Population density: c. 11/sq km (some areas: 2/sq km)
- c. 10% of the population live on nearly 100 islands
- Overall population decline reversed
- Significant in-migration to some areas
- Population decline in many island & rural communities

Creating the University of the Highlands and Islands



## The Highlands and Islands

- Generally high employment
- Lower wage levels than Scottish average
- Over-dependence on public sector and on primary & low-skill service industries – many seasonal



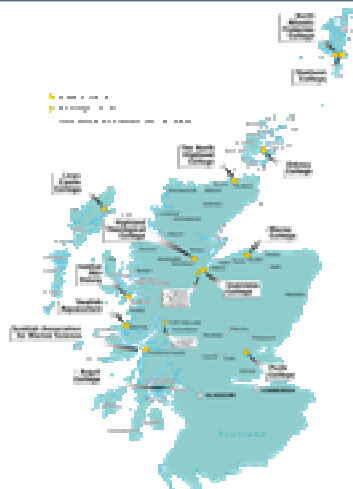
Creating the University of the Highlands and Islands



## The UHI Network: places

13 partners:

- Further education colleges
- Specialist colleges
- Research institutions
- 50 outreach learning centres



Creating the University of the Highlands and Islands



## The UHI Network: hardware

- Procured in the late 1990s
- Capital funding: ERDF and Millennium Commission
- £1M for equipment, expected life five years, bought outright by UHI
- £6M installation for circuits, leased for 10 years, plus annual charge £400K
- Circuits: £10M over 10 years

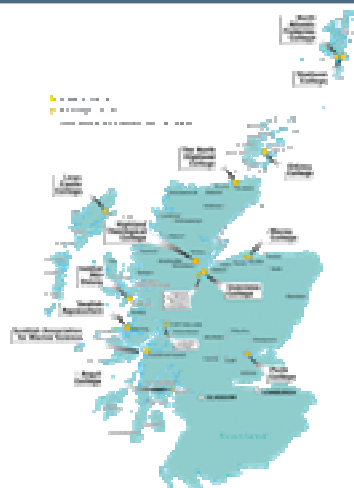


Creating the University of the Highlands and Islands



## The UHI Network: students

- Over 6000 students on university-level courses
- 63% of students over 25 years of age
- 62% studying part-time
- Over 1000 degree graduates to date



Creating the University of the Highlands and Islands



## Undergraduate courses

---

### Designed for the needs of the region

Delivery:

- face-to-face
- video-conference
- on-line

Topics include:

- Business & Management
- Child & Youth Studies
- Health Studies
- Environment & Heritage Studies
- Sustainable Rural Development

Creating the University of the Highlands and Islands



## On-line part-time MSc

---

### MSc Managing Sustainable Mountain Development

On-line:

- internet-based: course materials + discussion board
- lectures and readings on CD
- electronic library resources
- tutoring by e-mail

Part-time:

- 3 years minimum

Modules

- one or two per semester
- most shared with similar degree on rural development

Creating the University of the Highlands and Islands



## Course structure

---

### 4 Core modules

- possibility to leave with postgraduate certificate

### 4 Optional modules (thematic, skills)

- possibility to leave with postgraduate diploma

### Dissertation

- MSc

Creating the University of the Highlands and Islands



## Students

---

### **'Mature' students:**

- recent graduates
- people working in relevant jobs
  - regional development
  - environmental protection agency
  - private estate management
- people wishing to change to jobs with a mountain focus
- 'mountain people'
  - retired
  - consulting

Creating the University of the Highlands and Islands



## Lessons from 5 years

---

- on-line materials take longer to develop and must be ready in good time
- diversity is important: resources, communication tools, learning activities, assessments
- on-line delivery is flexible and allows effective feedback
- students learn from each other

Creating the University of the Highlands and Islands



## Résumé de l'atelier 3

### Vers une économie basée sur le savoir

Pour les participants à cet atelier, le savoir est indéniablement un moyen permettant aux régions périphériques de se développer. Les établissements de formation et de recherche contribuent à créer des places de travail, augmentent le niveau de connaissances de la population et dynamisent le tissu économique local. Cependant, la réussite d'une telle démarche est souvent liée à la créativité des établissements de formation. Les autres réflexions sur ce sujet sont intégrées dans le traitement des questions ci-dessous.

#### **Question 1 : Comment développer la formation et la recherche au sein des régions de montagne ? A quels aspects faut-il faire attention ?**

- Proposer un concept original, c'est-à-dire un modèle qui diffère des offres traditionnelles ; un modèle qui soit à la fois souple et peu bureaucratique.
- Prendre en compte les besoins de la population visée (ex. enseignement à la carte ou à temps partiel).
- Développer des coopérations / collaborations même en dehors de l'espace régional / national.
- Disposer d'une masse critique suffisante, en matière du nombre d'étudiants.

#### **Question 2 : Quels impacts ont la formation et la recherche sur le marché du travail, ainsi que sur les processus d'innovation régionale ?**

- La formation et la recherche permettent d'introduire de nouveaux concepts, de nouveaux outils, voire de nouvelles méthodes de travail.
- Les étudiants formés contribuent à dynamiser l'économie locale, en raison de l'acquisition de nouveaux savoirs (création de nouvelles entreprises).
- La création d'établissements de formation est une façon de lutter contre la fuite des cerveaux (brain drain).

#### **Question 3 : Quel est le rôle des autorités publiques ? Quelle valeur ajoutée ces centres de formation / recherche apportent aux autorités publiques ?**

- Les autorités publiques peuvent encourager la création de ces pôles de formation par plusieurs biais (soutien financier, mise à disposition de terrains, d'infrastructures...).
- Les centres de formation peuvent apporter des compétences directement liées au fonctionnement des administrations publiques (par ex. dans le domaine informatique).
- Certains aspects pratiques (comme la recherche et la formation dans le domaine de la santé) constituent un apport pour l'ensemble de la communauté locale / régionale.
- Possibilité de lancer des recherches ou des études qui abordent des thématiques régionales ou locales.



## **Atelier 4**

### **Adaptation aux changements climatiques**

**Modération: Viktoria Lofner-Meir, Ministère bavarois pour l'agriculture et la forêt, Allemagne**

#### **Exposés**

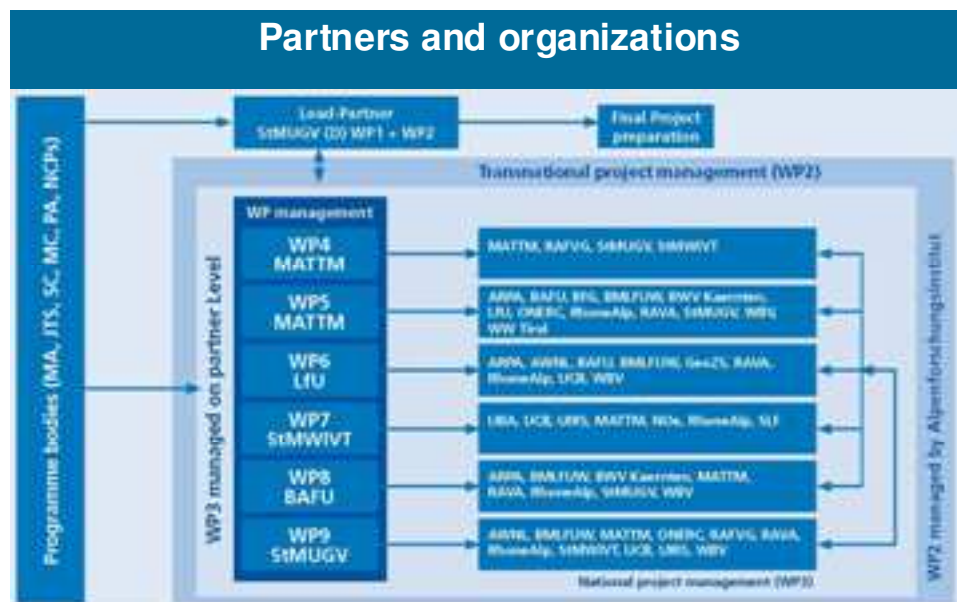
- Changement climatique, impacts et stratégies d'adaptation – enseignements à tirer du projet Interreg IIIB ClimChAlp: : Peter Greminger, BAFU, Suisse
- Diversification du tourisme – l'exemple du Monte Tamaro au Tessin : Rocco Cattaneo, Président de la Monte Tamaro SA
- Est-ce que le changement climatique offre de nouveaux potentiels pour l'agriculture? Federico Bigaran, Provincia de Torino et Gianbattista Toller, San Michele Institute, Italie

**Changements climatique, impacts et stratégies d'adaptation**

**Enseignements à tirer du projet Interreg IIB ClimChAlp**

Peter Greminger

BAFU, Suisse



March 2006 – March 2008      Budget: € 3,54 Mio., ERDF: € 1,71 Mio

Dr. Peter Greminger, Senior Consultant Federal Office for Environment

## Aims of the strategic climate change project ClimChAlp

- Assessment of climate change based on existing knowledge and climate models – past and future scenarios
- Compilation of consequences of climate change on natural hazards, spatial development and economy and elaboration for adaptation strategies
- Analysis of current management tools and establishing a basis for further optimisation of response possibilities considering changing intensities of natural hazards – *Flexible Response Network*
- Elaboration of recommendations for adapting existing policies and instruments in the field of risk prevention and spatial planning and adaptation to climate change in general

Dr. Peter Greminger, Senior Consultant Federal Office for Environment

## Operational workpackages

**WP5: Impacts of climate change on spatial development and economy**

**WP6: Monitoring of landslides**

**WP7: Land use development**

**WP8: Flexible Response Network**

Dr. Peter Greminger, Senior Consultant Federal Office for Environment

## **Aim of ClimChAlp project**

**Find ways for the communities in the Alpine Space to cope successfully with the impact of climate change**

Dr. Peter Greminger, Senior Consultant Federal Office for Environment

## **Recommendations for Managing Impacts of Climate Change**

- **Transnational cooperation in the Alpine Space should be intensified**
- **Modelling: Climate scenarios are a prerequisite for any future activity**
- **Broadening and deepening the knowledge on climate change as well as vulnerability and its related impacts in the Alpine Space represents the basis for the elaboration of sustainable adaption strategies**
- **Historic data as a retro-perspective analysis tool should be included for all kinds of monitoring and scenario building.**

Dr. Peter Greminger, Senior Consultant Federal Office for Environment

## Recommendations for Managing Impacts of Climate Change

- **A common transnational terminology concerning the assessment of risks and harmonisation of different approaches of danger and hazard mapping should be elaborated to enable efficient transnational cooperation**
- **Hazard maps are still lacking in many municipalities – support is needed**
- **Risk-oriented spatial planning and risk governance play a key role in the reduction of spatial vulnerability**
- **Risk communication can be substantially improved by the initiation of a risk dialogue between experts, practitioners, administration and the public**
- **Raising awareness, transdisciplinary communication and cooperation were identified as key factors for climate change adaptation**

Dr. Peter Greminger, Senior Consultant Federal Office for Environment

## Recommendations for Managing Impacts of Climate Change

- **Cooperation between science and „clients“ should be improved**
- **The transnational Flexibel Response Network established within ClimChAlp should be maintained and developed further**
- **A transnational and interdisciplinary, integrated approach based on natural hazard and risk management should be continuously adjusted during and after extreme events to support the learning process continuously**

Dr. Peter Greminger, Senior Consultant Federal Office for Environment

## Conclusions & Recommendations: Spatial Development

### Intensifying the debate among stakeholders on response options to climate change impacts

- Adaptation to climate change impacts is a rather novel issue for spatial planning implying a variety of **uncertainties**. The **debate** on the reaction options should therefore be **intensified** between policy-makers, administration, researchers and the public.
- The European Commission Green Paper “Adapting to climate change in Europe – options for EU action” launched the political **debate on European level**. This initiative should be carried on and **concretised** by the **Alpine Space countries**.

Dr. Peter Greminger, Senior Consultant Federal Office for Environment

## Conclusions & Recommendations: Spatial Development

### Enhancing policy and legislative framework

- Adaptation to climate change should become a **core objective of spatial planning on all levels**.
- Enhancing policy and legislation efforts cannot be limited to spatial planning only. All **concerned policy sectors** should take spatial adaptation more intensively into account.
- The States and their institutions alone cannot cope with the challenges arising from climate change. Thus, policy-makers should discuss and clarify in principle the balance between **State and Private responsibility** for risk prevention, precaution and adaptation.

Dr. Peter Greminger, Senior Consultant Federal Office for Environment



## Main questions to be answered for arisk-based decision making

- What could happen?
- What is not allowed to happen?
- What could we do that it does not happen ?
- How much are the costs we have to pay and are we willing to pay?

**WORK FOR GENERATIONS!!!!**

Dr. Peter Greminger, Senior Consultant Federal Office for Environment

## The expertise available in the regions is underestimated

**A lot of knowledge and capacity for risk management is required from public bodies and the private sector, as well as a lot of individual responsibility!**

### **Risk dialog:**

**A tool to find appropriate solutions based on the available knowledge and experiences**

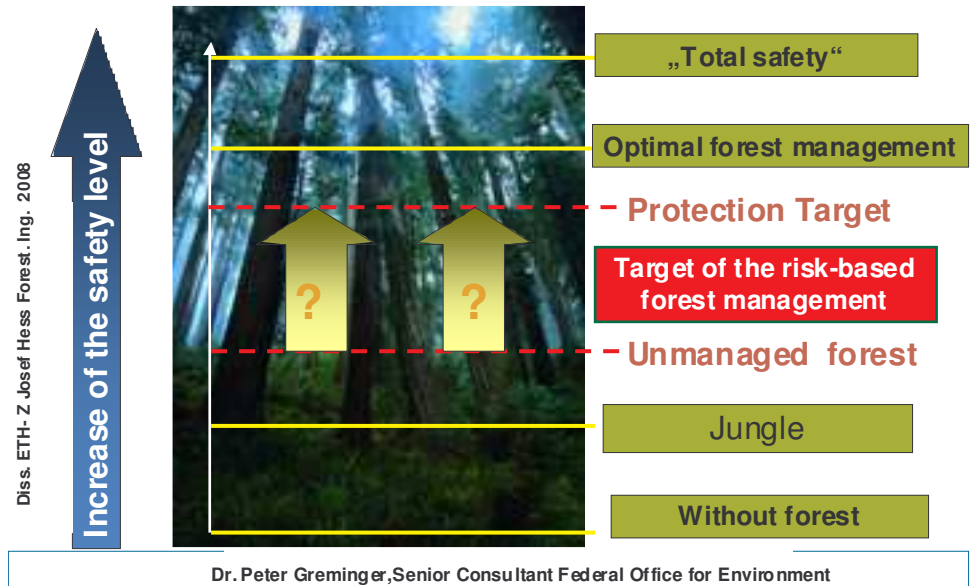
Home owner; hotel owner; local authorities; politicians (finances); experts; landowners; railway representatives; farmers; community representatives....

**[www.riskplan.admin.ch](http://www.riskplan.admin.ch)**

Dr. Peter Greminger, Senior Consultant Federal Office for Environment

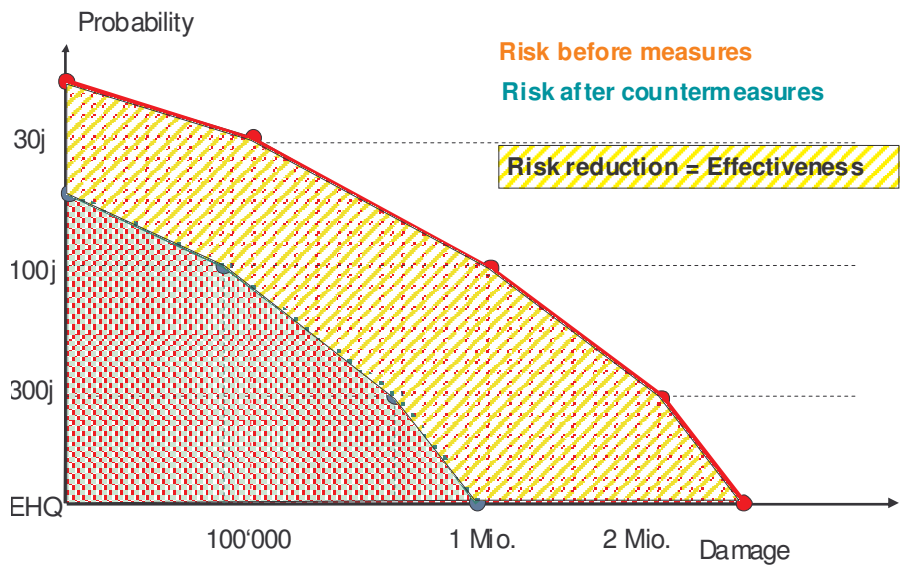
## New Concept – Risk-based decision making

Example: Management of protective forests



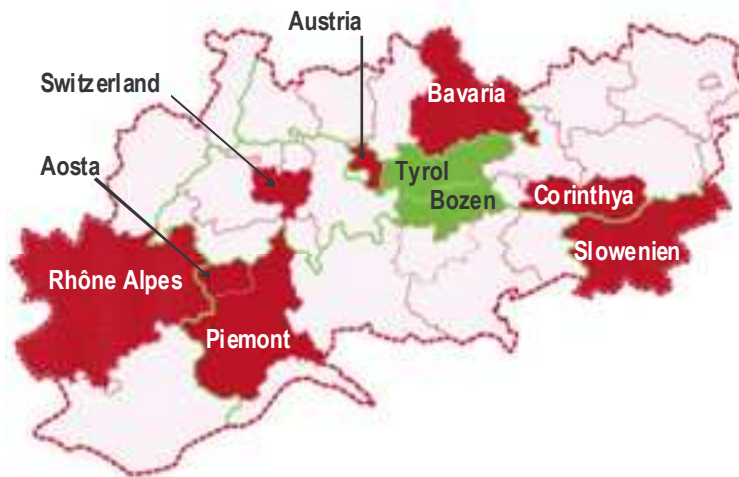
## Calculation or Guess of Risk in P-D-Diagram

Diss. ETH- Z Josef Hess Forest. Ing. 2008



Dr. Peter Greminger, Senior Consultant Federal Office for Environment

## Test of RiskPlan to improve the riskdialog



[www.riskplan.admin.ch](http://www.riskplan.admin.ch)

Dr. Peter Greminger, Senior Consultant Federal Office for Environment

## Added Values by use of the appropriate network

- 9 people know more than one
- 9 people from different regions know more than do 9 from the same region
- 9 people with different background increases creativity
- Network can be used as an „Info - Tool“

### Think Tank



### Experthearing



Dr. Peter Greminger, Senior Consultant Federal Office for Environment

## Networking is a challenge

The base for future work Adapt Alp WP 6:  
Risk prevention & management



Dr. Peter Greminger, Senior Consultant Federal Office for Environment

## Strategy of good examples

### Engelbergeraa

Return on Investment 2005:  
130 Million CH Francs

Avoided damage:  
160 Million CH Francs

Investment for prevention works:  
30 Million CH Francs

Dr. Peter Greminger, Senior Consultant Federal Office for Environment

## The Alps: climate change impacts on soils erosion

- There is a **lack of studies on soil erosion over the Alpine Space** by means of models. This study tries to fill this gap.
- An integrated analysis of potential and actual soil erosion: strategic role of cover vegetation in keeping soil losses under control in the Alpine space.
- **Almost the whole Alpine space is subject to erosion phenomena.**
  - a) about **32%** of the Alpine space shows a rather high risk of erosion ( $> 20 \text{ t ha}^{-1} \text{ yr}^{-1}$ );
  - b) nearly **50%** shows a middle risk ( $2 - 20 \text{ t ha}^{-1} \text{ yr}^{-1}$ )
  - c) the remaining **18%** a low risk ( $< 2 \text{ t ha}^{-1} \text{ yr}^{-1}$ ).
- The model used shows **no relevant future raises in erosion rates**. However, low variations in soil losses rates are observable.

Dr. Peter Greminger, Senior Consultant Federal Office for Environment

## Conclusions & Recommendations: Tourism

- **Understanding climate change as a driving force of innovation**
- **Implementing sustainable regional tourism strategies**
- Agricultural policy on all levels should support **climate-proof farming practices** in the frame of funding programmes (e.g. agro-environmental measures) and compensatory allowances.
- **Farming methods** should be adapted to changing climatic and site conditions.
- **Conversion of Norway spruce** (*Picea abies*) monocultures in lowlands into **mixed forests** with tree species able to adapt to changing climate conditions should be enforced.
- With regard to the currently increasing demand for **timber as an energy source**, policy and authorities should take care of a suitable forestry intensity level.

Dr. Peter Greminger, Senior Consultant Federal Office for Environment

***Diversification du tourisme – l'exemple du Monte Tamaro au Tessin***

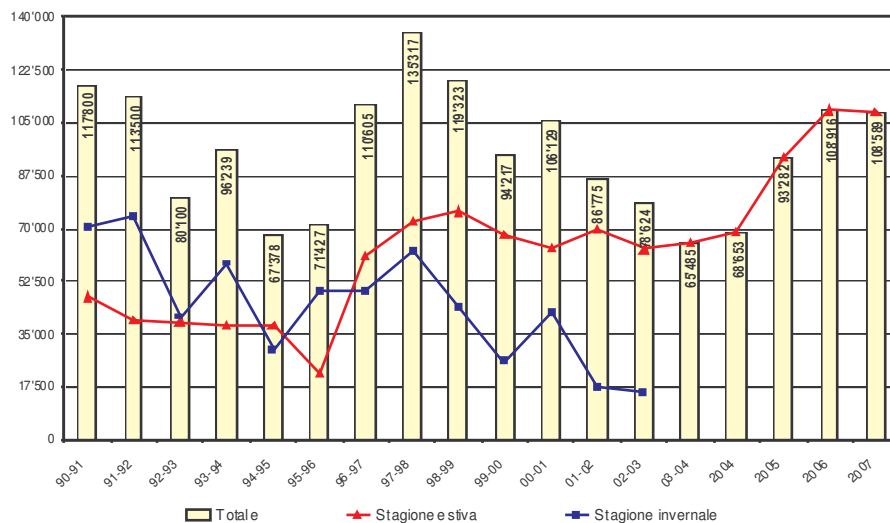
**Rocco Cattaneo**  
**Président Monte Tamaro SA**

INVERNO 2002/2003



1

## EVOLUZIONE CLIENTI



2

## Informazioni sul piano di risanamento 2004-2005

	CHF (1'000)	%
<b>RISANAMENTO ECONOMICO TOTALE</b>	<b>10'042</b>	
<b>AFFLUSSI DEI MEZZI DI RISANAMENTO</b>	<b>7'892</b>	<b>100.0%</b>
Rinunce di Fornitori e Creditori	378	4.8%
Rinunce degli Azionisti	5'127	65.0%
Riduzione del capitale azionario	4'900	
Rinunce di crediti	227	
Rinunce degli istituti bancari	1'774	22.5%
Rinunce del Cantone	612	7.8%
<b>IMPIEGO DEI MEZZI DI RISANAMENTO</b>	<b>7'892</b>	<b>100.0%</b>
Ammortamenti straordinari	1'420	18.0%
Telecabina	795	
Piste, strade, battipista	623	
Seggiovia, Sciovia e Scuola Sci	1	
Riduzione perdita riportata	6'472	82.0%
<b>RICOSTITUZIONE CAPITALE AZIONARIO</b>	<b>2'150</b>	

3

## Investimenti e strategia di rilancio

2004/2005	<b>Smantellamento impianti invernali</b> investimento CHF 430'000
2004	<b>Nuovo parco avventura</b> investimento CHF 300'000
2005	<b>Nuova slittovia estiva</b> investimento CHF 1'400'000
2006	<b>Ampliamento parco avventura</b> investimento CHF 70'000
2007	<b>Nuova tirolese e nuova struttura di accoglienza e ristorazione al parco avventura</b> investimento CHF 530'000
2008	<b>Innovativo parco giochi all'Alpe Foppa</b> investimento CHF 280'000
2009	<b>Percorsi Downhill e Bike Park</b> investimento circa CHF 100'000

4

CLIENTI	2007	2006	2005	2004
Telecabina	108'589	108'916	93'282	68'653
Tamaro - Lema	10'852	10'827	9'357	8'557
Parco Avventura	15'152	14'184	12'375	9'383
Slittovia	91'492	87'882	74'404	0
Tirolese	6'046			

DATI FINANZIARI	2007	2006	2005	2004
(CHF) 1'000				
Cash Flow	628	600	586	200
EBIT	240	181	103	59

5



## ***Est-ce-que le changement climatique offre de nouveaux potentiels pour l'agriculture?***

**Federico Bigaran**

**Provincia di Torino, Italie**



**VI European Mountain Convention  
BRIG 8-10 Oct. 2008  
Workshop 4 – Adaptation approaches to climate change**

**Federico Bigaran<sup>1</sup> - Gianbattista Toller<sup>2</sup>**

### **Key questions:**

1. What are the potential benefits of climate change for mountain areas? What should be done to promote them and profit from them?
2. What are the new offers and strategies for adaptation for tourism and mountain agriculture? How can winter tourism react to decreasing snow-coverage? Are there other opportunities e.g. in summer tourism? What are likely impacts on mountain farming? Do we need new production methods?
3. How can territorial entities react to increasing natural hazards? Do we need new rules for spatial planning?



PROVINCIA AUTONOMA DI TRENTO



FONDAZIONE  
ED MARCHESI

1 Provincia autonoma di Trento; 2 Fondazione E. Mach





**VI European Mountain Convention**  
**BRIG 8-10 Oct. 2008**  
**Workshop 4 – Adaptation approaches to climate change**



PROVINCIA AUTONOMA DI TRENTO



FONDAZIONE EDMUND MACH

**Features of climate change in Trentino Region:**

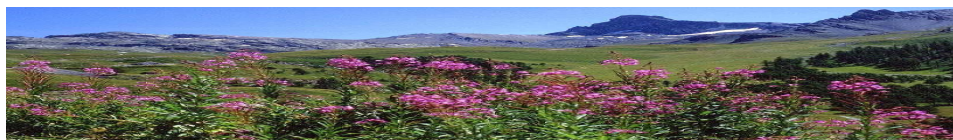
During the period 1983-2006 the yearly temperatures (Trento sud) increased as follows:

T mean + 1.75 °C  
 T max + 1.15 °C  
 T min + 2.23 °C

If seasons are considered, increase of temperature is always significant in spring, summer and autumn, in winter the rate is lower and less significant.

There is a clear positive trend for "hot days" (Tmax > 30 °C) in the period. The numbers of frost days (Tmin < 0 °C) and days with no thaw (Tmax < 0 °C) show a negative trend.

For Italy ENEA reported for the period 1951-1996 a decreasing of total precipitation all over Italy  
 A decreasing of 14% of the number of rainy days and an increasing of the rainfall intensity.



**VI European Mountain Convention**  
**BRIG 8-10 Oct. 2008**  
**Workshop 4 – Adaptation approaches to climate change**



PROVINCIA AUTONOMA DI TRENTO



FONDAZIONE EDMUND MACH

**Direct and indirect impacts on farming and agro-ecosystem components (www.accrete.eu)**

Components	Direct impacts	Indirect impacts	
	CO <sub>2</sub>	Temperature	Precipitation
Plants	Accumulation of dry Matter- Use of water	Cycle duration – Areal cultivation	Accumulation of dry matter
Animals	Fodder yield	Growth and reproduction	Health
Water	Soil moisture Ground water storage	Irrigation demand, salinization	Height of stratum
Soil	Decomposition of soil organic matter (SOM turnover)	Decomposition of soil organic matter (SOM turnover) Nutrient supply (N,K,P cycle)	Wind- and Water erosion
Phytopathies and Insects	Quality of host biomass	Proliferation of insects	Spreading of fungi and bacteria
Weeds	Weeds competition with crops	Effectiveness of herbicides	





VI European Mountain Convention  
 BRIG 8-10 Oct. 2008  
 Workshop 4 – Adaptation approaches to climate change

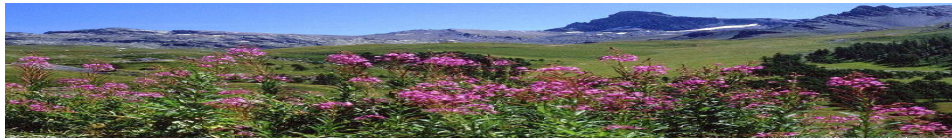


PROVINCIA  
 AUTONOMA  
 DI TRENTO

FON DAZIONE  
 EDM UND MAC H

Potential risks and benefits of climate change:

Risks	Benefits
Increase in plant protection	Introduction of new crops
Higher lixiviation	Production Increase
Faster organic substance decomposition	Expansion of areas useful for cultivation
	Grape, apple cultivation areas enlargement



VI European Mountain Convention  
 BRIG 8-10 Oct. 2008  
 Workshop 4 – Adaptation approaches to climate change

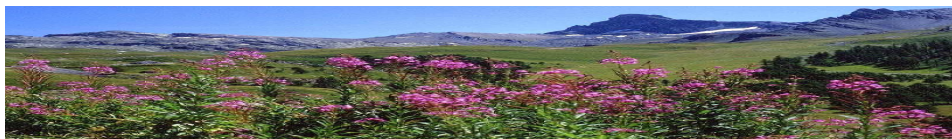


PROVINCIA  
 AUTONOMA  
 DI TRENTO

FON DAZIONE  
 EDM UND MAC H

Effects of climate change on landscape:

- Glaciers reduction ;
- Enlargement of olive trees, wine grape, apple cultivation areas ;
- Enlargement of Cypress area ;
- For the Alps we can foreseen an increasing of the altitude of cultivation areas and of the forest limit (tree line) and a consequent reduction of the pasture areas.



## Résumé de l'atelier 4

### Changement climatique

Les régions de montagnes sont des zones écologiques fortement touchées par le changement climatique. Selon les participants, les risques les plus importants de ce changement sont une décomposition plus rapide des matières organiques, un recul des glaciers et des zones de permafrost, ce qui conduit à une déstabilisation des rochers et du sol. A l'inverse, il y a des effets positifs, comme l'introduction de nouvelles cultures, un accroissement général de production et une extension des terres cultivables.

D'un point de vue touristique, les régions de montagne pourront attirer plus de touristes à la recherche d'air frais. Par contre, les effets sur le tourisme d'hiver risquent d'être désastreux.

Le changement climatique apporte des risques et des chances, l'important étant de prendre des mesures rapidement. La tendance générale est au réchauffement de la planète. Les acteurs régionaux doivent donc inventer des produits et des services qui correspondront aux besoins des consommateurs. L'exemple du Monte Tamaro, au sud de la Suisse, montre qu'avec un peu de flexibilité, de courage et de créativité, on peut s'adapter à de nouvelles situations.

Comme l'impact du changement climatique n'est pas visible clairement pour tout le monde, l'Etat doit sensibiliser la population à ce fait et promouvoir la conception de nouvelles stratégies.

## **Atelier 5**

### **Valorisation des atouts et des externalités des régions de montagne**

**Modération: Gérard Viatte, ancien Directeur d'agriculture de l'OCDE**

#### **Exposés**

- Payer le juste prix pour l'eau: Sven Erik Stinessen, Association nationale des communes produisant de l'hydroélectricité Lvk, Norvège
- Payer pour des services environnementaux, Jakob Skoet, FAO, Italie
- Le Paysage – juste beau à voir ou valeur économique? Peter Bebi, WSL, Suisse

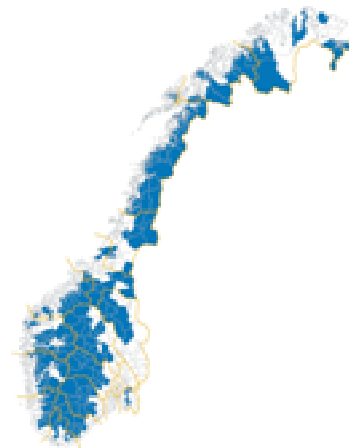
## ***Payer le juste prix pour l'eau***

**Sven Erik Stingesse,**

**Association nationale des communes produisant de l'hydroélectricité Lvk,  
Norvège**

### **Who is LVK?**

- The Association of hydro-power municipalities
- 169 host municipalities are members of LVK (of 430 municipalities in Norway)
- Mostly located in mountain regions
- Covers 63 % of Norway's area, and 17 % of the population



## Hydro energy production in Norway

- 99 % of electricity production in Norway is hydro energy – approximately 120 TWh a year
- Hydro energy is renewable and climate friendly
- Hydro energy is rising in value because of its environmental benefits, the rising energy prices and export and import towards the continent



## Hydro energy production and the local communities

- Local communities contribute to necessary and valuable energy production with their local nature resources
- Hydro energy causes interventions in nature, and local communities forever have to stand these disadvantages of energy production
- LVK has for 25 years worked to secure the host municipalities proper benefits from the local energy production



## The Parliament 1996 – The hydro power tax reform

*Hydro power is a national resource deeply rooted in the local communities. The strong local foundation implies that the hydro power municipalities will have special tax income from the hydro power production. There has been a broad consensus about that”*

## European Charter of Local Self-Government, 15. October 1985

- *Art 9: ”Part at least of the financial resources of local authorities shall derive from local taxes and charges..”*



## Supreme Court 1984

*The municipalities shall have these advantages in order to get a part of the natural resources that through the hydro power production is used by others”*

## The local communities part of the gain

- In Norway there are several arrangements which secure the local communities parts of the gain from electricity production:
  - Natural resource tax
  - Concession fees
  - Business development fund
  - Electricity to full cost price (Concession power)
  - Property tax

## Natural resource tax

- A tax which is - as far as we know - distinctively Norwegian
- A tax only for producers of hydro power
- The tax is NOK 1,1 øre/kWh (approximately € 0,14 cent/kWh) to the municipality, and NOK 0,2 øre/kWh (approximately € 0,025 cent/kWh) to the county municipality
- The municipalities receive approximately € 150 million a year from natural resource tax

## Natural resource tax

- The natural resource tax is not an additional tax burden for the power plant owners, because it is deducted from ordinary corporation tax (which goes to the state)
- The natural resource tax was introduced in 1997. The Norwegian parliament argued:

*We point out the society's historical obligations to the municipalities who have accepted huge interventions in their nature. In recognition that Norwegian hydro energy production is a national resource deeply rooted locally and regionally, the municipalities should be secured steady income from the local power production. It is a substantial part of our regional policy that municipalities can utilize their resources to local value creation, and as much as possible be independent of state transfers."*

## Concession fees

- Hydro power producers are obliged to pay concession fees to the affected municipalities
- The concession fees are based on production capacity of the power plants
- The concession fees are:
  - parts of the local value creation
  - compensation for damages and disadvantages - a kind of local environmental tax.

## Concession fees

- The concession fees are placed in local business development funds, where the yield is used to development of local industry and commerce
- The municipalities receive approximately € 80 millions a year from concession fees

## Business development fund

The Norwegian law for establishing hydro power, § 12 number 17 says:

*"It is possible to set additional terms in the concession, including order to establish business development fund for the municipality, when it is necessary because of public interests or in attention to private interests which are affected."*

## Electricity to full cost price – Concession power

- The energy producer is obliged to sell electricity at cost to the host municipality
- Approximately 8 % of the produced electricity is reserved for municipalities to full cost price
- This is a kind of co-ownership for the local community to the electricity produced on the basis of local resources

## Concession power

- The municipalities can use the electricity for public buildings and private consumption
- The electricity can be given to local business to that extent it is within the competition laws
- The municipality can profit by selling the electricity in market to full market price
- The value of concession power to the municipalities is estimated to be approximately € 324 millions a year (2006)
- This value is increasing with rising energy prices

## Property tax

- Property tax is a local tax, and each municipality decides whether they call in property tax
- Most of the host municipalities of hydro power plants call in property tax
- The municipalities receive approximately € 219 millions a year from property taxes from owners of hydro power plants.

## Conclusions

- The norwegian legislation has from the beginning of the hydro power production for one hundred years ago, had provisions that pay respect for the local communities right to their own natural resources



## Conclusions

- This legislation is based upon to principles:
- The local communities has a strong belonging to their natural resources
- All hydro power production implies destruction of nature and the communities are entitled to compensation for such destruction



lund & co

## ***Payer pour des services environnementaux***

**Jakob Skoet**

**FAO; Italien**



### **Why a report on payments for environmental services?**

- Agroecosystems can provide multiple benefits in addition to agricultural products
  
- Demand for environmental benefits from agricultural lands is increasing
  
- PES: Buyers (beneficiaries) pay farmers to produce environmental services





## What are environmental services?

**Ecosystem** service: Benefits people get from ecosystems

- **Food (provisioning service)**
- **Climate mitigation, clean water (regulating services)**
- **Biodiversity conservation (supporting service)**
- **Pleasure from nature (Cultural services)**

**Environmental** services: Ecosystem services that are not valued in markets. Farmers have no incentive to supply.



## Why pay farmers for environmental services?

- largest group of natural resource managers on earth
- can generate both positive and negative impacts on environment
- current incentives promote agricultural production at the expense of other services
- low cost way of offsetting pollution from other sectors (climate change)



## What are payments for environmental service?

A payment for an environmental service is:

- a voluntary transaction
- where a provider (farmer) is paid
- by or on behalf of a beneficiary
- for the provision of a defined environmental service (or a practice leading to provision of a service)



## How can farmers supply ES?

- Changing production practices
  - conservation agriculture
  - agro-forestry
  - silvo-pastoral
- Changing land use
  - reforestation, afforestation
  - wetlands rehabilitation
- Not Changing land use
  - reducing deforestation



## How can farmers mitigate climate change?

- **Increase carbon sequestration**
  - Change land use (e.g. crops to forest/agro-forest)
  - Change farming system (e.g. conventional to conservation tillage)
- **Reduce carbon emissions from deforestation and degradation**
  - Avoid conversion of forestlands to crop or pastures
  - Sustainable forest management
- **Reduce methane/nitrogen emissions**
  - Improved livestock/rice paddy management
  - Improved fertilizer/nutrient management



## Who are the buyers of environmental services?

### **Public sector funding**

- Grain-for-green Programme (China)
- Conservation Reserve Programme (United States)
- Global Environmental Facility (GEF)

### **Private sector funding**

- Payments for voluntary carbon sequestration
- Payments for voluntary biodiversity conservation
- Eco-labelled products (e.g. Forest Stewardship Council, Marine Stewardship Council)



## Who pays?

- Carbon emission reduction:
  - polluters under regulation (Kyoto)
  - voluntary buyers
  
- Watershed benefits:
  - Hydroelectric facilities
  - Municipal water facilities (consumers)
  
- Biodiversity conservation:
  - Consumer of eco-labelled products
  - NGOs



## How much are they paying? Carbon offsets

- Regulated (cap & trade)
  - value of trade 2007: 64 billion US\$
  - small share (3%) from agriculture
  - prices around \$10/Cton/yr
  
- Voluntary markets:
  - value of trade 2007: 340 million US\$
  - 40% from agriculture
  - prices around \$6/Cton/yr



## Payments are only tool for addressing environmental problems

- **other important ways:**
  - improve information
  - removing perverse policies
  - taxes
  - environmental regulation



## Designing effective PES programmes

- **What do you pay for?**  
(service vs. change)
- **Who do you pay?**  
(good location; good guys or bad guys; additionality)
- **Who should pay?**  
(Public sector; private firms, consumers)
- **How much should be paid?**  
(flat fee vs. actual supply)
- **How do you pay?**  
(certification, contracts, cash vs. in-kind)



## Transactions costs & efficiency

- **Managing transactions costs is key to effective PES**
  
- **Tradeoff between high transactions cost and high precision of targeting**
  
- **Reducing transactions costs**
  - **Simplify the rules**
  - **Facilitate buyer-seller linkages**
  - **Exploit economies of scale**



## Will PES help the poor?

- **Depends on**
  - **where the poor are located**
  - **types of farming systems**
  - **rights to resources**
  - **design of PES programmes**
  
- **Transactions costs can be a critical constraint for participation of the poor.**



## Challenges for pro-poor PES

- **Addressing insecure land tenure** – collective contract implementation
- **Overcoming initial investment requirements** – frontloading of payments
- **Easing technical capacity constraints** – broad-based capacity building
- **Reducing transactions costs** – standardizing contracts, simplifying procedures



## Main Messages

- Demand for environmental services from agriculture will increase
- Agriculture can provide a better mix of ecosystem services
- Better incentives are needed for farmers to respond – payments for environmental services is one way
- Cost-effective PES programmes require careful design
- PES can impact the poor and this needs special attention



## Moving ahead – from demand to payments

- Clarify rights to environmental service
- Identify locations/farming systems where PES could be effective
- Identify appropriate institutional frameworks
- Build capacity (guidelines, rules, negotiation skills, certification schemes)



## Where can you find the State of Food and Agriculture 2007?



### **PAYING FARMERS FOR ENVIRONMENTAL SERVICES**

<http://www.fao.org/es/esa>





## Other sources of information

- Website on Payments for Environmental Services from Agricultural Landscapes (PESAL)
- Roles of Agriculture Project (ROA)

• <http://www.fao.org/es/esa>



## How much are they paying? watersheds

Voluntary (Costa Rica)	\$15 million/year	\$40 to \$100 per hectare of forest
Voluntary (Mexico)	Avg. \$29 million/year	\$27-\$36 per hectare
Grain for Green (China)	\$43 million/year	\$100/ha/yr (50 in cash and 50 worth of grain in kind)



## Potential of PES for Ag & Environment

Agricultural Sector	Environmental Sector
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ support adoption of sustainable agriculture</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ low cost pollution offsets</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ increase non-ag. income</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ effective way of maintaining global environmental goods</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ improve productivity</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ reduce agricultural pollution</li> </ul>



## Challenges for moving forward

- Clarifying the rights to environmental services
- Improve information through research in
  - Natural sciences: better understanding of causal links between land use practices and environmental outcomes
  - Socio-economic sciences: identify suitable socio-economic contexts, develop guidelines and frameworks for PES implementation
- Strengthen institutions and capacity building

## *Le Paysage – juste beau à voir ou valeur économique?*

Peter Bebi

WSL, Suisse

### Overview

1. Value of the landscape in the Alps
2. Quantifying changes of ecosystem services
3. Who pays and who is rewarded for what?
4. Potential for improvement



**Value of the landscape in the Swiss Alps**

(pure existence of landscape and biodiversity, without additional values, eg. for tourism):

~ 1.4 Mrd. (billion) CHF or  
~ 240 CHF per capita

Source:

NFP 48: Simmen et al 2005 (ALPWAYS)  
and Infraconsult (1999)

Problem of interpretation with total values!  
-> what are values of landscape changes?



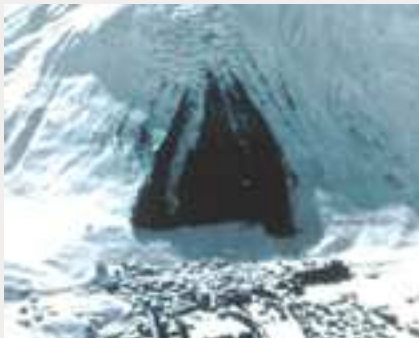
EUROMONTANA, Brig, October 10<sup>th</sup> 2008

**Land-use and ecosystem services**

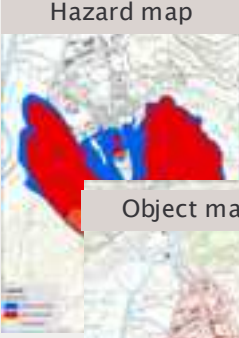





## Quantifying Ecosystem Services: Example 1: Risk Reduction



Andermatt (Switzerland)

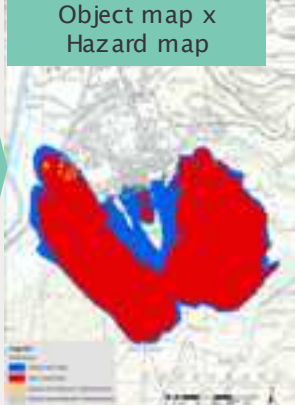


Hazard map



Object map

x




Object map x Hazard map

Source: M. Teich (SLF / WSL)

EUROMONTANA, Brig, October 10<sup>th</sup> 2008 Peter Bebi, SLF Davos / WSL

## Quantifying Ecosystem Services: Example 2: Scenic beauty




**Original Photograph**

**Willingness to pay - survey:**  
*How much would you pay, when the view is changing?*


Source: Grét-Regemey et al. 2007 / NRP 48

Scenario 1: forest expansion




- 27 Fr. / weak

Scenario 2: Settlement expansion



- 27 Fr. / weak

Scenario 3: New ski pistes



- 20 Fr. / weak

EUROMONTANA, Brig, October 10<sup>th</sup> 2008 Peter Bebi, SLF Davos / WSL

## Valuation of Ecosystem Services in the Alps



- Different valuation methods exist and can be combined e.g.
  - *Conventional market approaches*
  - *Household production function*
  - *Hedonic price analysis*
  - *Experimental approaches*
- Spatial variations of ES are high, especially in the mountains.
- Uncertainties are often high and should be included in models. (e.g. using Bayes Networks)



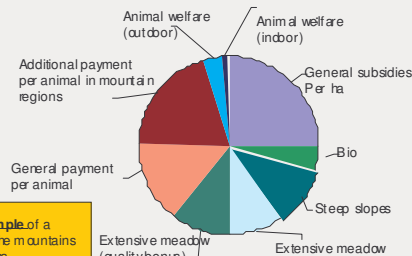
Combined valuation of different ecosystem services including uncertainties (Source: A. Grêt-Regamey)



## Who pays and who is rewarded for what?

### Example 1: Agricultural subsidies (Switzerland)

- Public authorities pay ca. 4 Mrd SFr / year.
- Mostly general subsidies (per hectare or per animal).
- High proportion of general subsidies without an effect on the provision of ecosystem services (especially in the lowlands)
- Additional payments for maintaining steep slopes in the mountains (not linked to ES!)
- Effect on forest expansion is low
- Direct beneficiaries do often not pay (exception: direct marketing of agricultural products in touristic regions).



Virtual Example of a Bio-farm in the mountains  
 → 748 Fr/ha  
 (Source: P. Baur)



## Who pays and who is rewarded for what?

### Example 2: Protection forest (Switzerland)

Subsidies in mountain forests are paid for protection measures against natural hazards (c. 60 mio SFr/year).

This is not enough for maintaining all protection forests, but not all protection forests have to be maintained.  
→ choices between priorities have to be made.

Conflicts of interest between protection against natural hazards and wood production (with increasing wood price).

Other ecosystem goods and services (e.g. CO<sub>2</sub>-sequestration, habitats, biodiversity, water retention) are usually not considered.

Direct beneficiaries (e.g. in the tourism sector) pay usually not more than other tax-payers.



## Some constraints

- Most ecosystem services (ES) are still seen as public goods and thus taken for granted until they become scarce or of lower quality.
- Because ecosystem services are not enough represented in planning processes, **degradation** of ES is often for free or too cheap and „**avoided degradation**“ is not rewarded.
- Perception of environmental services are often different among and between different stakeholders
- Where ecosystem services are not purely public goods, **beneficiaries** of actions to improve ES **should contribute to pay** them. The identification and motivation of these beneficiaries is not always easy.
- ES-beneficiaries (potential buyers) and potential ES-providers (buyers) are often not well organised or not easy to link to each other (intermediaries needed).





## Towards solutions: What can be done ?

- In order to better reward efforts to optimise ecosystem services, it is necessary to value them as objective and as spatially explicit as possible.
- We have to communicate the value of ecosystem services better and provide as much transparency as possible for and on potential sellers and buyers.
- Public funding for public services in the mountains is inevitable (not everything can be ruled by the market) but subsidies should be based more on ecosystem services and on efforts to improve them.
- Contributions of ES-beneficiaries have to be increased. Where links between ES-buyers and ES-sellers are difficult to establish, we need additional intermediaries or regulations.



## Résumé de l'atelier 5

### *Valorisation des atouts et des externalités des régions de montagne ?*

- Modérateur : Gérard Viatte, ex directeur de l'agriculture pour l'OCDE
- Exposé de M. Sven Erik Stinessen, de l'Association des communes produisant de l'hydroélectricité, Norvège
- Exposé de M. Jakob Skoet, FAO, Italie
- Exposé de M. Peter Bebi, Institut fédéral de recherche sur les forêts, la neige et le paysage, Suisse

Suite à la présentation des exposés, plusieurs participants de l'atelier se sont interrogés sur les méthodes d'évaluation de la valeur d'un paysage ou de l'eau. La discussion a montré qu'il était très difficile de mesurer les externalités et qu'il n'existe pas de méthode unique. Le niveau local reste l'échelle de mesure la plus appropriée. L'exposé de M. Bebi a montré qu'il était plus facile de mesurer les changements dans le paysage plutôt que le paysage lui-même. Des enquêtes auprès de la population, avec des questions précises (par exemple, « seriez-vous contents si la forêt recouvre totalement cet endroit dans 20 ans ») peuvent donner une estimation de la valeur d'un paysage par exemple.

Il ressort également de la discussion qu'il est important d'informer et de communiquer sur la valeur d'un paysage, afin d'assurer ensuite des sources de financement. Ces activités de communication ne sont malheureusement pas encore assez développées.

## **Atelier 6:**

### **Développer et soutenir l'esprit d'entreprise dans les régions de montagne**

**Modération: Juanan Gutierrez, IKT, Espagne**

#### **Exposés**

- Créer de nouveaux revenus grâce à l'agrotourisme : Laurent Remillieux, Chambre d'agriculture de la région Rhône-Alpes, France
- De nouvelles places de travail grâce à des services à distance : Cérice Grèze, Ocalia, France
- Possibilités et limites pour activer l'entrepreneuriat – expériences d'un projet pilote aux Grisons : Birgit Kopainsky, Suisse

## Créer de nouveaux revenus grâce à l'agrotourisme

Laurent Remillieux

Chambre d'agriculture de la région Rhône-Alpes, France



### L'agritourisme, c'est quoi ?

- La combinaison de deux activités :
  - Une activité agricole
  - Une activité à destination de touristes ou de clientèle de proximité.
  
- Pas nécessairement une notion de nuitée.
  
- Les grandes dates en France:
  - 1951 création du premier gîte à la ferme.
  - 1955 création du réseau « Gîtes de France » en lien fort avec le monde agricole.
  - 1988 création de « Bienvenue à la ferme » par les chambres d'agriculture.

Laurent Remillieux Chambre Régionale d'Agriculture Rhône-Alpes



### L'agritourisme : 3 grands types de prestations

- L'hébergement :
  - Les gîtes / les gîtes d'étape
  - Les chambres d'hôte
  - Les campings
  - Les fermes de séjour



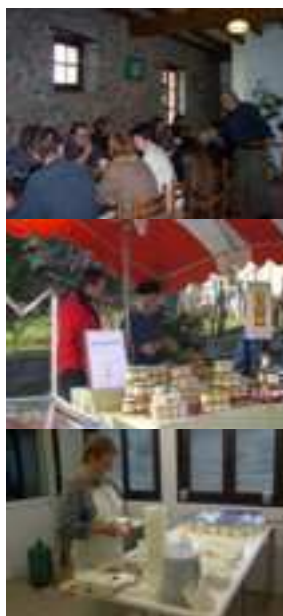
Laurent Remillieux Chambre Régionale d'Agriculture Rhône-Alpes



## L'agritourisme : 3 grands types de prestations

- La gastronomie / restauration :
  - Les fermes auberge
  - Les tables d'hôte
  - les goûters / les casse-croûtes
  - Les apéritifs fermiers chez le vigneron
  - La vente de produits fermiers
  - Les sacs pique-nique \*
  - Les activités traiteur \*

\* (Nouvelles formules)



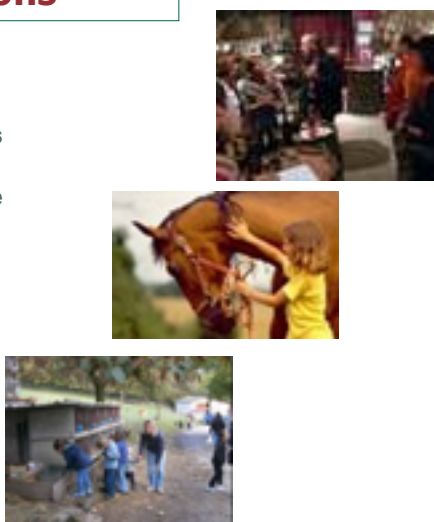
Laurent Remillieux Chambre Régionale d'Agriculture Rhône-Alpes



## L'agritourisme : 3 grands types de prestations

- Les loisirs / la découverte
  - Les fermes pédagogiques (pour les scolaires)
  - Les fermes de découverte (pour les familles)
  - Les fermes équestres
  - Les vacances d'enfants
  - Labyrinthe végétal \*
  - Accueil de camping car \*
  - Location de salle \*

\* (Nouvelles formules)



Laurent Remillieux Chambre Régionale d'Agriculture Rhône-Alpes



**Quelques chiffres :**

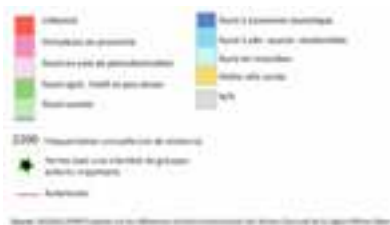
- **Nombre d'exploitations faisant de l'agritourisme :**
  - 3,1 % France
  - 4,7 % en Rhône-Alpes (effet montagne ?)
  
- **Nombre d'exploitations faisant de la vente directe**
  - 18 % en France
  - 28,3% en Rhône-Alpes (effet du périurbain et du tourisme.)

Laurant Remillieux Chambre Régionale d'Agriculture Rhône-Alpes

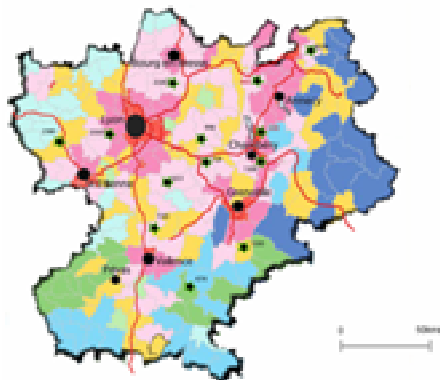


**Il faut adapter les prestations au territoire mais chaque territoire à son potentiel.**

- **L'exemple des activités d'accueil :**
  - La ferme pédagogique en périurbain
  - La ferme de découverte en zone touristique



Localisation des fermes pédagogiques selon l'orientation socio-économique des territoires d'accueil



Laurant Remillieux Chambre Régionale d'Agriculture Rhône-Alpes



## Perception de la destination campagne

- **Image de l'accueil à la ferme** (2007, Bienvenue à la Ferme) :
  - rustique voire inconfortable ;
  - authentique, vrai et attirant.

**Un séjour pour participer, apprendre, être ému / touché, qui concerne une clientèle de plus en plus nombreuse.**

- **Les attentes de la clientèle :**
  - un consommateur exigeant,
  - un consommateur averti.
  - des séjours simplifiés et personnalisés.

Laurant Remillieux Chambre Régionale d'Agriculture Rhône-Alpes



## Perception de la destination campagne

- **L'agritourisme, fortement associé à la notion de durabilité :**
  - un tourisme à l'échelle locale ;
  - un tourisme extensif non destructeur de paysages / pas d'infrastructures lourdes / équilibre des activités sur le territoire ;
  - une valorisation des espaces naturels / sauvegarde du patrimoine bâti ;
  - un réseau d'acteurs locaux / présence des acteurs toute l'année.
- **Une bonne image pour l'agriculture et pour les territoires ruraux**

Laurant Remillieux Chambre Régionale d'Agriculture Rhône-Alpes



## Un exemple : La ferme de Martine et François



Laurent Remillieux Chambre Régionale d'Agriculture Rhône-Alpes



## La ferme de Martine et François

- Installés depuis 1998 à Autrans, dans le Parc Naturel du Vercors
- Exploitation de 12 hectares
- Producteurs de viande bovine et charcuterie (saucisson, viande séchée)
- Cheptel de 5 génisses et deux vaches réformées



Laurent Remillieux Chambre Régionale d'Agriculture Rhône-Alpes





## La ferme de Martine et François

- Au début, une activité de visite de fermes avec 3 types de publics: les locaux, les touristes, les classes vertes. 4 500 visites par an. Même nombre de visiteurs que la ferme pédagogique qui reçoit le plus d'enfants en Rhône-Alpes à proximité de Lyon



- Bonne intégration avec le Parc Régional et l'office du tourisme local a permis de développer l'activité.



Laurent Remillieux Chambre Régionale d'Agriculture Rhône-Alpes



## La ferme de Martine et François

- Puis une activité de ferme auberge et repas spectacle depuis 2001
- 3 500 repas par an
- Formules de 20 à 25 euros tout compris, vins inclus
- Clientèle : touristes, locaux et groupes
- Et toujours en collaboration avec l'office du tourisme, le parc, la marque Bienvenue à la Ferme et les structures locales.



Laurent Remillieux Chambre Régionale d'Agriculture Rhône-Alpes

## ***Possibilités et limites pour activer l'entrepreneuriat – expériences d'un projet pilote aux Grisons***

Brigit Kopansky, Suisse

### Regarding entrepreneurship...

---

- ♦ I am not going to talk about
  - Award winning entrepreneurial initiatives
  - Handbook how to become an entrepreneur in mountain areas
- ♦ I am going to talk about
  - Experiences with localizing entrepreneurs in regions with limited development potential
  - Experiences with trying to stimulate entrepreneurship

**Potenzialarme Räume**

**Entwicklungsstrategie Graubünden und Uri  
Umgang mit ungenutzten Potenzialen**



Flury&Giuliani CONSULTING  
Agrar- und regionalwirtschaftliche Beratung

Land für Wachstum und Lebensqualität  
Wirtschaftsentwicklung in Graubünden und Uri

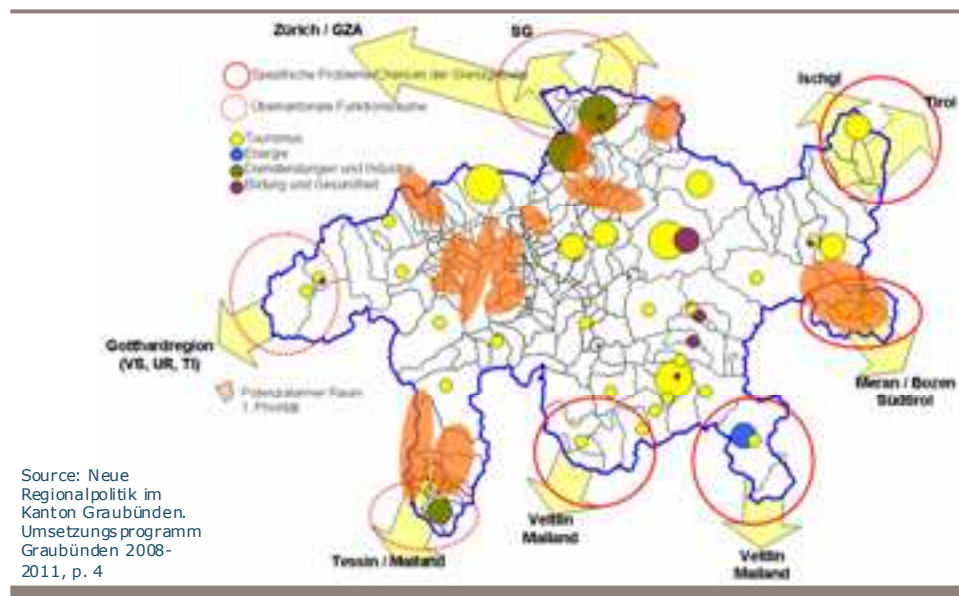
GRUB Regionale Zusammenarbeit

---

### Setting

- ♦ New regional policy in Switzerland
    - Shift in paradigm
      - Infrastructure → entrepreneurship, competitiveness
  - ♦ Two main strategies in Grisons
    - Development of exports
      - Tourism
      - Industry and services
      - Energy
      - Education and health
      - Natural resources
    - Supplementary measures such as
      - Intercantonal and international collaboration
      - Regional management
      - Coordination of sectoral policies
- what about regions with limited development potentials?
-

## Setting



## Project regions with limited development potentials

- ◆ Subtitle: Strategies for mobilizing unutilized potentials
- ◆ Three questions
  1. What are regions with limited development potentials?
    - Viability at threat
    - Depopulation in the medium term
  2. Where are they located?
    - Cf. previous map
    - $\approx 10\%$  of the canton's municipalities (50%),  $\approx 1\%$  of the canton's population (15%)
  3. How to deal with them?
    - When growth/stabilization is realistic
    - When growth/stabilization is not realistic

## Methodology

---

- ◆ Key questions
    - Preconditions for (economic) growth
    - Existing ideas for triggering growth
    - Problems with implementing these ideas
  - ◆ Methodology
    - Stakeholder workshops in regions with limited development potentials
      - Grisons
      - Uri
    - Comparative analysis ArgeAlp (Working Committee of Alpine Regions)
      - Strategies
      - Experiences
- 

## Findings

---



- ◆ Similar findings for diverse regions
    - Combination is crucial
      - Ideas
      - Development infrastructures
      - Management
      - Political and administrative structures
  - ◆ Most regions have committed individuals
    - They have a regular job
    - Additionally, they mostly have political or administrative functions in their municipalities
  - ◆ Committed individuals generate interesting ideas
    - Often lack uniqueness
    - Lack integrated perspective
-

## Conclusions

---

- ◆ Wanted: economic development manager
  - Employed full time
  - Responsible for a number of municipalities
  - Interacts with upper and lower political levels
  - Develops integrated strategy, i.e. positions the region
  - Integrates existing ideas
  - Finds and encourages project actors for additional ideas
  - Creates acceptance in the region

In short:

- Keeps bothering people in order to consequently implement the strategy

And:

- Does NOT come from the region
  - Is employed TEMPORARILY for a couple of years
- 

## Implications for promotion of entrepreneurship

---

- ◆ Innovation oriented strategies
    - Need critical mass – way bigger than the perimeter of regions with limited development potentials
    - Rarely have an impact in regions with limited development potentials
  - ◆ What about regions with limited development potentials
    - Individual project ideas insufficient
    - Focus on integrated strategy and coordination
      - Top priority: Find and support appropriate managers
      - Secondary: train individual project actors
    - It takes time!
-

## Resumé de l'atelier 6

### **Développement de l'esprit d'entrepreneur dans les régions de montagne**

*Modérateur: Juanan Gutierrez, IKT, Espagne*

Les entreprises en régions de montagne doivent faire face à de nombreux handicaps. Les distances sont plus grandes et la communication (physique mais aussi électronique) est déficiente. Le problème se renforce avec le vieillissement de la population et l'abandon de ces régions. Il est important de ne pas perdre les jeunes, car ils représentent la masse critique pour créer des entreprises ou travailler en tant qu'employé. Mais souvent c'est trop tard.

Les entreprises situées en régions de montagne doivent développer des produits et des services innovants pour atteindre un succès commercial.

Les produits standard n'ont aucune chance. Par exemple, il ne faut pas faire une gastronomie comme tout le monde, il faut faire quelque chose de spécial.

Les entreprises situées en régions de montagne peuvent profiter et jouer sur la diversité des montagnes. Dans leur publicité, elles peuvent transmettre des émotions.

Souvent les idées ne manquent pas, par contre il manque des personnes pour les mettre en œuvre. Des nouvelles possibilités de création d'emplois se trouvent dans l'agritourisme (restauration, hébergement, Ecole à la ferme, vente directe) ou grâce aux nouvelles technologies d'information (télé-travail, e-learning, vidéoconférences, plate-formes internet pour les produits et les services, bourse d'emplois, etc.).

Il est important d'offrir des places de travail qualifiées pour les personnes qui ne travaillent pas dans l'agriculture, la foresterie ou le tourisme. De telles places de travail (par ex. dans la microtechnique ou les nano-technologies), situées dans les centres régionaux, donnent des impulsions jusque dans les vallées. Pour avoir des habitants à l'année dans les vallées alpines, les lieux de travail, de formation et de recherche ne doivent pas être trop éloignés les uns des autres. Il faut soutenir l'entreprenariat en régions de montagne, car plus une région a d'entreprises, plus elle est connue.

## **Atelier 7**

### **De nouvelles approches de la gouvernance territoriale**

**Modération : Peter Niederer, SAB, Suisse**

#### **Exposés**

- Les parcs nationaux en tant que approche pour une gouvernance territoriale à l'exemple de la Macédonie: Vlatko Andonowski, Balkan Foundation, Macédonie
- Projet MAREMA Interreg IIIC: Bettina Golob, Regionalmanagement Kärnten Dienstleistung GmbH, Autriche
- Contrats de management du territoire dans les Highlands: Becky Shaw, land Use Programme Manager, Scotiish Crofting Foundation), *Ecosse*

## *De nouvelles approches de la gouvernance territoriale*

Peter Niederer

SAB, Berne



### **Workshop 7: New approaches in territorial governance**

---

#### **Short definition**

**Governance** is defined as a co-ordination process in which single actors, social groups, institutions, co-operate to reach common goals whose definition has been achieved collectively, though often in fragmented contexts. It is characterized by the changing role of the public actor and by the emersion of new actors able to enter in decision-making processes and able to contribute to define objectives and strategies for territorial development.

The **territory** plays an important role: it is an interactive system where the natural environment, the built environment and the society coexist and contribute to shape a local milieu, that is to say a set of place-specific conditions, resources, ties, capacities (§ 3).

**Territorial governance processes** can thus be interpreted as the construction of shared strategies that a local network of actors develops referring to a territory that not necessarily corresponds to its institutionally defined space (e.g. a municipality).

→Question 1: What is the role of regional/local managements to reconcile the different sectoral policies.

→Question 2: What are the tasks to be fulfilled by regional managements?

→Question 3: What are the best institutional arrangements between the different hierarchical levels?



### **Workshop 7: New approaches in territorial governance**

---

→ **Question 1: What is the role of regional/local managements to reconcile the different sectoral policies.**

→ We have different sectoral policies (Agriculture policy, Business development policy etc.) guided and funded by the national level, which have very often similar objectives. In order to bundle the funds and make them more effective, it is important to use an intersectoral and regional/local approach. Regional Management Organisations are a prerequisite for doing this. Their main role is to develop intersectoral projects on a regional level (eg. 93.1c, New regional policy etc.) using funds from the national level

→ **Question 2: What are the tasks to be fulfilled by regional managements?**

This is related to question 1, in order to develop and implement projects, the regional management has to coordinate a process in which single actors, social groups, institutions, co-operate to reach common project goals, the main tasks are therefore a) Sensibilisation (the foreseen activities are important, b) Enable/Encourage activities and c) target-orientation of interests (efficient use of resources). This involves steps of management processes such as agenda setting (what is the pertinent problem?), visions and objectives (which objectives should be reached?), strategy (how can they be reached?), Implementation, Evaluation and Adaptation





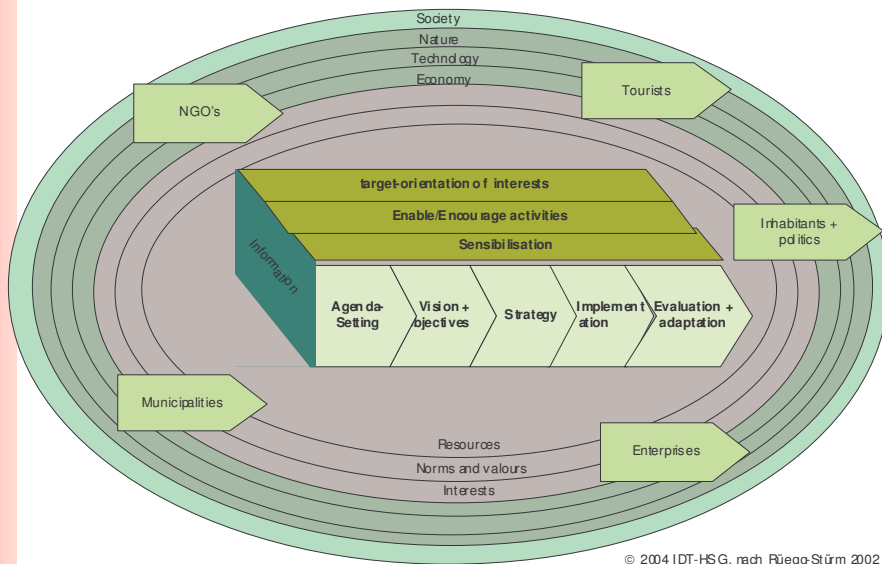
**Workshop 7: New approaches in territorial governance**

→Question 3: What are the best institutional arrangements between the different hierarchical levels?

Formal agreements with clear listing of duties and responsibilities which tie together vertical different hierarchical levels (eg. NRP, Agreements between Federation, Canton, Regions)



**Regional management model**



© 2004 I DT-HSG, nach Rüegg-Stürm 2002

## ***Les parcs nationaux en tant que approche pour une gouvernance territoriale à l'exemple de la Macédoine***

**Vlako Andonovski,**

**Balkan Fondation, Macédoine**



GOVERNANCE is defined as a co-ordination process in which single actors, social groups, institutions, co-operate to reach common goals whose definition has been achieved collectively, though often in fragmented contexts.

It is characterized by the changing role of the public actor and by the emersion of new actors able to enter in decision-making processes and able to contribute to define objectives and strategies for territorial development.

TERRITORIAL GOVERNANCE processes can thus be interpreted as the construction of shared strategies that a local network of actors develops referring to a territory that not necessarily corresponds to its institutionally defined space (e.g. a municipality).





MAKMONTANA



### **Territorial Governance and Spatial Planning**

The current Spatial Plan in Macedonia was adopted in 2004 and endorses the period up to the year 2020. It defines the following:

- 1.Sociological and economic development bases;
- 2.Population projection and organization of settlements and activities;
- 3.Usage and protection of natural resources;
- 4.Concept of transport and communications;
- 5.Protection of and advancement of the environment, natural and cultural heritage and development of tourism;
- 6.Protection of against war destruction, natural, technical, and technological disasters;
- 7.Spatial Plan implementation propositions and adequate monitoring.



MAKMONTANA



### **Territorial Governance and Spatial Planning**

The Spatial Plan represents an instrument for the implementation of all recommendations, and international strategies, plans and programs: the Agenda 21; the Habitat Agenda; and the priorities of the European Spatial Development Strategy.

The objectives set by the Spatial Plan in the section on the protection and promotion of the environment, natural and cultural heritage and development of tourism, cover the topics of:

- Environment
- Natural Heritage (Biodiversity, Protected Areas);
- Cultural and Historical Heritage;
- Development of tourism





MAKMONTANA



### Protected areas in Macedonia:

Currently 7,16% of the country is under the protection

Categorization	Number of areas	Total size (ha)	Coverage of the country
Strict nature reserves	2	12,730	0.49
National Parks	3	108,338	4.20
Natural monuments	47	58,084	2.25
Landscape with special natural features	3	2,338	0.09
Localities with specific plant and animal species outside nature reserves	14	2,647	0.10
<b>TOTAL</b>	<b>69</b>	<b>184,137</b>	<b>7,16</b>



MAKMONTANA



### Protected areas in Macedonia:

There is a clear policy (Spatial Plan, Law on Nature Protection) to increase the share of protected areas from the current 7,16% (69 protected areas) to 18% (109 protected areas) of the country territory by 2020.

Year of protection	Protected areas	Area in (ha)	Percentage
1948-1960	11	131,599	5.11
1961-2008	58	52,538	2.04
<b>Total</b>	<b>69</b>	<b>184,137</b>	<b>7.16</b>
Projection (2008 - 2020)	194	112,776	4.38
<b>TOTAL</b>	<b>263</b>	<b>296,963</b>	<b>11,54</b>



MAKMONTANA

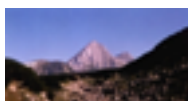


#### National parks:

Currently there are three national parks in Macedonia with the total area of 108,338 ha. The largest among them is the "Mavrovo" national park which occupies an area of 73,000 ha (731 sq km) of forest, high mountain pastures, meadows and settlements of two municipalities.

It was created in 1948 and enlarged in 1952 to cover the present area. MNP was the biggest national park in the former Yugoslavia and it is still the biggest NP of Macedonia. There are 42 settlements

scattered within this national park with the total population of 8,600. Mavrovo National Park has a financial autonomy but responding to Ministry of Environment for nature protection.



MAKMONTANA



#### Nature protection and decentralization

The decentralization process in Macedonia has impacts over the nature protection, and therefore the Law on Nature Protection provides for the involvement of the municipalities in the decision-making process concerning nature conservation in general, but also for the management of the Protected Areas.

Environment protection at local level covers: measures for the protection and prevention of the pollution of waters, air, soil, nature protection noise protection and protection from ionizing and non-ionizing radiation, or following utilities are covered: drinking water supply, waste water treatment, collection, transport and waste treatment etc.





MAKMONTANA



### National Park Planning

Planning of Macedonian Protected areas is set by Law on Nature protection no. 67/2004. National Parks are expected to adopt two types of plans:

**Spatial Plan (SP) (art. 103-107).** SP is composed by a textual part (boundaries, environment status, objective & tasks, population, settlements & tourist sites, infrastructure system, Plan implementation) and a graphic part (relief, soil, vegetation, hydrographic situation, spatial organization, built up areas). The SP must subdivide the Park into four zones (Strictly protected, Active management, Sustainable use, Buffer).

**Management Plan (MP) (art. 98-102).** MP needs to respect Macedonian Spatial Plan and, in short, it has to define measures for protected areas, biological diversity, landscapes, and to prevent fires.



MAKMONTANA



### Municipal Planning

Municipal planning tools are defined by the Law "for implementation of spatial plan in the Republic of Macedonia" 18 June 2004 n. 39, and by the Law "on Spatial and urban planning" n. 2005. Spatial planning strategy of the Republic of Macedonia (2004) define:

natural resources protection, settlements, traffic and communications, environment, natural and cultural heritage, tourism development, natural, technical and technological disasters.





### Municipal Planning

As for municipal planning, according to the existing legislation, municipalities can adopt (art. 7) different tools as:

**General Urban Plan.** GUP has a life span of 10 years and is essentially a land use plan. GUP does not cover the whole municipal territory.

**Detailed Urban Plan.** DUP has a life span of 5 years.

**Urban Plan for Village.** UPV has a life span of 10 years (art. 43). It has to specify (art. 13): built up and to be developed areas, building regulations, building plots, equipments and infrastructure, protection measures for constructions of historical importance (materials, colors).  
Urban plan for Area outside of Inhabited Place.



### Mavrovo National Park and Municipal Planning

**In order to establish a consistency between the National Park and municipal Spatial planning, the MNP introduced the following rules:**

The MNP is the responsible for the planning proposal but should define the size of the "Zone for sustainable use" in agreement with the Municipalities that are responsible for Village planning inside that zone as well as building regulation according to the Law on construction n. 51/2005. The NP has to be managed in an integrated way creating the conditions for tourist development (art. 74) as the tourist entry, parking, visiting, shooting, fishing and stay in the protected area are ways to fund NP management (art. 161).





MAKMONTANA



### Mavrovo National Park and Municipal Planning

Thus Spatial and Management plans are defined through agreements signed by the Park Authority, the other public bodies, and private operators to create the conditions for a strategy of sustainable tourist management of the protected area. This is particularly clear in designing the hiking and bike paths of the MNP.

The integration of MNP and Municipal planning offers a system of visiting paths, leisure activities, information, documentation and lodging.

In terms of spatial planning, the MNP Spatial Plan defines following:

- In what parts of the Park visitors are allowed;
- The hiking and bike paths to bring visitors to natural resources;
- The entrance pass delivering points;
- The localization of infrastructure and services.



MAKMONTANA



### Mavrovo National Park and Municipal Planning

National Park Spatial planning	Municipal planning	
Define (by the Law):	Define:	How:
Boundaries		
Objectives & tasks		Prospective scenarios workshops
Population	Number & trend	
Settlements	Location	MNP-Municipalities agreement
Tourist sites	Location	MNP-Municipalities agreement







**Mavrovo National Park and Municipal Planning**

National Park Spatial planning	Municipal planning	
Define (by the Law):	Define:	How:
<b>Infrastructure &amp; services</b> Entrance (pass) Location Power lines Location Roads Location Ranger's trails Location Hiking & bike paths Hiking, bike path head Parking Location Gas station Location Visitor centre Location Lodging Location Campground Location Dining Location Store Location Museum Location	Location Location Location Location Location Location Location Location Location Location Location Location Location Location	



**Mavrovo National Park and Municipal Planning**

National Park Spatial planning	Municipal planning	
Define (by the Law):	Define:	How:
<b>Zoning</b> Strict protection zone Active management zone Ecotourism Sustainable use zone Infrastructure Cultural heritage Settlements Agricultural land Buffer zone	- Limits Location Limits Location Settlements, Buildings Development zone limits Limits Location Width Protection system	MNP-Munic. agr. MNP-Munic. agr. Municipality Municipality Municipality Municipality MNP-Munic. agr. MNP-Munic. agr. MNP-Munic. agr.

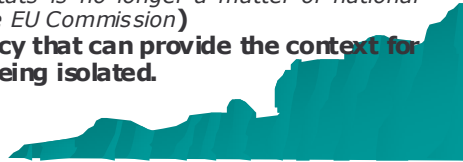


MAKMONTANA



### Future Challenges:

- Effectiveness in the implementation of originating competences by the municipalities;
- Harmonization of the Regional Plans for the Development of Space, Urban Plans, and the General Plan for the Management of Forests (as a policy documents) with the Spatial Plan;
- Monitoring of the implementation of this process by the Environmental Inspectorate.
- Harmonization with the related EU legislation and processes (*Liepzig Charter on sustainable European cities, the EU Territorial Agenda, European Spatial Development Perspective, ESPON*)
- Establishing new forms of partnership and territorial governance between rural and urban areas;
- Designation of sites for NATURA 2000 Network (*planning in areas which have been designated as natural habitats is no longer a matter of national discretion, but has to be referred to the EU Commission*)
- Establishing broader land-use policy that can provide the context for protected areas to thrive without being isolated.



## ***Projet MAREMA Interreg IIC***

**Bettina Golob**

**Regionalmanagement Kärnten Dienstleistung HmbH, Autriche**

### **Facts**

- 13 partners: Austria, Scandinavia, Italy, Irland, Slovenia, Litauen
- Duration: 2003-2005
- Budget: EUR 1,27 Mio.
- General objectives:
  - to build new or improve existing structures of RM
  - to develop best practice for 3 types of regions in- and outside the EU

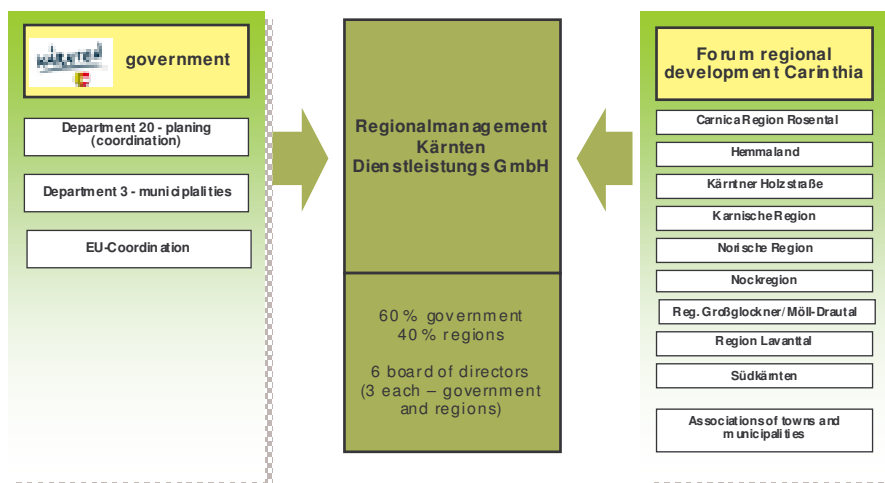
### **Results**

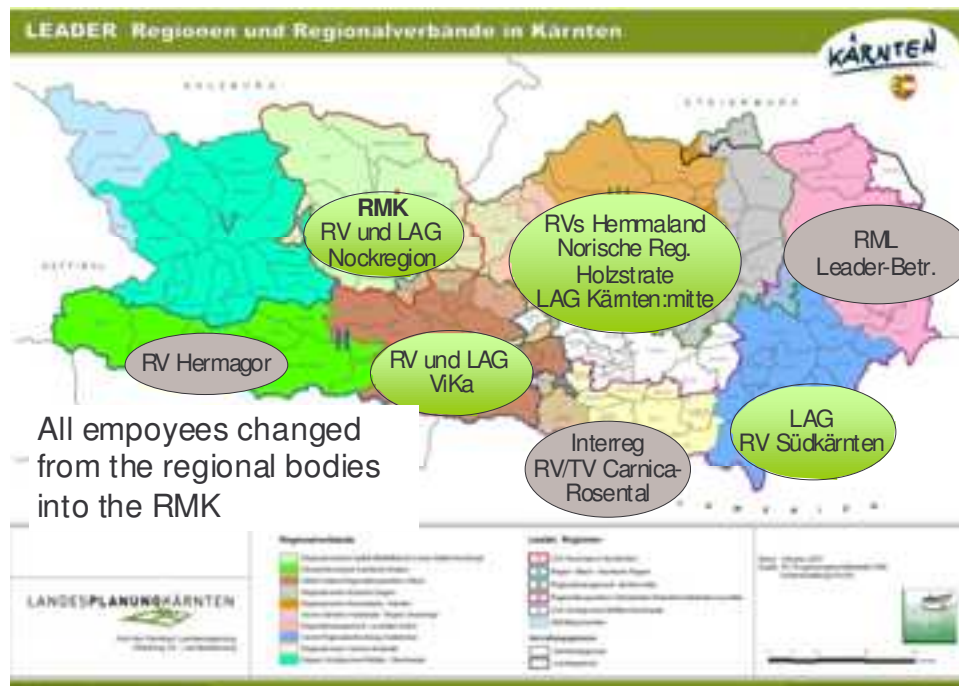
- New structure of RM in Carinthia
  - one structure for the whole area
  - including the management of nature parks
  - including the board of crossborder cooperation
  - including the program of rural development (Leader areas)
  - Improvement of tasks

## Results

- New structure of RM in Carinthia
  - one structure for the whole area
  - including the management of nature parks
  - including the board of crossborder cooperation
  - including the program of rural development (Leader areas)
  - Improvement of tasks

## New structure





## Responsibilities

- Support for regional actors (project development, gaining of subsidies, finding regional and cross border partners)
- Developing and implementation of regional strategic plans
- Strategic development of nature parks
- Networking between regions, government and cross border
- Implementation of top down strategies
- Balancing of interests between municipalities

## Tasks

- Leader management
- Cross border network Austria – Slovenia
- Renewable energy
- Management of nature parks
- Touristic development
- Project development and project management

***Contrats de management du territoire dans les Highlands*****Becky Shaw****Land Use Programme Manager, Scottish Crofting Foundation, Ecosse****Rural Development Contracts**

- Introduced as Land Management Contracts in 2005 under Scottish Rural Development Programme 2000-06
- Developed as Rural Development Contracts (Land Managers Options) for SRDP 2007-11
- Non-competitive, open access to all land managers
- Support up to a ceiling, determined by area
- Range of measures to choose from – socio economic and environmental

**Measures available 2005-06**

animal health and welfare programme	management of rush pasture
membership of quality schemes	biodiversity cropping
training	retention of winter stubbles
farm visits and talks	wild bird seed mixture
buffer areas	summer cattle grazing
management of hedges	nutrient management
management of ditches	improving access, maintaining paths
management of dykes	farm woodland management
management of moorland grazing	

## Study Area – Skye and Lochalsh

- Mountains rising from sea level, small areas of improved land on low ground
- High proportion hill & upland vegetation
- Agriculture mainly based on of store animal production
- Predominantly crofting tenure
- Low average rates of SFP



## Use of RDC

- Uptake of RDC support measures lower than 50% national average
- Mainly socio-economic measures, ie. animal health and welfare and membership of quality assurance schemes
- Average returns from the scheme around £1000, but this due to big units masking very low payment rates on small units, eg £12



## Issues

- Common grazings 'too difficult'
- Relevant land management measures poorly paid
- Many measures more suited to lowland areas
- Runrig



## Balmacara Estate – a local pilot



- Locally developed contract – conservation landlord
- Money from local authority, state conservation agency, LEADER
- Limited, targeted measures, recognising the nature of the management
- Realistic rates of support
- 15 of 17 eligible applicants involved

## Questions

- How to ensure policy fits for areas not corresponding to national agricultural models
- How to fit measures to land management specific to cultural landscape and environment, rather than fit land management to measures?
- Level to which policy response can or should be localised

## Résumé de l'atelier 7

Le terme de « gouvernance territoriale » a été souvent utilisé ces derniers jours. Que cache ce concept? De manière générale, il désigne la construction de stratégies territoriales développées par un réseau d'acteurs locaux. Le champ d'action de ces stratégies ne correspond pas toujours à la délimitation politique (par ex. commune) du territoire.

Une tâche du management régional est de réconcilier et de faire collaborer différents secteurs.

Cela est possible à travers des projets intersectoriels utilisant les fonds de plusieurs institutions. Pour développer ce genre de projet, le manager régional doit coordonner le processus dans lequel des acteurs individuels, des institutions et des groupes collaborent dans le but d'atteindre des objectifs communs. Les tâches principales du management régionale sont donc de

- a) sensibiliser (motiver par les activités prévues)
- b) promouvoir et encourager des activités
- c) gérer les différents intérêts pour les mener au but commun (utilisation efficace des ressources).

Cela demande de fixer des étapes-clés dans le processus, de fixer des délais et des priorités (quel est le problème le plus important?), d'avoir une vision et des objectifs, une stratégie (comment atteindre les objectifs fixés?), un plan de mise en œuvre, un concept d'évaluation et une stratégie d'adaptation. Il faut que l'Etat garde ses instruments d'aide et de promotion aussi simples et légers que possible. Les managers régionaux doivent quant à eux être des professionnels. Leur travail doit être soumis à contrôle et leurs résultats doivent être mesurables.

Enfin, le développement de projets et leur mise en œuvre doivent être inspirés d'esprit d'innovation et de compétitivité. Une claire répartition des tâches entre les différentes institutions et les différents niveaux est importante. En voici des exemples : le plan de management entre le parc national de Macédoine et les communes concernées, les contacts de développement rural entre l'état et les paysans écossais ou encore les conventions entre le management régional de Carinthie, les communes et l'Etat.



## Atelier 8

### Le changement démographique – un défi et une opportunité

Modération : Gabi Tröger-Weiss, TU Kaiserslautern, Allemagne

#### Exposés

- Approches innovantes pour maintenir l’approvisionnement de base malgré le changement démographique. Gabi Tröger-Weiss
- Soins pour personnes âgées comme facteur économique - Exemple de Turin : Giovanni Borgarello, Italie
- Le rôle des femmes pour maintenir le tissu social des régions concernées : Maria German, AGROM-RO, Roumanie

## ***Approches innovantes pour maintenir l'approvisionnement de base malgré le changement démographique***

**Gabi Tröger-Weiss**  
TU Kaiserslautern, Allemagne

### **Inhalt**

1. Einführung
2. Demographischer Wandel und seine Wirkungen auf Berggebiete
3. Herausforderungen
4. Handlungsansätze

### **Demographischer Wandel als Herausforderung und Chance**

#### ***Innovative Ansätze zur Sicherstellung der Grundversorgung vor dem Hintergrund des demographischen Wandels***

Vortrag im Rahmen der Vi. Europäischen Berggebietstagung  
am 09. Oktober 2008 in Brig (Schweiz)

**Univ.-Prof. Dr. habil. Gabi Tröger-Weiß**

Lehrstuhl Regionalentwicklung und Raumordnung  
Technische Universität Kaiserslautern

## Demographischer Wandel

### Generelle Überlegungen:

- Der demografische Wandel wird sich hinsichtlich seiner **räumlichen Auswirkungen sehr unterschiedlich** in den einzelnen Raumtypen darstellen – auch Berggebiete sind nicht homogen strukturiert.
- Der quantitative Bevölkerungsrückgang und die alterstrukturellen Verschiebungen werden die **strukturellen Probleme von Kommunen in Berggebieten** verstärken.
- Die Aufrechterhaltung **adäquater Infrastruktur- und Versorgungsangebote** wird zukünftig kaum noch auf derzeitigem Niveau möglich sein.

## Demographischer Wandel in Berggebieten

Bevölkerungsrückgang und Bevölkerungsalterung haben spürbare Auswirkungen auf ländliche Räume und Berggebiete:

- ➔ **Rückgang und Veränderung** der Nachfrage und der Auslastung privater und öffentlicher Infrastruktur und Dienstleistungen
- ➔ **Zunehmende wirtschaftliche Probleme** für Betreiber von Einrichtungen und Geschäften (Nichtauslastung, sinkende Rentabilität) - Wirkungen auf KMU
- ➔ Gleichzeitig: **Sinkendes Einkommen** bei ländlichen Kommunen (Steuerausfälle) und privaten Anbietern von Waren und Dienstleistungen

## Konkrete Auswirkungen auf Berggebiete

- Verkehrliches **Erreichbarkeitsdefizit** (insbes. ÖPNV, Straßennetz und Datenautobahn) steigt
- Wachsende **Kluft in der Versorgung mit IuK-Technologien** (Digitale Spaltung)
- Schwierigere Bedingungen in der **Grundversorgung** mit Waren und privaten wie öffentlichen Dienstleistungen
- Weitere **Ausdünnung** von **Ortskernen**, vermehrte Gebäudeleerstände
- Weitere **Abwanderung** jüngerer, gut ausgebildeter Menschen bei steigendem **Fachkräftemangel**

➔ **Strukturwandel im weitesten Sinne**

## Herausforderung: Sicherung der Grundversorgung

Die ländlichen-peripheren Regionen, insbesondere die Berggebiete stehen vor der großen **Herausforderung** dem zukünftig größeren **Druck** auf die Grundversorgung entgegenzutreten.

Betroffen sind gleichermaßen öffentliche und private Angebote und Einrichtungen wie etwa

- Kindergärten und Schulen
- Verkehrsnetze, ÖPNV
- Einrichtungen des Gesundheitswesens
- Öffentliche Verwaltung
- Post- und Bankwesen
- Geschäfte der Nahversorgung



## Zukünftige Handlungsnotwendigkeiten

Anpassungsprozesse und Konzepte zur Sicherung der Grundversorgung von zentraler Bedeutung

➔ Grundversorgung und somit Qualität  
Kommunen in Berggebieten garantieren

Rechtzeitiges **Gegensteuern** ist möglich und von den Kommunen und weiteren betroffenen Beteiligten gefordert.

**Kooperationen** und professionelle **Beratung** der Akteure der Grundversorgung werden dabei zunehmend wichtiger.

## Zukünftige Handlungsstrategien

- Information – Schrumpfung kann Chance sein
- Interkommunale Kooperation
- Multifunktionalität von Infrastruktur
- Neudefinition von Erreichbarkeitsstandards
- Standortverlagerungen, Schließungen von Einrichtungen ohne „Tabus“
- Ausweisung von familienfreundlichen Regionen (Familienaudits, Preis für familienfreundliche Gemeinden u.a.)

## Strategien zur Sicherung der Grundversorgung

Wirtschaftliche Tragfähigkeit v.a. abhängig von Größe des Einzugsgebietes (Fläche und Bevölkerung)

Vielfältige Kooperationsformen zur Sicherung der Grundversorgung erforderlich

➔ **Priorität: Interkommunale Kooperation und flexible, spezifische Lösungen**

Konzentration von Versorgungseinrichtungen – z.B. in 'Marktstädten'

➔ **Gezielte Stärkung der Rückgratfunktion**

Zugänglichkeit essentiell

## Strategien - Handlungsmöglichkeiten

- Überörtliche anstatt örtliche Lösungen (externe Ersparnisse)
- Kombination mehrerer Funktionen (interne Ersparnisse)
- Mobile und temporäre Lösungen - Nutzung der IuK-Technologien (Kundenservice)
- Definition von Mindeststandards

➔ **Integrative Kombination von Lösungen / Anpassung an spezifische, örtliche Situation**

## Strategien – Schlußfolgerungen

Kommunen und Regionen können dem demografischen Wandel mit innovativen Konzepten begegnen, indem

- das Bewusstsein für die zukünftige Entwicklung von Bevölkerung und Einrichtungen sowie Dienstleistungen der Grundversorgung geschärft wird,
- Kooperationen zwischen Akteuren verstärkt werden (auch zwischen öffentlichen und privaten),
- im lokalen und politischen Raum Experimentierfreudigkeit im Umgang mit neuen konzeptionellen Ideen vorhanden ist und
- gute Konzepte zur Sicherung der Grundversorgung und Attraktivität ländlicher Räume mittelfristig umgesetzt werden.

## Handlungsansätze: Erfolgsfaktoren für Strategien

1. Lösungen müssen an Bedürfnisse vor Ort angepasst werden (Bedarfsorientierung)
  - Bedeutung der regionalen Identität und Abstimmung
  - Unterstützung und Koordination ehrenamtlicher Tätigkeiten in professioneller Weise
2. Motivation neue Projekt zu betreiben kann aus dem 'Leidensdruck' existierender Defizite resultieren
3. Kreative Lösungen unabhängig von klassischen Ansätzen
4. Projekte können stark von Best Practice Lösungen profitieren

### Handlungsansätze: Erfolgsfaktoren für Strategien

5. Sektorübergreifende Lösungen benötigen den Einbezug verschiedener Akteure
6. Gute Kooperationsstrukturen, gute Kooperationspraxis, auch zwischen öffentlichen und privaten Akteuren
7. Große Motivation und Geduld bei Projektbetreiber notwendig – eine starke Führung ist hilfreich, Schwierigkeiten zu bewältigen
8. Kleine Unternehmen oder Freiwillige als Projektbetreiber benötigen
  - gute Kenntnisse über verwaltungstechnische, rechtliche und politische Bedingungen
  - Beratung und Weiterbildungsmöglichkeiten

Prof. Dr. Gabi Tröger-Weiß

15

### Handlungsansätze: Maßnahmen und Projekte

- Erhöhung der Familienfreundlichkeit - Familienfreundliche Gestaltung der Gemeinde (Familienaudit, Preis für familienfreundliche Initiativen u.a.)
- Sicherung als attraktiver Wohnstandort – Nutzung von Stadt- und Dorferneuerungsprogrammen
- Alterung von Bevölkerung und Gästen: Wohnangebote für ältere Menschen - Planung und Realisierung von seniorenrechtlichen Wohnraumangeboten
- Erweiterung ÖPNV-Angebot um flexible Fahrdienste für ältere Menschen



16

**Handlungsansätze:  
Maßnahmen und Projekte**

- Sicherung Grund-/Nahversorgung: Erstellung von Marketing-Konzepten für das Grund- und Nahversorgungsangebot
- Umsetzung alternativer Versorgungskonzepte
- Sicherung medizinischer Versorgung durch verstärkte Nutzung neuer Medien
- Sicherung ÖPNV-Angebot / Bahnanbindung
- Neue Medien / Verbesserung Versorgung Breitband-Internet
- Verstärkung interkommunaler Kooperation



## ***Le rôle des femmes pour maintenir le tissu social des régions concernées***

**Maria Germann**

**AGROM-RO, Roumanie**

### **RUMÄNIEN**



• **Landesfläche: 238.400 km<sup>2</sup>**

-Berggebiet: 90.240 km<sup>2</sup>

-Anteil Bergzone: 37,9%

• **Wichtige Gebirge:** Ostkarpaten, mittlere Karpaten und westliche Karpaten

• **Bevölkerung :** 22.236.918 Einwohner  
**im Berggebiet :** 3.600.000 (15,4%)

• **Klima:** gemässigte, östlich und südlich der Karpaten kontinental , wärmer im Süden und kälter im Norden

• **Struktur** Unterteilt in 8 "Planungsregionen" mit 42 Kreisen, wovon 4 Regionen im Berggebiet liegen: Harghita, Hunedoara, Caraş-Severin et Maramureş.

• **Hauptstadt:** Bukarest

## **Caractéristiques des régions de montagne de Roumanie**

- Les Carpates représentent 32% de la surface du pays et s'étendent sur 74'000 km
- Une loi nationale définit les zones de montagne. 28 départements et 3'536 communes sont concernées.
- 2,9 millions de personnes habitent en régions de montagne et 1,3 millions d'entre elles travaillent dans l'agriculture.
- 954'922 exploitations agricoles
- La surface des régions de montagne correspond à 7,4 millions d'hectares. La surface agricole de ce territoire représente 2,9 millions d'hectares (12,14 % de la surface du pays et 19,6 % de la surface agricole totale).

## **Le revenu**

### **Le revenu agricole en détails :**

- Elevage
- La transformation du lait
  - fromage
  - lait
- Les deux produits sont vendus sur le marché ou utilisés pour l'auto-alimentation
- Les pommes de terre sont pour la consommation familiale et pour les animaux
- La viande – également pour la consommation familiale

## Résumé de l'atelier 8

### Les changements démographiques – défis et opportunité

En Europe centrale, les changements démographiques sont généralement liés au vieillissement de la population. Cette évolution oblige les régions de montagne à se demander si leurs infrastructures et leurs prestations correspondront, dans quelques années, aux besoins de leur population.

Pour faire face à ces changements, les communes et régions devront développer des solutions novatrices, comme la coopération et la création de structures multifonctionnelle. Enfin, des mesures spécialement destinées aux familles, pourraient empêcher un vieillissement prématuré des populations concernées.

Dans le cadre de cet atelier, les participants ont reconnu la nécessité de sensibiliser les responsables régionaux et locaux à cette problématique.

En ce qui concerne les opportunités liées au vieillissement de la population, c'est surtout l'ouverture de nouveaux marchés qui a été évoquée. En effet, de nombreuses offres, dans le domaine médical ou paramédical, peuvent encore être développées. D'autre part, des programmes de formation ou des prestations culturelles seront davantage demandés, en raison de la plus forte proportion de personnes ayant une retraite active.

A l'Est de l'Europe, par exemple en Roumanie, les préoccupations liées aux changements démographiques se portent davantage sur le problème de l'exode rural. Dans ce contexte, des programmes de formation, notamment destinés aux femmes, ont été mis en place. Répondant à une réelle demande, ils permettent d'accroître la compétitivité des familles paysannes et d'offrir de nouvelles perspectives économiques.



## **Table ronde du 9.10.2008**

### **Défis et solutions pour augmenter la valeur ajoutée des régions de montagne**

Modératrice, Priscilla Imboden, rédactrice radio suisse DRS

Participants :

- Axel Rod, ministère pour l'administration locale et le développement régional, Norvège,
- Branka Tome, secrétaire d'Etat pour l'agriculture, la forêt et l'alimentation, Slovénie
- Mihai Constantinescu, direction générale du développement rural, Roumanie
- Manfred Bötsch, directeur de l'Office fédéral de l'agriculture, Suisse
- Gérald Dayer, chef du Service de l'agriculture, Valais
- Thomas Dax, office fédéral pour les paysans de montagne, Autriche

### **Quels sont les défis des régions de montagne européennes et comment la politique doit-elle y faire face?**

Les participants sont d'avis qu'il y a autant de chances que de défis pour les régions de montagne. Ces dernières sont particulièrement touchées par le changement climatique. Les régions rurales doivent assurer et favoriser une exploitation diversifiée du sol. Il faut pour cela tenir compte de tous les secteurs. Un système politique clair et sans trop de contraintes contribuerait à l'émergence de projets innovants.

Il existe bien sûr des différences entre les pays. La Roumanie par exemple, est en train de construire son système de soutien aux régions de montagne. Les régions de montagne ont été définies en 2007 et un programme de développement a été établi. En Norvège, une politique agricole a été récemment introduite. La mise en oeuvre est problématique à cause de la faible densité de population. La Norvège tente de conserver sa nature tout en favorisant l'économie et la qualité de vie. Elle soutient par exemple les magasins de proximité.

En Suisse, la politique agricole et la Nouvelle politique régionale offrent des conditions cadres favorables à une économie compétitive dans les régions rurales. Dans le cadre du projet pilote « Val d'Hérens », un des facteurs de succès a été une réorganisation du système politique local. La nouvelle structure a permis une meilleure communication, une politique plus proche du peuple et de meilleures infrastructures. Les participants sont d'avis que la politique agricole ne résout pas tous les problèmes des régions rurales et qu'il faut mettre en réseau tous les instruments.

**Les labels pour les produits de montagne et d'alpage sont-ils une bonne idée pour les régions de montagne?**

Manfred Bötsch pense que oui. Les consommateurs ne sont pas seulement attentifs au prix mais aussi à l'aspect social. Thomas Dax pense que les labels peuvent aussi porter à confusion et introduire de l'incertitude dans la tête des consommateurs si les valeurs de ces labels ne sont pas clairement explicitées.

**Quelles sont les chances des régions de montagne?**

Les participants pensent que les défis cités ci-dessus peuvent aussi être des chances.

- Il est important d'utiliser les ressources disponibles (comme par exemple les énergies renouvelables).
- Les atouts des régions de montagne (calme, paysage idyllique, bonne qualité de vie, etc.) doivent être clairement communiqués.
- Une politique transsectorielle est importante pour permettre l'émergence de projets innovants et pour donner de nouvelles impulsions.
- Le changement climatique doit être considéré comme une chance.

## Table ronde du 10.10.2008

### **Les différentes politiques soutenant l'innovation dans les régions de montagne de l'Europe**

La politique de l'espace rural a longtemps été une politique sectorielle. Pourtant, dans plusieurs régions de montagne ou régions rurales, l'agriculture n'est plus le facteur économique dominant. Ces régions dépendent bien plus d'autres facteurs de développement. Il faut donc approcher différemment ces espaces. Doit-on chercher un nouveau paradigme rural? Si oui, il faudra se focaliser plutôt sur les places de travail que sur les secteurs et encourager les investissements plutôt que les subventions. Quel avenir pour la politique de Cohésion territoriale en Europe ?

Animatrice : Priscilla Imboden, rédactrice de la Radio Suisse DRS

Participants :

- Theo Maissen, président du SAB et membre du Parlement fédéral, Suisse
- Sergio Reolon, président de la province de Belluno, Italie
- Peter Wostner, Directeur adjoint, Office pour le gouvernement local et la politique régionale, Slovénie
- Nicolas Evrard, Secrétaire général de l'AEM
- Jean-Didier Hache, CPMR

### **Quelles nouvelles stratégies politiques pourraient avoir une influence positive sur les régions de montagne européennes?**

Theo Maissen rappelle que la politique régionale suisse a obtenu de bons succès, notamment dans le développement d'infrastructures dans les régions périphériques, dans l'amélioration de la collaboration au sein des régions et dans la perception des régions comme moteurs de développement. La politique régionale suisse a néanmoins aussi des côtés négatifs. Elle fut trop orientée vers les infrastructures et les instruments n'étaient pas toujours adaptés aux conditions locales. Une Nouvelle politique régionale a donc été élaborée.

La Nouvelle politique régionale a pour but d'augmenter la capacité concurrentielle des régions et d'en augmenter la valeur ajoutée. En résulteraient la création et le maintien d'emplois, une occupation décentralisée du territoire et enfin la diminution des disparités entre régions. Pour atteindre ces objectifs, la NPR se concentre sur trois axes stratégiques, l'esprit d'entreprise, la capacité d'innovation et les systèmes de valeur ajoutée.

Il est difficile de dire si le modèle suisse serait bon pour l'Union européenne. Compte tenu de la taille et des typicités des pays européens, il va de soi que les défis ne sont pas les mêmes.

### **Le livre vert sur la cohésion territoriale prend-il suffisamment en compte les intérêts des régions de montagne européennes ?**

Nicolas Evrard estime que le Livre vert contient de bonnes bases pour éveiller l'attention sur les problèmes des régions de montagne européennes. Le Livre vert pourrait être la base d'un débat qui aurait certainement des retombées positives pour les régions de montagne. Mais pour aller plus loin dans les détails, il faudrait un livre vert sur les régions de montagne.

Sergio Reolon pense que la politique européenne de la montagne doit gagner en importance. Les régions de montagne doivent faire passer leurs messages et favoriser des innovations dans les domaines culturels et d'aménagement du territoire. Le tourisme et l'industrie doivent aussi faire preuve d'innovation afin de donner plus de poids aux régions de montagne. Il pense également que le Livre vert est une bonne base mais il faut maintenant que les Etats membres en appliquent les principes.

### **Pour quelles raisons l'Union européenne devrait davantage s'occuper des politiques de la montagne ?**

Theo Maissen pense qu'il est important pour les politiques que les régions de montagne restent attractives pour y travailler mais aussi pour y vivre. Si ce n'est plus le cas, cela coûterait plus cher à l'Etat.

Pour Nicolas Evrard, la solidarité ville/montagne est importante.

Jean-Didier Hache revient sur le Livre vert et parle de ses expériences par rapport au Livre vert sur les régions côtières et périphériques. La mise en oeuvre des principes contenus dans un Livre vert reste difficile, cela demande beaucoup de patience et de diplomatie. Un Livre vert ne contient que des intentions mais pas d'obligations. Il pense néanmoins que ce serait bien de faire un livre vert sur la montagne.

### **Comment donner plus de poids à la montagne à Bruxelles ?**

Pour Nicolas Evrard, une bonne collaboration entre les régions de montagne est fondamentale. Il ne faut pas seulement se rencontrer pour débattre des questions importantes pour la montagne, il faut aussi réfléchir à un concept commun de financement. C'est seulement comme cela qu'on pourra influencer positivement Bruxelles. Un bon lobbying est sans aucun doute aussi nécessaire.

Jean-Didier Hache pense également qu'une bonne collaboration de toutes les régions de montagne (Euromontana, AEM) est positive. Il faut encore faire attention à ce que toutes les régions parlent d'une même voix et ne donnent pas de messages contradictoires.

Sergio Reolon est du même avis.

### **Comment les régions de montagne peuvent-elles mettre en valeur leurs propres ressources?**

Nicolas Evrard: les acteurs régionaux doivent d'abord être conscients de leurs potentiels. Pour valoriser les ressources naturelles, il faut non seulement de bonnes idées mais aussi une bonne politique. Les régions de montagne se doivent d'être créatives et utiliser au mieux les technologies existantes.

Sergio Reolon: Les régions doivent mettre en avant les aspects culture, agriculture, environnement et tourisme. Il est souvent difficile d'utiliser intelligemment les différentes ressources car au sein d'une région, il y a différentes mentalités et des désaccords. C'est pourquoi il est important de trouver des synergies et de remettre en question les fonctionnements de toujours.

Theo Maissen pense que l'esprit de compétition a un effet positif sur les régions. Les ressources peuvent être valorisées en créant notamment des clusters. Il faut aussi éviter de se concentrer sur les secteurs traditionnels et créer des places de travail dans les technologies et la santé, afin d'éviter la fuite des cerveaux.

### **Comment améliorer la collaboration avec les régions de plaine?**

Sergio Reolon mentionne le problème de la sécheresse en Italie. Les villes n'ont en général plus assez d'eau potable ni d'eau pour irriguer. La pression est donc forte pour que les régions de montagne vendent leur eau à des prix qui ne prennent pas en compte les externalités positives. Une politique propre à la montagne pourrait amoindrir ce genre de conflit. Mais Rome n'a que peu d'intérêt pour les régions de montagne. Ces régions seront de toute façon toujours pénalisées par rapport à leur emplacement. Leur seule chance de survie sur le marché est la production de produits de haute qualité.

Nicolas Evrard informe qu'il existe des instruments pour gérer les conflits ville/montagne et relève que bien souvent c'est au sein des régions elles-mêmes que la gestion des ressources est conflictuelle.

La politique de l'Union européenne joue évidemment un rôle important. C'est pourquoi, les régions de montagne doivent rester actives et se faire entendre.

### **De nouvelles idées pour les régions de montagne sont apportées par divers organismes, comme la Convention alpine par exemple. Que pensent les participants au podium de la Convention alpine?**

Jean-Didier Hache: Malheureusement les représentants de la montagne n'étaient pas assez présents lors de l'élaboration de la Convention alpine. Elle a été élaborée par des gens qui ne connaissaient pas bien la problématique de la montagne. La Convention n'a d'avenir que si elle implique les acteurs régionaux.

Nicolas Evrard: La desserte des régions de montagne ne peut être assurée que par un bon mélange entre compétition et aides d'Etat. Il faut un Livre vert pour les régions de montagne, dans lequel des atouts comme l'attractivité des régions de montagne, leur accessibilité, l'utilisation des ressources locales, la formation de clusters sont mis en avant.

Sergio Reolon: Les régions de montagne doivent définir leurs spécificités et savoir dans quels domaines elles peuvent être compétitives.

Theo Maissen ne veut pas, en tant que Suisse, entrer dans les détails d'un Livre vert. Il voit néanmoins deux dangers dans cet exercice :

1. L'UE est organisée de manière trop centralisée. L'avenir des régions de montagne risque d'être dessiné par d'autres.
2. La diversité de l'arc alpin n'est pas connue au niveau européen. On risque donc de faire une politique commune à toutes ces régions, ce qui est dommageable pour l'esprit d'entreprise et l'innovation.

En conclusion, on peut dire que les régions de montagne ont des potentiels. Ces potentiels doivent néanmoins être reconnus et promus. Dans bien des pays, la montagne a encore trop peu de poids politique.

Les régions de montagne doivent donc se profiler ensemble. Le Livre vert sur la cohésion territoriale ne tient pas assez compte de la montagne. Il faut donc faire un Livre vert sur les régions de montagne.

## Liste des participants

Name	Vor name	Organisation	Ort	Land
Amherd	Viola	Nationalrätin	Brig	Switzerland
Andonovski	Vlatko	Makmontana	Skopje	Macedonia
Bamier	Michel	Ministre de l'agriculture et de la pêche	Paris	France
Bebi	Peter	WSL	Davos-Dorf	Switzerland
Bigaran	Frederico	Provincia Autonoma di trento	Trento	Italia
Böbner	Christoph	Bundesamt für Landwirtschaft	Bern	Switzerland
Bötsch	Manfred	Bundesamt für Landwirtschaft	Bern	Switzerland
Bonhoure	Frédéric	Region Rhône-Alpes	Charbonnière les Bains cedex	France
Borgarello	Giovanni	Consorzio Pracatinat	Fenestrelle	Italia
Burdeyron	Franck	e-Conception.Net		France
Constantinescu	Mihai	Ministry of agr. and rural dev.	Bucharest	Romania
Cattaneo	Rocco	Monte Tamaro SA		Switzerland
Dax	Thomas	Bundesanstalt für Bergbau emfragen	Wien	Austria
Dayer	Gérald	Service d'agriculture	Sion	Switzerland
Evrard	Nicolas	AEM	Bruxelles	Belgium
Fischer Boel	Mariann	Commissaire pour l'Agriculture et le dev. rural	Bruxelles	Belgium
Gaskell	Frank	Invermess		Scotland
Golob	Bettina	Regionalmanagement Kärnten	Ferlach	Austria
Greminger	Peter	Bafu	Bern	Switzerland
Gutiérrez	Juan Andrés	IKT Soc. Dép. du Gouvernement Pasque	Vitoria Gasteiz Pays-Basque	Espagne
Hache	Didier	CPMR	Rennes	France
Hasler	Anrulf	Regionalmanagement Obersteiermark West		Austria
Imboden	Priscilla	Schweizer Radio DRS	Bern	Switzerland
Kopainsky	Brigit	Flury und Giuliani GmbH	Zürich	Switzerland
Lofner-Meier	Viktoria	Staatsministerium für Landwirtschaft	München	Germany
Mac Farlane-Slack	Drew	SRPBA		
Maissen	Theo	SAB	Sevgein	Switzerland
Munro	Alexander	Centre for Health Science,	Invermess	Scotland
Nordas	Janne	Deputy Minister of Local Governm.	Oslo	Norway
Price	Martin	Centre for mountain Studies UH Perth College	Perth PH2 ODP	UK
Remillieux	Laurent	Chambre Régionale d'Agriculture	Lyon cedex 07	France
Reolon	Sergio	Provincia di Belluno	Belluno Italia	Italia
Stinessen	Erik	Vinje Kommune		Norway
Shaw	Becky	Programm Manager	By Kyle	Scotland
Skoet	Jakob	Food and agriculture organisation	Roma	Italia
Tome	Branka	Ministry of agriculture, Forestry and Food of RS	Ljubljana	Slovenia
Tröger-Weiss	Gabi	Techn. Universität	Kaiserslauten	Germany
Viatte	Gerard	Ancien Directeur de l'agriculture de l'OCDE	Verbier	Switzerland

Winkler-Rieder	Waltraud	Clustermanagement	Kuchl	Austria
Wostner	Peter	Deputy Director, Government office for local	Ljubljana	Slovenia
Agapi	Ioan	FAMD		Romania
Agapi	Stefan	FAMD		Romania
Alix andru	Camelia	Erfahrungsaustausch Landfrauen Rumänien-CH		Romania
Alter	Alain	Service de l'agriculture VD	Sion	Switzerland
Alves Pinto	Augustino	AMAT		Portugal
Amman	André	Chauffeur Delegation der EU Delegation		
Andersen	Bjom Terje	Hedmark county council Interreg Sweden-Norway	Hamar	Norway
Arietta	Eider	IKT Soc. Dép. du Gouvernement Pasque	Vitoria Gasteiz Pays-Basque	Espagne
Arese	Asier	Director de Montes y Medio Natural, Dip. Foral de Gipuzkoa	Donostia/S. Sebastian	Espagna
Audonard	Alain	CMA	Lyon Cedex 6	France
Banc	Ioan	Rumänien (DADR_Maramures	Maramures	Romania
Baptisa	Francisco	AMAT		Portugal
Batista	Domingos	ADRAT		Portugal
Bellwald	Sebastian	regiosuisse	Brig	Switzerland
Benarous	Annie	Ministère de l'agriculture	Paris	France
Besombes	Macel	Coopérative de Transhumane COPTASA	Aurillac	France
Besombes	Maryse		Aurillac	France
Bjaadal	Lars	Telemark Country Council	Skien	Norway
Bjerke	Kay h.	Buskerud County Council	Drammen	Norway
Blaettler	Dominic	Schweizerische Hochschule für Landwirtschaft	Zollikofen	Switzerland
Bomatter	Ruedi	Dialog Nord Süd	Aldorf	Switzerland
Borec	Andreja	University of Maribor, Fac. Of Agriculture	Maribor	Slovenia
Borghi	Enrico	Presidente UNCEM	Roma	Italia
Borkhus	Svein	Hedmark fylkeskommune	Hamar	Norway
Bourdin	David	Agridea	Lausanne	Switzerland
Bozdoc	Constantin	ICDM Cristian SIBIU		Romania
Brauchle	Toni	Bundesamt für Raumentwicklung	Bern	Switzerland
Bremer	Tor	Sogn og Fjordane County Council	Leikanger	Norway
Brenchat	Gil Ismael	Habitat	Teruel	Espagne
Carten	Christoph	AGROSCOPE Changins-Wädenswil ACW	Conthey	Switzerland
Caron Wicky	Christine	Presse Bauernzeitung	Bern	Switzerland
Catuna	Carmen	FAMD		Romania
Cazaubon	Jean-Louis	APCA	Paris	France
Censi	Guido	Regione Mesolcina	Roveredo	Switzerland
Chazalet	Jacques	COPAMAC SIDAM	Aubièze	France
Chirileanu	Tutu	FAMD		Romania
Clarke	Robin	Highlands & Islands Enterprise	Invermess	Scotland
Clausen	Willy	Gemeinde	Emen	Switzerland
Cloye	Guillaume	APCA	Paris	France
Conradin	Katharina	seecon GmbH/regiosuisse	Aarau	Switzerland
Costin	Emilia	ICDM Cristian SIBIU		Romania
Crouzet	Maryline	SIDAM	Rodez cedex 9	France
Dalen	Biom	Skjak Kommune	Skjak	Norway
Damberg	Tore	Vinje kommune	Vinje	Norway
Danut	Ungureanu	CEFIDEC	Vatra Domei	Romania
De Jong	Camen	The Mountain Institute	Bourget du Lac	France
Di Bella	Elena	Provincia di Torino	Torino	Italia



Dioli	Enrico	IREALP	Milano	Italia
Donzel	Valérie	SECO Regional- und Raumordnungs politik	Bern	Switzerland
Douillet	Augustin	ACAP Association chambres d'agricultures Pyrénées	Foix	France
Dubief	Yves	Président CCI des Vosges	Epinal-France	France
Duclos	Robert	Président d'Honneur d'Euromontana	Marcoux	France
Ebneter	Alois	Klangwelt Toggenburg	Alt St. Johann	Switzerland
Eivind	Brenna	Valdres Natur og kulturpark	Fagernes	Norway
Eleuterio	Rodríguez M.	Government of Galicia	Brussels	Belgien
Femandes	Alvares	AMAT		Portugal
Fezzi	Mauro	Provincia Autonoma di Trento, Dip. Agricoltura	Trento	Italia
Forberg	Saebjom	Skjak Kommune	Skjak	Norway
Frelich	Jan	University of South Bohemia, Fac. Agriculture	Ceske Budejovice	Czech Republic
Garbisu	Jorge	IKT Soc. Dép. du Gouvernement Pasque	Vitoria Gasteiz Pays-Basque	Espagne
Gault	Jeans	FAO	Roma	Italia
Geoffre	Michel	ARPE Midi Pyrénées	Toulouse Cedex	France
Gerber-Streit	Hans	Redaktor Bern bilingue	Schüpbach	Switzerland
Geman	Maria	Erfahrungsaustausch Landfrauen Rumänien-CH		Romania
Gheorghe	Maria Gina	Academia Romana-Ince	Bucuresti	Romania
Ghirardelli	Emanuele	Federazione provinciale col diretti-sondrio	Sondrio	Italia
Gitan	Danut	CEFIDEC VATRA DORNEI	Suceava	Romania
Gomes	Fernando	AMAT		Portugal
Gory	Jacques	UCCIMAC	Clermont-Ferrand Cedex 1	France
Guinea	Julio	IKT Soc. Dép. du Gouvernement Pasque	Vitoria Gasteiz Pays-Basque	Espagne
Hagen	Erik	Hedmark county council Intereg Sweden-Norway	Hamar	Norway
Hayes	Ingerid	Vinje kommune	Vinje	Norway
Hein	Silke	Pro Züri Berggebiet/Agridea	Lindau	Switzerland
Hilfiker	Martin	Regione Mesolcina	Roveredo	Switzerland
Hoppler	Fritz	Die Regionen GR	Ardez	Switzerland
Hosennen	Tamar	Schweizerischer Bauernverband	Bern	Switzerland
Huber	Rupert	Landwirtschaftskammer Österreich	Wien	Austria
Hulliger	Karin	Bundesamt für Landwirtschaft	Bern	Switzerland
Hustveit	Lars	Sogn Ogfjordane Fylkeskommune	Leikanger	Norway
Imoberdorf	Bernhard	Region Goms	Münster	Switzerland
Inger Elin	Nes Hjelle	Oppland County Municipality	Lillehammer	Norway
Ionescu	Ovidiu	FAMD		Romania
Iunga	Maria	Erfahrungsaustausch Landfrauen Rumänien-CH		Romania
Jenette-Biellaz	Véronique	député suppl Gran Conseil VS	Pont-de-la-Morge	Switzerland
Jost	Silvia	ARE	Bern	Switzerland
Juravle	Vasile	FAMD		Romania
Karten	Hansjörg	Karten Sattlerei	Töbel	Switzerland
Kjellevdd	Trond	Telemark County Council	Skien	Norway
Kolderup	Jon Andreas	Buskerud County Council	Drammen	Norway
Kranjec	Silvester	Ministry of agriculture, Forestry and Food of RS	Ljubljana	Slovenia
Kristo	Ilir	Department of Morpho-Fac. Of Veterinary	Albania	Albania
Krogman	Petr	Svaz Marginalnich oblasti	Ceska Lipa,	Czech Republic
Kügler	Michael	Interreg 4c REDI-Projekt EU Verbindungsbüro	Brüssel	Belgien
Lavanchy	Pierre-François	Sté de Montagnes Pré-Cagnard SA	Orzens	Switzerland

Lehmann	Hans	Vinje kommune	Vinje	Norway
Leitz	Antonia	Stadt Rosenheim	Rosenheim	Germany
Leu	Christine	ADNV	Yverdon-les-bains	Switzerland
Lezin	Christophe	Institut de la Montagne	Le Bourget du Lac	Cedex France
Luundenmoen	Kjetil	Oppenland County Municipality	Lillehammer	Norway
Maier	Thomas	Bundesamt für Landwirtschaft	Bem	Switzerland
Majola	Salla	Department of Morpho-Fac. Of Veterinary	Tirana	Albania
Marcon	André	UCCIMAC	Clermont-Ferrand Cedex 1	France
Marcozzi	Marco	Ass. Comuni Regione Malcantone	Agno	Switzerland
Mamet	Guy	Institut de la Montagne	Le Bourget Du Lac	Cedex France
Mamier	Sylvain	FNSEA		France
McCallum	Isobel	Highland Council	Invermess	Scotland
Mellbye	Elisabeth	Brennabu AS	Ron	Norway
Meyer	Jean-Paul	Chef. Du Service de l'agric. Du canton de Fribourg	Givisiez	Switzerland
Michelet	Paul	Service de l'agriculture VD	Sion	Switzerland
Mieville-Ott	Valérie	AGRIDEA	Lausanne	Switzerland
Mircea	Mereuta	Sénateur de Roumanie	Bucuresti	Romania
Moldovan	Silvia	The County Ass. For mountain dev. MURES	Reghin-Mures	Romania
Montalvao Machado	Antonio	ADRAT		Portugal
Morandini	Marcella	Ständiges Sekretariat der Alpenkonvention	Insbruck	Austria
Moraru	Ioan	FAMD		Romania
Mounir	Etienne	Region Leuk	Susten	Switzerland
Naesager	Lene	Mitglied Kabinett Fischer-Boel		
Nanznan	Jeno	The county ass. Four mountain dev. Mures	Mures	Romania
Nicolaysen	Lars	Telemark Country Council	Skien	Norway
Nimigean	Florica	Erfahrungsaustausch Landfrauen Rumänien-CH		Romania
Oleggini	Matteo	co.re.ti	Bellinzona	Switzerland
Oțiman	Paun Ion	Romanian Academy	Bucharest	Romania
Parvex	Francois	SEREC	Tesserete	Switzerland
Pazeller	Martin	Autonome Provinz Bozen-Abt. Landwirtschaft	Bozen	Italia
Pellegrini	Giuseppe	Provincia di Belluno	Belluno Italia	Italia
Percie du Sert	Thierry	ARPE Midi Pyrénées	Toulouse Cedex	France
Perie	Jean-Louis	CCI de Tulle & Ussel	Tulle Cedex	France
Pilar	Julian	Habitata	Teruel	Espagne
Piligotsi	Georgia	ETAM SA	Heraklion	Crete
Pires	Jaime Maldonado	Mountain Research Centre	Braganca	Portugal
Plesej	Mario	Ministry of agriculture, Forestry and Food of RS	Ljubljana	Slovenia
Poda	Doina	ICDM Cristian SIBIU		Romania
Pointeau	Jacques- Henri	UCCIMAC	Clermont-Ferrand Cedex 1	France
Portal	Jean	CMA	Le Puy en Velay	France
Praz	Pierre	AGRIDEA	Lausanne	Switzerland
Prieur	Daniel	FNSEA	Paris	France
Pythoud	François	Bundesamt für Landwirtschaft	Bem	Switzerland
Raja	Raffaele	IREALP	Milano	Italia
Ratter	Drew	Crofters Commission	Invermess	Scotland
Rebiere	Guillaume	CCI des Vosges	Epinal-France	France
Reiterer	Michael	Botschafter Delegation der EU Delegation		

Riciu	Rodica	FAMD		Romania
Rieder	Göpf	Rieder-Farm Ba uernve reinigung Obersimmental	Lenk	Switzerland
Rigotti	Gregorio	Provincia Autonoma di Trento, Dip. Agricoltura	Trento	Italia
Roberts	James David	Highland Council	Invermess, IV35NX	Scotland
Runolv	Stegane	Buskerud County Council	Drammen	Norway
Rusu	Mariana	ICDM Cristian SIBIU		Romania
Ruta	Dana	Erfahrungsaustausch Landfrauen Rumänien-CH		Romania
Ryser	Daniele	Ass. Comuni Regione Malcantone	Agno	Switzerland
Sabie	Maura	Erfahrungsaustausch Landfrauen Rumänien-CH		Romania
Saenz de Samaniego	Gonzalo	Consejero de Agricultura, Pesca y Alimentacion- G. Basque	Vitoria Gasteiz Pays-Basque	Espagne
Salasan	Cosmin	Romanian Academy Branch Timisoara	Timisoara	Romania
Salletmaier	Christian	Managing Authority ETC Alpine Space	Salzburg	Austria
Sandum	Anne	Buskerud County Council	Drammen	Norway
Sankdökk	Anne Lise	Vinje kommune	Vinje	Norway
Savy	Pierre	FNSEA	Paris	France
Schridde	Christiane		Hamburg	Germany
Schwery	Moritz	Schweiz. Schafzuchtverband	Visp	Switzerland
Slachta	Martin	University of South Bohemia, Fac. Agriculture	Ceske Budejovice	Czech Republic
Smola	Sten	Bundesamt für Landwirtschaft	Bern	Switzerland
Sola	Maribel	Directora de Gabinete del Consejero de Agricultura, Pesca y Alimentacion	Vitoria Gasteiz Pays-Basque	Espagne
Stake	Mette Lund	Buskerud County Council	Drammen	Norway
Stanislas	Anne-Laure	CMA	Le Puy en Velay	France
Stef	Tiberiu	The County Ass. for mountain dev. MURES	Reghin-Mures	Romania
Stokar	Martin	SECO Regional- und Raumordnungs politik	Bern	Switzerland
Storvik	Jehans	Oppenland County Municipality	Lillehammer	Norway
Streckeisen	Willy	Aide Suisse aux Montagnards	Lussy-sur-Morges	Switzerland
Strelecek	Frantisek	University of South Bohemia, Fac. Economy	Ceske Budejovice	Czech Republic
Sveipe	Anne Marie	Oppland County Municipality	Lillehammer	Norway
Tanase	Constantin	FAMD		Romania
Teigen	Havard	Lillehammer University College	Lillehammer	Norway
Tekonczia	Alin	FAMD		Romania
Toulis	François	ACAP (Association Chambres d'agriculture Pyrénées	Foix	France
Trasculescu	Emilia	The County Ass. for mountain dev. MURES	Reghin-Mures	Romania
Ungureanu	Costel	FAMD		Romania
Ungureanu	Toader	FAMD		Romania
Uribarren	Raffael	Diputacion de Gipuzkoa	Anoetia	Basque Country
Vaagen	Kjell	Hedmark county council Interreg Sweden-Norway	Hamar	Norway
Vilas-Boas	Miguel	Mountain Research Centre	Braganca	Portugal
Vinje	Ame	Vinje kommune	Vinje	Norway
Vlad	Dorina	DADR MARAMURES		Romania
Walker	Komelia	Einwohnergemeinderat Wassen UR	Wassen UR	Switzerland
Wyder	Jörg	Senat Euromontana	Remingen	Switzerland
Zanni	Dario	Regione Tre Valli	Biasca	Switzerland
Zaugg	Urs	Schweiz. Hochschule für Landwirtschaft	Zollkofen	Switzerland
Zimmermann	Ulf	Erfahrungsaustausch Landfrauen Rumänien-CH		Switzerland
Godet	Jacques	ISRA-Lyon (responsable)	Lyon Cedex 07	France

Jauneau	Jean-Claude	Professeur Groupe ISARA/ESA/ISA		France
Arar-Jeantet	Matthieu	ISARA/ESA/ISA		France
Barier	Yoann	ISARA/ESA/ISA		France
Boulon	Joannes	ISARA/ESA/ISA		France
Darnet	Florent	ISARA/ESA/ISA		France
Boulon	Joannes	ISARA/ESA/ISA		France
Darnet	Florent	ISARA/ESA/ISA		France
Desindes	Benjamin	ISARA/ESA/ISA		France
Guyard	Anne-Laure	ISARA/ESA/ISA		France
Kockmann	Sylvain	ISARA/ESA/ISA		France
Ladet	Pauline	ISARA/ESA/ISA		France
Lasbleiz	Gwenn	ISARA/ESA/ISA		France
Lefebvre	Sophie	ISARA/ESA/ISA		France
Moirot-Crouvisier	Fleur	ISARA/ESA/ISA		France
Mottet	Claire	ISARA/ESA/ISA		France
Renaudat	Rémi	ISARA/ESA/ISA		France
Renoud	Florian	ISARA/ESA/ISA		France
Rivoire	Josselin	ISARA/ESA/ISA		France
Bon	Nicolas	ISARA/ESA/ISA		France
Chasle	Hélène	ISARA/ESA/ISA		France
Comee	Moise	ISARA/ESA/ISA		France
Douche	Cahrlotte	ISARA/ESA/ISA		France
Havas	Max ime	ISARA/ESA/ISA		France
Le Courtois	Laure	ISARA/ESA/ISA		France
Monvoisin	Kristell	ISARA/ESA/ISA		France
Pennec	Noémie	ISARA/ESA/ISA		France
De Soultrait	Benoit	ISARA/ESA/ISA		France
Kutereszczyn	Annabelle	ISARA/ESA/ISA		France
Mulenga	Ethel	ISARA/ESA/ISA		France
Orsini	Marie	ISARA/ESA/ISA		France
Tur Cardona	Juan	ISARA/ESA/ISA		France
Egger	Thomas	SAB		Switzerland
Aebersold	Heinz	SAB		Switzerland
Gillioz	Vincent	SAB		Switzerland
Favre	Geneviève	SAB		Switzerland
Meyre	Sibylle	SAB		Switzerland
Niederer	Peter	SAB		Switzerland
Abderhalden	Ruth	SAB		Switzerland
Rekibi	Barbara	SAB		Switzerland
Fölmli	Pius	SAB		Switzerland
Biri	Martin	SAB		Switzerland
Huber	Toni	SAB		Switzerland
Rouby	Alex ia	Euromontana		Belgium
Guitton	Marie	Euromontana		Belgium

## ECHO DES MÉDIAS

**ARGUS**   
MEDIENBEOBACHTUNG

**Agri**

1000 Lausanne 6  
Aufgabe 52 x jährlich 11'646

1045249 / 260.10 / 25'648 mm<sup>2</sup> / Farben: 0

Seite 11

17.10.2008

**ASSISES EUROPÉENNES**

# Comment générer de la valeur ajoutée en zone de montagne

**Confrontées à de nombreux défis, les régions de montagne doivent exploiter les opportunités qui s'offrent à elles et mettre en valeur au mieux leur potentiel, par des soutiens adaptés.**

Les régions de montagne européennes doivent faire face à de nombreux défis, comme le changement climatique, l'augmentation de la concurrence économique ou encore les mutations démographiques. Par conséquent, elles se doivent de trouver des solutions novatrices et créatrices de valeur ajoutée. Organisées du 8 au 10 octobre dernier à Brigue, les Assises européennes de la montagne se sont penchées sur ces enjeux.

Mis sur pied par Euromontana, l'association européenne des zones de montagne, et le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB), ce colloque a réuni 300 experts européens, en présence du ministre français de l'Agriculture Michel Barnier ou encore de la commissaire européenne à l'Agriculture Mariann Fischer Boel. La rencontre a mis en relief différents axes d'action pour dyna-

miser les zones de montagne et plus particulièrement leur agriculture.

**Distinguer les produits**

Certaines prestations offertes par les régions de montagne, comme l'entretien de la nature et du paysage, doivent être rémunérées à leur juste prix.

L'agriculture apporte une contribution essentielle à cet égard. Par le biais d'un étiquetage spécifique des produits de montagne, il est possible de générer de la valeur ajoutée. La Suisse, qui a introduit une Ordonnance fédérale en faveur des produits de montagne et d'alpage, est un précurseur en la matière.

**L'UE envisage des mesures**

En Europe, les zones de montagne représentent 40% de la surface totale et rassemblent environ 20% de la population. Compte tenu de leur importance, ces régions méritent une plus grande place au niveau européen. La cohésion territoriale constitue d'ailleurs l'un des principes du traité de réforme de l'UE. Ce principe doit toutefois se concrétiser au niveau politique. Dans ce cadre, Euromontana demande que la Commission de l'UE élabore un livre vert, à savoir un éventail

d'idées mises en consultation, à l'intention des régions de montagne.

**Encourager la qualité**

Les représentants des régions de montagne attendent des avancées positives du livre vert sur les produits agricoles de qualité, actuellement en préparation au sein de l'UE. Mariann Fischer Boel, commissaire européen à l'Agriculture, a rassuré les participants des Assises en indiquant qu'une politique de qualité améliorée pouvait être mise en œuvre pour assurer aux agriculteurs et aux transformateurs de ces régions une rémunération en phase avec leurs méthodes de production.

**Maintenir l'attrait**

En Suisse, la nouvelle politique régionale a pour but d'encourager la production de valeur ajoutée dans les régions



de montagne. Ces efforts ne doivent toutefois pas être réduits à néant par d'autres décisions politiques. Lorsque les programmes d'économie de la Confédération diminuent les moyens destinés au trafic régional, c'est l'attractivité de nombreux villages qui est directement touchée. MD-SP

## CHRONIQUE DE L'ADNV

# Euromontana ou l'importance d'un réseau organisé

L'Association européenne pour les zones de montagne, Euromontana, a tenu son Congrès bisannuel à Brigue, désignée Ville des Alpes 2008.

Près de 300 délégués se sont retrouvés, représentant des régions de montagne de toute l'Europe, allant du Portugal jusqu'en Grèce, en passant par l'Ecosse, la Norvège, les pays de l'arc alpin, ainsi que la Roumanie.

Organisée par le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB), cette manifestation a eu l'honneur de deux discours d'accueil très attendus. L'un de Mariann Fischer Boel, de la Commission européenne de l'agriculture et du développement rural, qui a débattu des enjeux futurs de la politique agricole commune (PAC), notamment de la libéralisation des quotas laitiers prévus en 2014. L'autre discours a été prononcé par Michel Barnier,

ministre français de l'agriculture et de la pêche, mais aussi fin connaisseur du développement régional et des régions de montagne en tant qu'ancien président de la Savoie et ancien commissaire européen chargé du développement rural.

Le ministre Barnier a relevé l'importance d'un travail comme celui d'Euromontana en rappelant que le mot «montagne», presque tabou pendant de longues années au sein de la Commission européenne, était maintenant une notion reconnue pour ses spécificités et ses richesses culturelles et identitaires.

Mais le changement de considération pour les régions de montagne provient principalement des défis démographiques et environnementaux identifiés comme prioritaires par l'Union européenne. La gestion des ressources, telles que l'eau, le sol, l'air et

les paysages en lien avec le changement climatique, guide les actions à long terme de l'Union européenne. En rappelant que d'ici 2030, plus de trois quarts de la population européenne vivra dans les agglomérations, il a souligné l'importance des régions de montagne comme espaces de ressources, de détente et de loisirs, ainsi que d'approvisionnement en produits de qualité.

En conclusion, il a rappelé que les régions de montagne ont des atouts à promouvoir, mais c'est en parlant d'une seule voix qu'elles réussissent à les faire valoir sur le plan européen, tel est le résultat principal d'un réseau efficace. CHRISTINE LEU

COORDINATRICE RÉGIONALE ■



Argus Ref 32966005

# «L'union fait la force»

**COLLOQUE ► Assemblée d'Euromontana à Brigue, où le ministre français de l'Agriculture Michel Barnier s'est montré le meilleur ambassadeur de la Suisse.**

## PASCAL CLAIVAZ

Les Assises européennes de la montagne, Euromontana, se sont tenues pour la première fois en Suisse. Hier à Brigue, le ministre français de l'Agriculture et de la pêche Michel Barnier s'est révélé comme le meilleur défenseur de l'agriculture suisse et valaisanne. En l'absence de tout représentant politique suisse du même niveau. En tout cas, ces deux journées furent un beau coup de la présidente de Brigue, Viola Amherd. Les assises d'Euromontana au pied du Simplon se tinrent dans le cadre de l'année «Brigue Cité alpine».

## Président de la région Savoie

Michel Barnier a été durant vingt ans le président de la région Savoie, proche du Valais. Dans son allocution, il s'est révélé comme un fier défenseur des quotas laitiers, de l'investissement dans les régions de montagne et de la défense des petites exploitations agricoles contre la foire d'empoigne de l'OMC. Il a porté haut et fort son discours devant les représentants agricoles suisses de cette manifestation organisée par le SAB, le Groupement suisse pour les régions de montagne. Le conseiller national Maurice Chevrier a bu ses paroles comme du petit-lait (voir l'encadré). Ce d'autant plus que Michel Barnier rebondissait sur la crise financière actuelle: «Jamais nous n'accepterons que les règles instaurées dans l'UE soient démantelées, au vu des réalisations de ce libéralisme économique distillé des années durant.» Lorsque l'on sait que Michel Barnier est un ministre du Gouvernement libéral de droite de Nicolas

Sarkozy, ses paroles ont d'autant plus de poids.

Et le ministre français de l'Agriculture de continuer: «J'ai dû accepter la libéralisation du prix du lait à l'horizon de 2012 ou 2013. Personnellement, je suis pour la réintroduction des quotas et de la protection des prix dans ce domaine.»

Il a également brisé une lance pour les petites exploitations de montagne. Expérience faite, celles-ci se sont déjà adaptées aux conditions actuelles du marché et se montrent compétitives, même à très haute altitude. Il veut également défendre une agriculture de qualité, ainsi que l'aménagement du territoire, «mot tabou à Bruxelles jusqu'à une date récente».

## Relance de la Politique agricole commune

Michel Barnier a relancé le chantier de la PAC, la Politique agricole commune, ce diable des milieux ultralibéraux: «Nous en avons parlé ouvertement entre ministres de l'Agriculture et je puis vous dire que la vingtaine de pays présents ont accepté d'entrer en matière sur la reconduction de la PAC. En soi, c'est déjà une victoire.» Libre ensuite aux différents pays d'y mettre les contenus qui leur conviendraient.

«L'union fait la force», a conclu le ministre. «Ces vingt prochaines années, les agglomérations regrouperont les 76% de la population. A l'agriculture de montagne de promouvoir ses produits de qualité en regroupant ses forces autour de marques et de labels AOC ou d'origine géographique prouvée.»





## Maurice Chevrier aux anges

«Je ne retrancherais pas une ligne du discours qu'a tenu le ministre français de l'Agriculture», a assuré le conseiller national **Maurice Chevrier**, membre du SAB et président sortant de la Fédération laitière valaisanne (FLV).

«Michel Barnier a parlé d'une véritable concurrence entre régions de montagne et agglomérations. Nous vivons la même confrontation en Suisse, avec une forte volonté de concentrer les activités économiques dans les agglomérations. Nous au contraire, nous luttons pour maintenir la population dans les régions alpines.»

Il fut également heureux d'entendre les appels du ministre français au monde laitier: «Cela m'a fait extrêmement plaisir, vu que nous sommes contre la suppression des quotas laitiers sans contrepartie.»

Maurice Chevrier se trouve également confirmé dans sa po-

litique pour des AOC valaisannes: «AOC que nous allons décerner officiellement au fromage à raclette aujourd'hui à Brigue, dans le cadre de l'assemblée générale d'Alpgold. Personnellement, j'ai passé des années à lutter pour une AOC cantonale. Ce ne fut pas facile de convaincre les régions d'abandonner le morcellement de l'appellation d'origine contrôlée.»

Enfin, le conseiller national valaisan se montre très satisfait de constater «l'interventionnisme évident des Français en faveur du maintien de la PAC, la Politique agricole commune. Cela nous encourage à lutter pour une politique agricole satisfaisante en Suisse.»



# Herausforderung als Chance nutzen

*In Brig tagen derzeit über 300 renommierte Experten am Europäischen Berggebietskongress*

**Brig - Glis. – Die Berggebiete stehen nicht nur vor zahlreichen Herausforderungen wie etwa dem Klimawandel, der Abwanderung ihrer Bevölkerung oder dem wirtschaftlichen Konkurrenzkampf, sondern verfügen gleichzeitig über Wettbewerbsvorteile wie eine intakte Natur oder vortreffliche landwirtschaftliche Produkte.**

Über 300 renommierte Experten treffen sich dieser Tage am 6. Europäischen Berggebietskongress in der Briger Simplonhalle und diskutieren über die Wertschöpfungspotenziale der Berggebiete, die in Europa rund vierzig Prozent der Fläche und etwa zwanzig Prozent der Bevölkerung umfassen.

## Im Rahmen des Alpenstadtjahrs

Die Berggebiete stehen derzeit vor vielfältigen Herausforderungen wie dem Klimawandel, dem zunehmenden wirtschaftlichen Konkurrenzkampf oder auch dem demografischen Wandel. «Die Berggebiete müssen deshalb auf diese Herausforderungen reagieren», teilte Thomas Egger, Direktor der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft für Berggebiete (SAB), mit, die dieses Jahr zusammen mit der europäischen Berggebietsvereinigung «Euromontana» den alle zwei Jahre stattfindenden Europäischen Berggebietskongress organisiert. Die Wahl sei heuer auf Brig-Glis gefallen, «weil ich einerseits aus Visp stamme und schon immer den Kongress in meine Region holen wollte und andererseits, weil dieses Jahr Brig-Glis als Alpenstadt gewählt

worden ist», so Thomas Egger. Stadtpräsidentin und Nationalrätin Viola Amherd ist erfreut über die Präsenz des Kongresses in der Simplonstadt: «Brig-Glis liegt an der Schnittstelle zwischen dem südlichen und nördlichen Alpenraum und ist somit prädestiniert für den Kongress.»

## Chancen erkennen und nutzen

«Herausforderungen wie der Klimawandel können auch eine Chance darstellen», betonte der SAB-Direktor. Mit dem Klimawandel werde die Attraktivität des Sommertourismus in den Alpen zunehmen. «Einige wenige Akteure wie etwa der Monte Tamaro im Tessin haben diese Chance bereits erkannt und voll auf Sommertourismus umgestellt», so Thomas Egger. Mit dem erfreulichen Resultat, dass die Gästezahlen um satte 36 Prozent gestiegen sind. Derart prägende Entscheide, wie eben die Umstellung von Winter- auf Sommertourismus, erfordern ein ausgeprägtes strategisches und unternehmerisches Denken. «Mit einer gezielten Berggebietspolitik müssen derartige Initiativen unterstützt werden», fordert Egger.

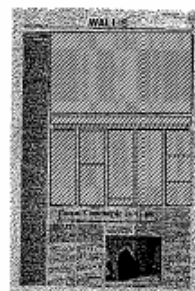
## Berggebietspolitik ist integrierte Politik

Einzelne Unternehmungen sind immer in eine Wertschöpfungskette eingebettet. Diese Systeme und die Zusammenarbeit unter den einzelnen Akteuren müssten gezielt gestärkt werden. «Im Bundesland Salzburg konnte so erfolgreich ein Holzcluster aufgebaut werden. Die Unternehmungen in diesem Cluster arbeiten zusammen und treten gemeinsam auf dem Markt auf. So

verfügen sie über wesentlich grössere Absatzchancen», teilte Thomas Egger mit. Der Holzcluster arbeite dabei eng mit verschiedenen Schulen zusammen und könne dadurch neue Impulse generieren. Dieses Beispiel zeige deutlich, dass die Berggebietspolitik immer auch eine integrierte Politik sein müsse, die über alle raumwirksamen Projekte hinweg agiere.

## Ein Grünbuch für die Berggebiete

«Angesichts ihrer grossen Bedeutung verdienen die Berggebiete einen grösseren Stellenwert auf europäischer Ebene», forderte Frank Gaskell, abtretender Präsident der Euromontana, jener Institution, die sich für die Berggebiete einsetzt und auch für die Organisation des Berggebietskongresses zuständig ist. «Der räumliche Zusammenhalt wurde als Grundsatz im EU-Reformvertrag festgeschrieben. Diesen Grundsatz gilt es nun, in konkrete politische Aktionen umzusetzen. Die Euromontana fordert deshalb, dass die EU-Kommission ein Grünbuch über die Berggebiete erarbeitet. Aber auch in anderen Politikbereichen wie etwa der bevorstehenden Reform der EU-Landwirtschaftspolitik müssen die Berggebiete ei-



nen angemessenen Stellenwert erhalten», teilte Frank Gaskell mit.

**Berg-Produkte  
speziell kennzeichnen**  
 «Besondere Leistungen der Berggebiete müssen gerecht abgegolten werden. Dazu gehören etwa die Leistungen im Bereich der Natur- und Landschaftspflege. Die Berglandwirtschaft leis-

tet hierbei einen wesentlichen Beitrag», so Thomas Egger. Durch die spezielle Kennzeichnung von Produkten der Berglandwirtschaft könne eine höhere Wertschöpfung für die Produzenten erzielt werden. Die Schweiz nehme mit ihrer Berg- und Alprodukteverordnung in dieser Angelegenheit eine Vorreiterrolle ein. Auch die EU-

Mariann Fischer Boel betonte am Kongress in Brig, dass durch eine bessere Kennzeichnung von landwirtschaftlichen Produkten eine höhere Wertschöpfung generiert werden könne. Wie bereits erwähnt, ist ein entsprechendes Grünbuch der EU über landwirtschaftliche Qualitätsprodukte in Vorbereitung. **wek**

